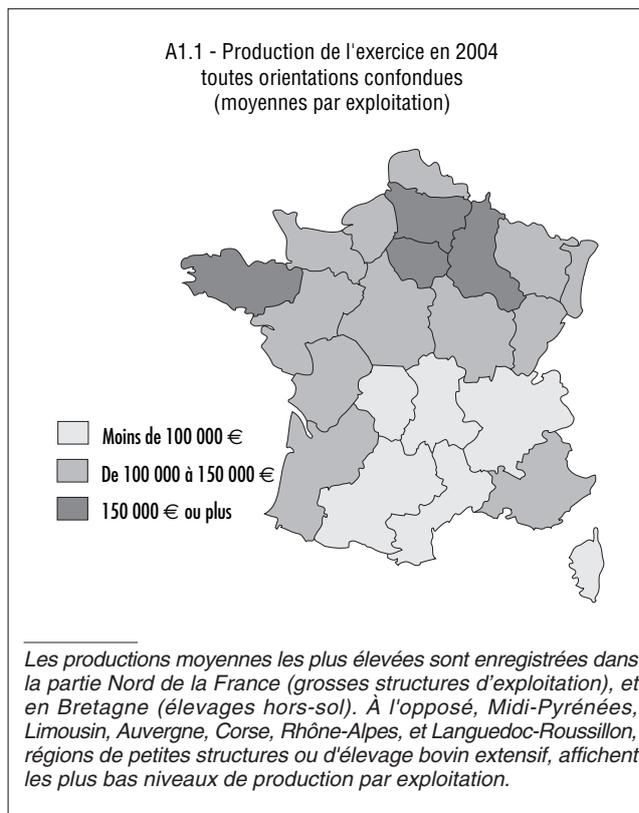


### Niveau global de la production

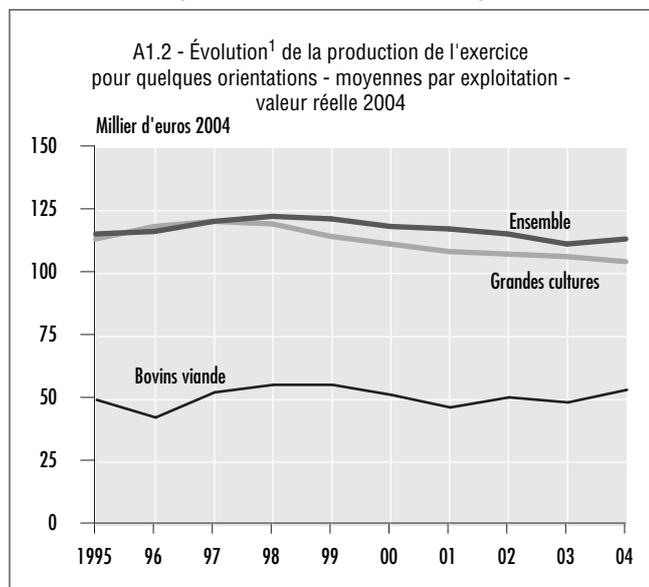
Après les conditions climatiques très défavorables de 2003, la production moyenne de l'exercice atteint en 2004 113 200 euros par exploitation, progressant de 1,7 % en valeur réelle<sup>1</sup> sur l'ensemble des orientations. La situation est contrastée selon les secteurs. Seules les orientations animales et la viticulture d'appellation constatent une hausse de leur production en 2004. L'augmentation est sensible notamment pour les éleveurs de bovins viande (+ 9 %) et les éleveurs d'ovins et autres herbivores (+ 8 %). Après deux années de baisse consécutives (- 15 % en 2002 et - 5 % en 2003), le secteur hors-sol voit lui aussi sa production augmenter en 2004 (+ 4 %). Ce secteur détient toujours en moyenne le niveau de production le plus élevé avec 227 800 euros par exploitation. À l'inverse, la production est en baisse dans la plupart des orientations végétales, malgré des récoltes abondantes : maraîchage, horticulture (- 9 %), arboriculture fruitière (- 2 %), grandes cultures (- 2 %) et autre viticulture (- 1 %). Malgré cette dernière baisse, les maraîchers-horticulteurs conservent un niveau moyen de production parmi les plus élevés en 2004 avec 174 300 euros par exploitation.

### Le potentiel économique le plus élevé en Champagne-Ardenne



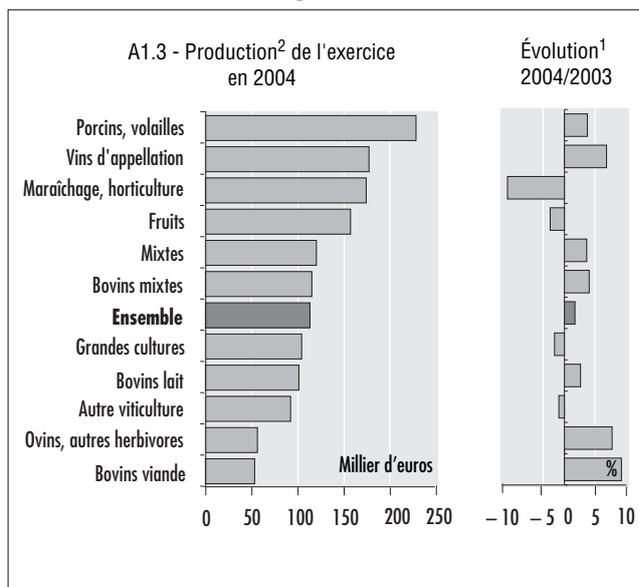
Source : RICA

### Légère hausse de la production moyenne en 2004 (+ 1,7 % en valeur réelle)



Source : RICA

### Chute de la production en maraîchage, horticulture



Source : RICA

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

2. Cf. fiche A3 pour les chiffres.

## Utilisation du sol

En 2004, la SAU moyenne par exploitation continue de progresser (+ 1 %) et s'établit à 68,8 hectares en moyenne par exploitation. En 1999, un changement dans la réglementation<sup>1</sup> sur le gel des terres avait entraîné des modifications substantielles de la répartition moyenne de la SAU par rapport à 1998. La situation était depuis relativement stable. En 2004, la surface moyenne en jachère PAC recule sensiblement (- 22 %). Après la sécheresse de 2003, le taux de gel a été volontairement abaissé à 5 % pour permettre aux exploitations de produire davantage et reconstituer leurs stocks. Au sein de la jachère PAC, la surface jachère nue diminue de 14 %. Elle avait légèrement augmenté en 2003. La surface consacrée à la jachère cultivée est également en forte baisse (- 44 %). Ce recul profite aux cultures énergétiques, en particulier aux surfaces en colza. Globalement l'ensemble céréales et oléo-protéagineux augmente en 2004 (+ 2 %). Les surfaces en oléo-protéagineux bénéficient cette année encore d'une forte croissance (+ 5 %). Les surfaces en maïs

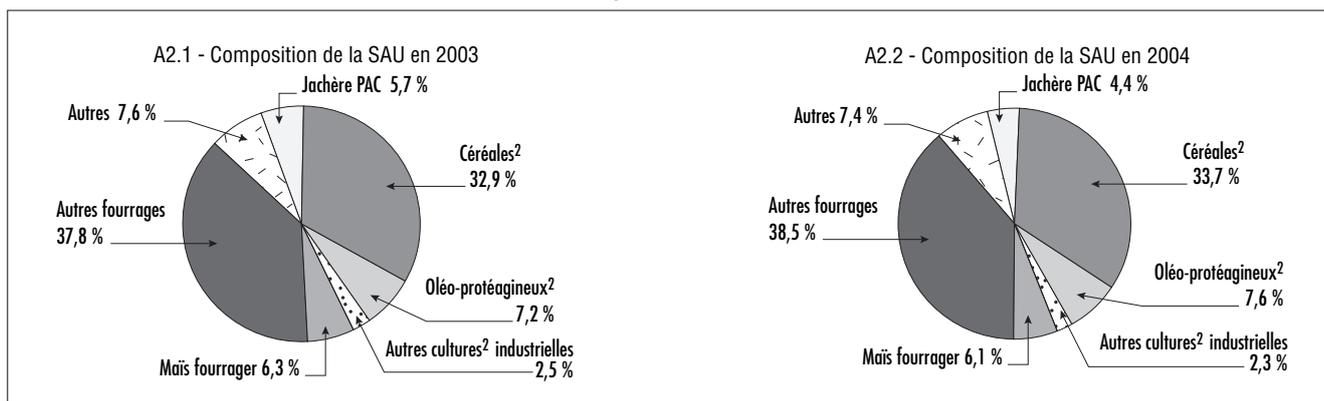
fouurrager reculent de 1 % après avoir fortement progressé en 2003, des suites de la sécheresse.

1. Cf. encadré et lexique « taux de gel ».

### PAC, jachère, cultures énergétiques

La politique agricole commune (PAC) l'impose depuis 1992 : pour avoir droit aux paiements compensatoires, les agriculteurs doivent mettre en jachère une partie de leur surface en céréales, oléagineux, protéagineux et plantes textiles. La surface mise en jachère peut éventuellement supporter des cultures industrielles à fins non alimentaires, type colza pour diester. Seuls les petits producteurs (ceux qui déclarent une surface correspondant à une production théorique de moins de 92 tonnes) sont exonérés de cette obligation de gel. Le taux de gel conditionnant le droit aux primes avait été fixé, lors de la réforme de la PAC, à 15 % de la surface COP + gel. Il est passé à 10 % en 1996, puis à 5 % en 1997 et en 1998, avant de repasser à 10 % en 1999 et à 5 % en 2004. De fait, le taux de gel observé dans les exploitations du RICA reflète cette réglementation. Depuis 2004, une nouvelle aide de 45 €/ha peut être attribuée à des cultures destinées à la production de produits énergétiques (biocarburants) ou d'énergie thermique et électrique. Ces cultures sont essentiellement des COP aidées. Les cultures industrielles sur jachère ne peuvent bénéficier que de l'aide aux jachères.

### Recul de la jachère PAC en 2004



Source : RICA

### A2.3 - Évolution des surfaces de COP et jachère, de 1997 à 2004

Valeurs moyennes par exploitation, en hectare

Catégorie de surface	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Évolution 04/03 % <sup>4</sup>
<b>SAU (surface agricole utilisée)</b>	<b>64,1</b>	<b>64,3</b>	<b>67,5</b>	<b>67,1</b>	<b>67,5</b>	<b>68,1</b>	<b>68,3</b>	<b>68,8</b>	<b>+ 0,5</b>
Surface en céréales et oléo-protéagineux <sup>3</sup>	28,2	28,4	28,7	28,4	28,1	28,6	28,4	28,8	+ 1,7
dont céréales	22,0	22,0	21,7	22,2	22,1	23,0	22,5	23,2	+ 2,9
dont oléo-protéagineux	5,7	5,9	5,9	5,2	5,1	4,6	4,9	5,2	+ 4,9
Surface en maïs fourrager	3,9	3,8	3,9	3,8	4,0	3,9	4,3	4,2	- 1,4
Jachère PAC totale	2,2	2,1	3,6	3,6	3,9	3,8	3,9	3,0	- 21,6
dont - nue	1,7	1,6	2,5	2,6	3,0	2,8	2,9	2,5	- 13,9
- cultivée	0,6	0,5	1,1	1,1	0,9	1,0	1,0	0,5	- 44,4
dont - colza industriel sur jachère	0,4	0,4	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,4	- 43,5
- autres cultures industrielles sur jachère	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	- 47,9
Jachère agronomique classique	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	+ 3,1
Jachère COP en cultures énergétiques	///	///	///	///	///	///	///	0,2	-

2. Cultures industrielles sur jachères PAC exclues, maïs fourrager exclu.

3. Surfaces effectivement plantées en céréales (maïs fourrager exclu) ou en oléo-protéagineux, y compris les cultures industrielles non alimentaires sur jachères PAC.

4. Les pourcentages d'évolution 2004/2003 ont été calculés sur échantillon **constant**. Par contre, les valeurs présentées sur les années 1997 à 2004 sont celles des échantillons **complets**.

Source : RICA

### Structure de la production

La production de l'exercice se compose pour l'essentiel de produits bruts végétaux, végétaux transformés (vins essentiellement), produits horticoles, animaux et produits animaux (lait, œufs...). En 2004, le produit brut relatif aux végétaux est en hausse globale de 7 %, après une baisse de 6 % enregistrée l'année précédente. À l'inverse, celui des produits horticoles chute de 12 %. Le produit brut des animaux est en hausse globale de

4 %. Il augmente dans toutes les orientations animales, notamment en bovins lait (+ 11 %). Globalement en 2004, la part des productions végétales, y compris végétaux transformés et produits horticoles, est légèrement supérieure à celle des productions animales. En produits bruts horticoles, les productions sous-verre représentent maintenant la part la plus importante des différents modes de production.

#### A3.1 - Composition de la production de l'exercice en 2004

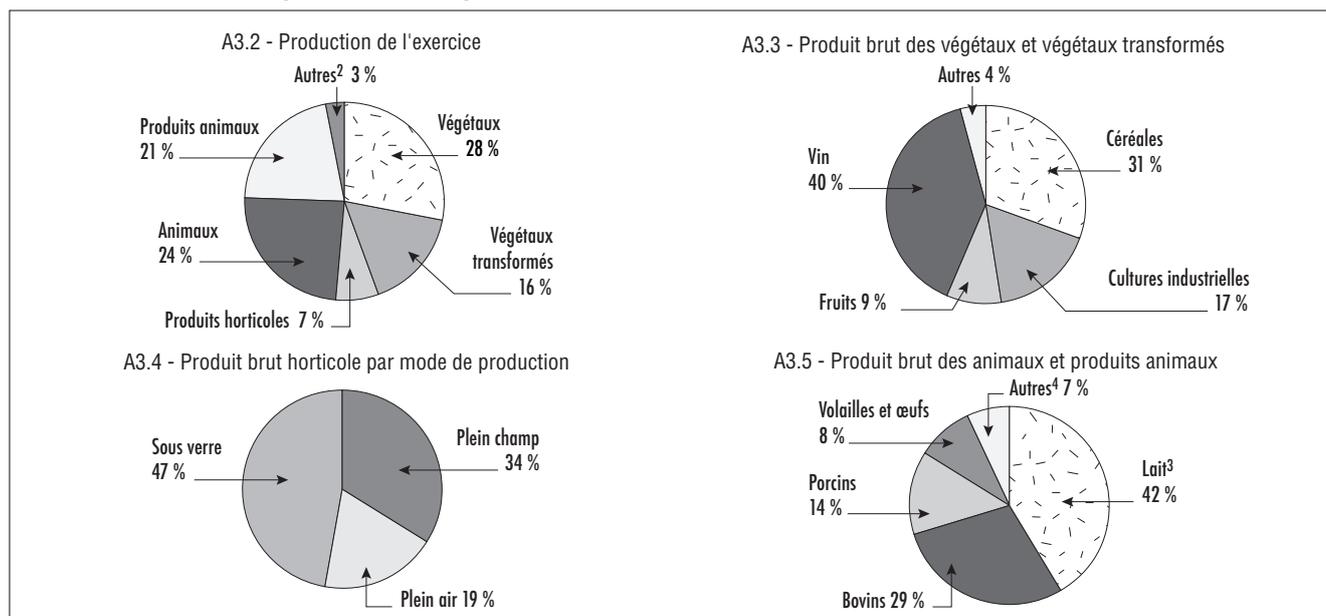
Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Production de l'exercice		dont produits bruts élémentaires					Autres produits <sup>2</sup>
	Valeur 2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %	Végétaux	Végétaux transformés (vins, ...)	Produits horticoles	Animaux	Produits animaux (lait, œufs...)	
Grandes cultures	104,0	- 1,6	78,8	1,7	9,5	7,1	2,6	2,6
Maraîchage, horticulture	174,3	- 9,2	10,2	0,2	160,0	0,3	0,0	2,9
Vins d'appellation d'origine	177,5	+ 6,8	24,3	145,8	0,5	0,5	0,5	4,8
Autre viticulture	92,3	- 1,0	6,1	79,2	0,2	0,6	0,0	5,5
Fruits	157,2	- 2,3	129,2	15,3	3,8	1,5	0,3	6,4
Bovins lait	101,0	+ 2,7	6,1	0,2	0,2	20,2	71,1	3,0
Bovins élevage et viande	52,9	+ 9,2	3,6	0,2	0,4	45,7	0,9	1,9
Bovins lait, élevage et viande	114,9	+ 4,0	11,2	0,6	0,1	42,9	54,4	5,3
Ovins, autres herbivores	55,8	+ 7,8	2,5	0,3	0,0	25,7	22,8	4,4
Porcins, volailles	227,8	+ 3,7	7,6	0,5	0,4	186,9	26,2	6,0
Polyculture, polyélevage	119,9	+ 3,6	32,5	5,9	5,0	38,1	34,2	3,5
<b>ENSEMBLE</b>	<b>113,2</b>	<b>+ 1,7</b>	<b>31,9</b>	<b>18,2</b>	<b>8,1</b>	<b>27,2</b>	<b>23,6</b>	<b>3,5</b>
Ensemble évol. <sup>1</sup> 04/03 %	+ 1,7	///	+ 7,3	+ 4,3	- 11,7	+ 4,1	- 3,8	- 2,3

Source : RICA

### La part du produit brut bovin continue d'augmenter au détriment du lait et des œufs

Composition de la production en 2004, toutes orientations confondues



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

2. Autres produits : somme de la production immobilisée et des produits issus des travaux à façon, des ventes de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme, des activités annexes.

3. Lait et produits laitiers de vache.

4. Autres animaux et autres produits animaux.

Source : RICA

## Surfaces, rendements, prix, produit brut... pour quelques produits

Dans le secteur végétal, le produit brut recule fortement pour plusieurs cultures importantes : pêche (- 17 %), pois protéagineux (- 13 %), poire (- 12 %), maïs grain et pomme de terre (- 12 %). Seuls le colza (+ 5 %), le blé tendre (+ 8 %) et surtout l'abricot (+ 62 %) voient leur produit brut augmenter sensiblement. Ces évolutions sont elles-mêmes la résultante de phénomènes très variables, touchant aux surfaces, rendements et prix. Après les conditions défavorables de 2003, tous les rendements des produits végétaux sont en hausse en 2004. Le rendement des céréales augmente de 19 %. En arboriculture fruitière, après avoir chuté de 48 % avec une récolte quasi inexistante en 2003, le rendement des abricots retrouve son niveau de 2002. Concernant les prix de vente, 2004 se révèle être une mauvaise année surtout pour les pêches et les abricots.

Dans le secteur animal, le produit brut progresse sensiblement pour les vaches laitières (+ 24 %), après avoir déjà progressé de 20 % en 2003. En revanche, le produit brut du lait continue de baisser, au même rythme que l'année dernière (- 4 %).

*Pour chaque produit agricole, le produit brut se compose des ventes, des variations de stocks, et des autoconsommations (nettes des achats du même produit). Pour certains produits, le produit brut s'assimile en fait aux seules ventes, le reste étant marginal. Mais dans d'autres cas, comme en viticulture ou en élevage, les variations de stocks jouent également un rôle déterminant dans la composition du produit brut. L'évolution d'un produit brut s'explique alors par ces deux éléments : évolution des ventes, évolution des variations de stocks.*

### Toutes orientations confondues

#### A4.1 - Végétaux

Moyennes, toutes orientations confondues, toutes exploitations prises en compte

Produit	Surface (ha)		Rendement (q/ha)		Prix de vente (€/q)		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>
Blé tendre	12,0	+ 6,5	77	+ 18,8	10	- 4,9	8,3	+ 8,0
Orge	4,2	- 7,1	65	+ 19,6	10	- 9,0	2,1	- 2,1
Maïs grain	4,1	+ 1,5	92	+ 20,0	9	- 17,2	3,1	- 12,4
Pommes de terre	0,3	+ 6,8	399	+ 5,5	12	+ 0,8	1,3	- 11,7
Betterave à sucre	0,8	- 3,9	813	+ 7,7	3	- 1,2	2,4	+ 2,4
Pois protéagineux	0,9	- 2,2	46	+ 4,0	13	- 6,1	0,4	- 12,7
Tournesol	1,4	- 3,7	23	+ 0,2	21	- 0,5	0,7	- 4,6
Colza	2,2	+ 4,0	34	+ 12,6	21	- 6,3	1,6	+ 5,3

Source : RICA

#### A4.2 - Animaux et produits animaux

Moyennes, toutes orientations confondues, toutes exploitations prises en compte

Produit	Ventes (tête)		Prix de vente <sup>3</sup>		Ventes (millier €)		Variation de stock (millier €)		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>	Niveau 2004	Rappel 03 <sup>2</sup>	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>
Bovins moins d'un an	13,0	+ 0,4	422	+ 0,6	5,5	+ 1,0	+ 0,1	+ 0,1	4,9	+ 0,2
Bovins mâles 1-2 ans	2,8	+ 0,8	1 063	- 0,5	3,0	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,0	2,7	+ 2,9
Vaches laitières	3,3	- 2,8	724	+ 13,0	2,4	+ 9,8	+ 0,2	- 0,1	2,3	+ 23,7
Autres vaches	2,2	+ 2,3	1 117	+ 6,6	2,4	+ 9,1	+ 0,1	+ 0,0	2,3	+ 17,4
Autres bovins	3,1	- 2,7	1 030	+ 4,1	3,2	+ 1,2	+ 0,0	- 0,1	2,4	- 1,6

Produit	Prix de vente <sup>3</sup>		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>
Agneaux	79	- 2,3	1,3	+ 0,8
Porcs à l'engrais	95	+ 4,4	6,7	+ 1,1
Poulets de chair	1	+ 13,8	1,6	- 2,4
Lait de vache	32	- 4,0	20,9	- 4,1
Œufs de poule	46	- 7,2	0,5	- 0,5

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

2. Recalculée sur un échantillon constant.

3. €/tête, sauf lait de vache (€/hl) et œufs de poule (€/millier d'œufs).

Source : RICA

## Surfaces, rendements, prix, produit brut... pour quelques produits

## Sur quelques orientations

## A4.3 - Végétaux et végétaux transformés

Moyennes, toutes exploitations de l'orientation prises en compte

Orientation	Produit	Surface (ha)		Rendement <sup>2</sup>		Prix de vente <sup>3</sup>		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 2004/2003 <sup>1</sup>
Exploitations de grandes cultures	Blé tendre	32,1	+ 5,2	80	+ 20,7	10	- 4,2	24,4	+ 4,8
	Orge	10,9	- 9,0	69	+ 19,8	10	- 9,3	7,0	- 5,8
	Maïs grain	10,4	- 0,4	96	+ 18,5	10	- 14,4	8,9	- 15,7
	Pommes de terre	1,3	+ 5,3	404	+ 6,6	12	- 0,3	5,4	- 12,8
	Betterave à sucre	3,3	- 4,0	812	+ 8,2	3	- 1,4	9,4	+ 2,5
	Pois protéagineux	3,2	+ 0,3	46	+ 3,3	13	- 6,9	1,7	- 12,9
	Tournesol	4,5	- 4,0	23	+ 0,6	22	- 1,2	2,2	- 5,3
	Colza	7,8	+ 4,5	35	+ 12,7	21	- 6,3	5,5	+ 5,0
Exploitations fruitières	Pomme table	3,9	- 1,0	344	+ 2,7	40	+ 1,7	53,3	- 1,9
	Poire table	0,9	- 1,3	251	+ 13,9	39	- 17,3	8,8	- 12,4
	Pêche	1,7	- 4,9	177	+ 18,6	70	- 26,7	21,3	- 17,4
	Abricot	1,0	+ 7,5	104	+ 109,4	75	- 28,1	8,0	+ 61,9

Orientation	Produit	Surface (ha)		Rendement <sup>2</sup>		Variation de stock		Prix de vente <sup>3</sup>		Ventes (millier €)		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2004	% évol. 04/03 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 04/03 <sup>1</sup>	(hl)	(millier €)	Niveau 2004	% évol. 04/03 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 04/03 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 04/03 <sup>1</sup>
Exploitations vins d'appellation d'origine	Vigne d'appellation	11,9	- 0,1	67	+ 15,0	///	///	///	///	///	///	///	///
	Vin d'appellation	///	///	///	///	+ 63,5	+ 15,6	246	- 5,4	123,0	- 6,2	140,1	+ 3,6
Exploitations autre viticulture	Autre vigne	12,5	+ 1,4	94	+ 18,4	///	///	///	///	///	///	///	///
	Autre vin	///	///	///	///	+ 100,9	+ 1,6	50	+ 2,1	41,5	+ 4,9	43,2	+ 3,1
	Vigne eau-de-vie	4,2	- 4,2	150	+ 17,2	///	///	///	///	///	///	///	///
	Vin eau-de-vie	///	///	///	///	+ 61,3	+ 2,3	26	- 9,8	4,1	- 30,9	6,4	+ 10,5
	Eau-de-vie	///	///	///	///	+ 3,3	+ 2,8	821	+ 1,8	14,9	- 0,1	17,7	- 8,9

Source : RICA

## A4.4 - Animaux et produits animaux

Moyennes, toutes exploitations de l'orientation prises en compte

Orientation	Animal ou produit animal	Ventes (tête)		Prix de vente <sup>4</sup>		Ventes (millier €)		Variation de stock (millier €)		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2004	% évol. 04/03 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 04/03 <sup>1</sup>	Niveau 2004	% évol. 04/03 <sup>1</sup>	Niveau 2004	Rappel 2003 <sup>5</sup>	Niveau 2004	% évol. 04/03 <sup>1</sup>
Élevages de bovins lait	Vaches laitières	11	- 1,5	722	+ 14,1	7,9	+ 12,4	+ 1,0	- 0,1	7,9	+ 30,5
	Lait	///	///	32	- 4,0	69,4	- 3,7	///	///	69,5	- 3,7
Élevages de bovins viande	Bovins moins d'un an	37	- 6,2	572	+ 2,0	21,3	- 4,3	+ 0,8	+ 0,5	20,0	- 3,1
	Bovins mâles 1-2 ans	7	+ 6,6	1 148	- 2,5	8,4	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	7,5	+ 4,1
	Vaches nourrices	10	+ 3,0	1 108	+ 5,9	11,2	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,5	10,4	+ 13,0
	Autres bovins <sup>6</sup>	8	- 10,2	1 103	+ 3,6	8,3	- 6,9	+ 1,1	- 0,7	6,7	+ 5,1

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

2. En quintaux/hectare. Pour les vignes, rendement moyen en quintaux de raisin par hectare.

3. En euros/quintal, sauf pour vin et eau-de-vie (euros/quintal de raisin ou euros/hl).

4. €/tête, sauf lait (€/hl).

5. Recalculée sur un échantillon constant.

6. Vaches laitières exclues.

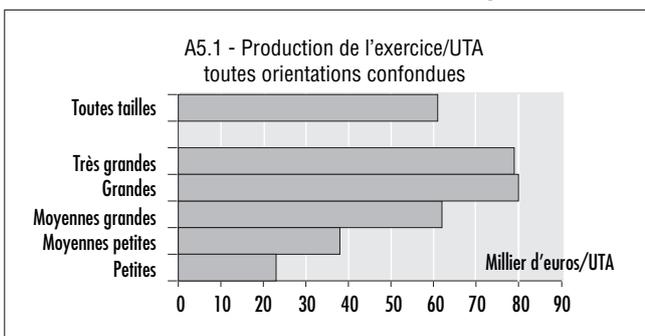
Source : RICA

## Ratios et dispersion

La productivité du travail, mesurée par le ratio « production de l'exercice/UTA », augmente nettement avec la dimension économique : plus la structure est grande, plus l'heure de travail est productive. Cette tendance est

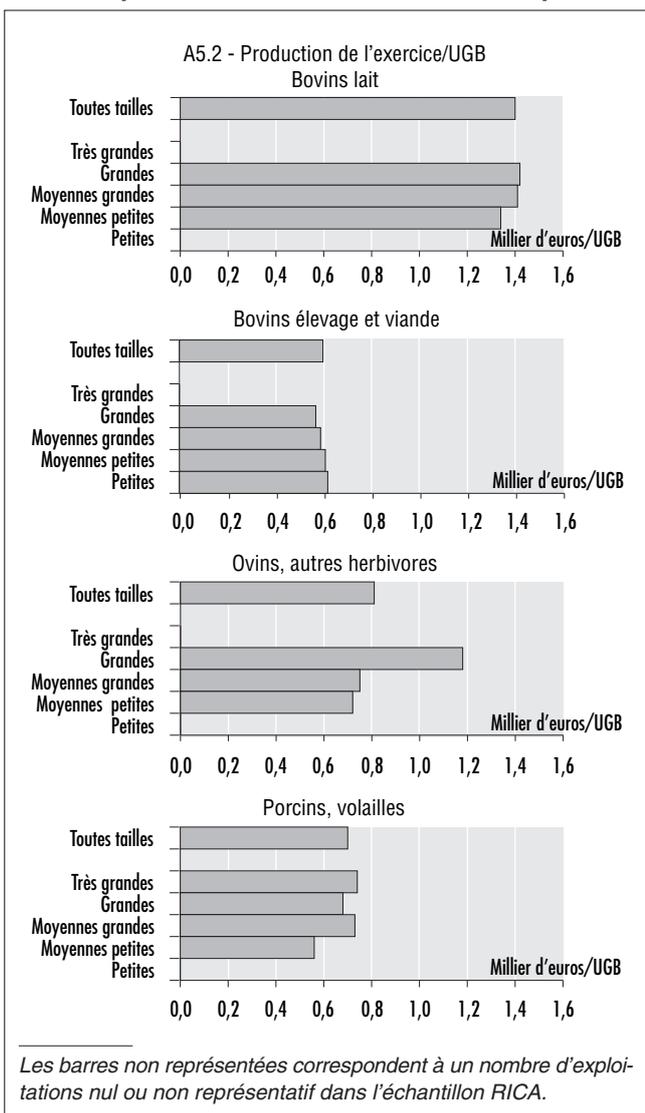
d'ailleurs vérifiée dans toutes les orientations. Le ratio « production de l'exercice / UGB » dans les orientations concernées (c'est-à-dire les élevages) n'est que faiblement lié à la dimension économique.

### La productivité du travail augmente avec la dimension économique



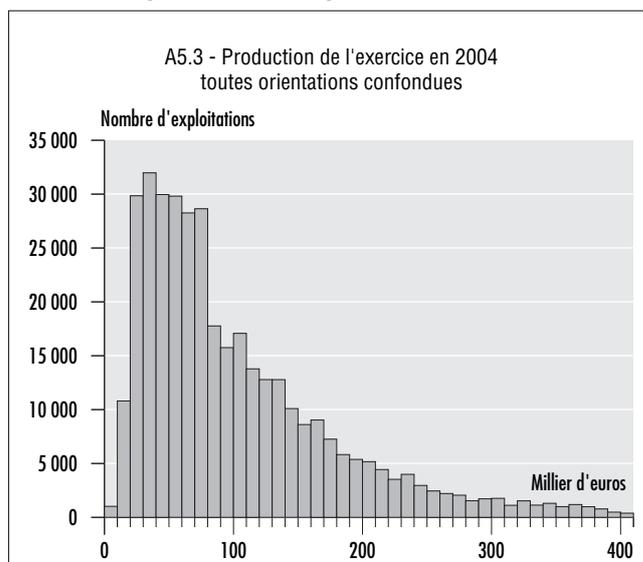
Source : RICA

### Dans le secteur hors-sol, la productivité de l'UGB est peu liée à la dimension économique

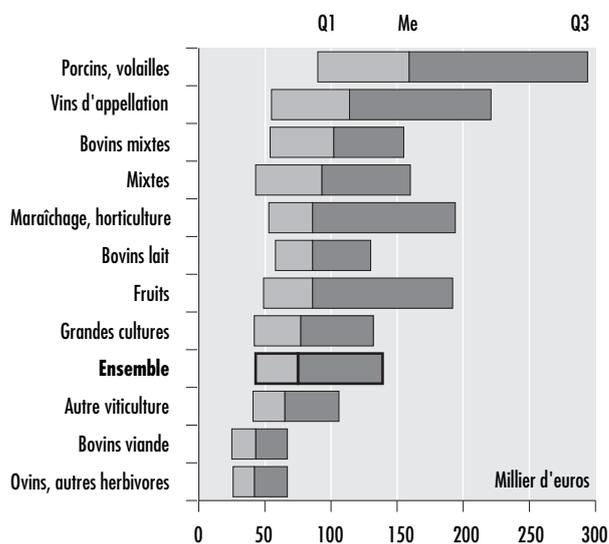


Source : RICA

### La moitié des exploitations réalise une production supérieure à 75 200 €



### A5.4 - Disparité de la production de l'exercice en 2004 selon les orientations



Lecture du graphique : un quart des exploitations de porcins, volailles a réalisé une production d'un montant total inférieur à 89 800 € (Q1), la moitié à 158 400 € (Me) et les trois quarts à 293 800 € (Q3). Les orientations animales tendent à être moins dispersées que les orientations végétales. Toutefois, l'orientation porcins, volailles sort de ce schéma. Elle se distingue par sa forte dispersion, et un niveau élevé. On remarque également le contraste entre vins d'appellation d'origine (forte dispersion et niveau assez élevé) et autre viticulture (dispersion plus resserrée et niveau plus faible).

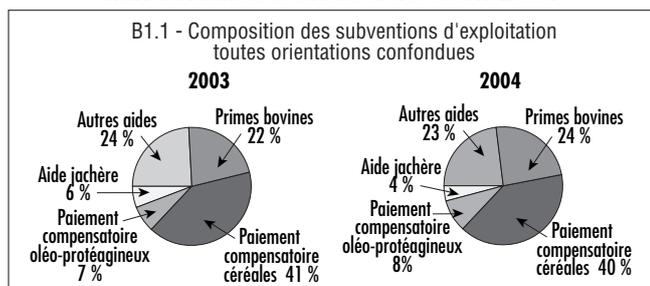
Source : RICA

Composition des subventions d'exploitation

En 2004, le montant moyen par exploitation en primes et subventions d'exploitation se monte à 25 000 euros, en augmentation de 1 % en valeur réelle par rapport à 2003. Plus de la moitié de ces aides est consacrée au secteur végétal (13 700 euros) et plus particulièrement aux céréales et plantes industrielles (13 200 euros). Ces montants moyens sont en légère baisse par rapport à 2003. Les subventions destinées aux oléagineux augmentent, mais celles aux protéagineux baissent. En 2004, le taux de gel est abaissé à 5 % pour permettre aux exploitations de reconstituer leurs stocks après la sécheresse de 2003. Les aides aux jachères diminuent ainsi de 24 %. Contrairement à l'année dernière, les aides au secteur animal, en moyenne 6 800 euros par exploitation, augmentent grâce notamment à la nouvelle prime aux produits laitiers versées pour la première

fois en 2004 (800 € en moyenne par exploitation). Les aides aux bovins (6 100 euros en moyenne) augmentent ainsi de 14 %. Les aides ne relevant ni du secteur végétal, ni du secteur animal sont en légère baisse cette année. Après les calamités de l'année précédente, le montant des aides compensatoires aux accidents climatiques revient progressivement à la normale (- 6 %). Avec 1 100 euros en moyenne, elles correspondent pour une large part à des reliquats versés au titre de 2003. Les aides agri-environnementales sont stables avec 1 500 euros. Si, au total, ces aides diverses ne représentent en moyenne que 18 % du total des primes et subventions, leur part n'est toutefois pas négligeable pour certaines orientations (47 % pour les exploitations d'ovins et autres herbivores).

La part des aides compensatoires aux céréales s'élève à 40 % en 2004



Source : RICA

Primes PAC

La réforme de la PAC (politique agricole commune), initiée en 1992 avec les oléagineux, de pleine action en 1993, s'est caractérisée par les mesures suivantes : jachères obligatoires, réduction du soutien des prix des céréales et des oléo-protéagineux (COP), et instauration d'aides compensatrices à l'hectare (initialement fixées par tonne, ces aides ont été converties en aide à l'hectare sur la base de rendements forfaitaires départementalisés). Pour la viande bovine, même type de réforme : réduction progressive du prix d'intervention, et revalorisation des aides existantes (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes et prime spéciale aux bovins mâles). La réforme de 2000 a poursuivi ces orientations et complété le dispositif, en introduisant notamment une prime à l'abattage, puis une prime aux produits laitiers.

B1.2 - Détail des subventions d'exploitation en 2004

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

	Grandes cultures	Bovins lait	Bovins élevage et viande	Ovins autres herbivores	Toutes orientations	
					2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %
<b>SECTEUR ANIMAL</b>	<b>1,9</b>	<b>6,0</b>	<b>21,8</b>	<b>10,6</b>	<b>6,8</b>	<b>+ 11</b>
Bovins	1,7	5,8	21,4	3,7	6,1	+ 14
Prime aux bovins mâles	0,3	1,1	3,5	0,5	1,1	+ 5
Bœufs	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	- 1
Prime à la vache allaitante	0,9	0,2	12,3	2,1	2,5	+ 1
Autres primes bovines	0,4	1,8	5,7	0,9	1,6	- 4
Primes à l'abattage	0,3	1,4	1,9	0,3	0,9	- 1
Paiements à l'extensification	0,1	0,1	3,1	0,5	0,6	+ 6
Paiements supplémentaires par tête	0,1	0,2	0,5	0,1	0,2	- 19
Prime aux produits laitiers et paiements supplémentaires ADL	0,1	2,7	ε	0,1	0,8	///
Ovins et caprins (Prime à la brebis et à la chèvre)	0,1	ε	0,2	6,5	0,5	- 2
Autres aides secteur animal	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2	- 26
<b>SECTEUR VÉGÉTAL</b>	<b>34,2</b>	<b>7,6</b>	<b>2,9</b>	<b>2,7</b>	<b>13,7</b>	<b>- 2</b>
Céréales et plantes industrielles	33,5	7,5	2,7	2,5	13,2	- 2
Aides aux jachères	2,9	0,5	0,1	0,1	1,1	- 24
Paiement compensatoire aux céréales (y compris blé dur)	23,5	6,9	2,6	2,4	10,1	ε
Paiement compensatoire aux oléagineux	4,8	0,1	ε	0,1	1,4	+ 5
Paiement compensatoire aux protéagineux	1,8	ε	ε	ε	0,5	- 3
Autres aides plantes industrielles	0,5	ε	ε	ε	0,1	+ 8
Vin	ε	ε	ε	ε	0,1	- 18
Fruits et légumes	0,3	ε	ε	ε	0,2	- 28
Autres aides secteur végétal	0,5	0,1	0,2	0,1	0,3	+ 18
<b>AUTRES</b>	<b>2,1</b>	<b>5,1</b>	<b>9,8</b>	<b>11,9</b>	<b>4,5</b>	<b>- 1</b>
Handicap géographique	0,1	1,8	3,5	5,5	1,3	+ 6
Accident climatique	0,5	0,9	2,2	2,2	1,1	- 6
Aides agri-environnementales	1,0	1,9	3,6	3,7	1,5	ε
Autres aides	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	- 7
<b>TOTAL DES PRIMES ET SUBVENTIONS</b>	<b>38,2</b>	<b>18,8</b>	<b>34,6</b>	<b>25,2</b>	<b>25,0</b>	<b>+ 1</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

### Répartition par orientation et par région

Le niveau moyen de subventions par exploitation, globalement stable<sup>1</sup> entre 1995 et 1999, n'a cessé d'augmenter depuis 2000. Il se monte à 25 000 euros en 2004. Les exploitations de grandes cultures sont les plus subventionnées, avec 38 200 euros en moyenne, suivies par les éleveurs de bovins viande avec 34 600 euros. En 2004, la plupart des orientations voient le montant moyen de leurs subventions augmenter. Ce sont les viticulteurs d'appellation qui connaissent la plus forte hausse (+ 44 %), suivis des maraîchers, horticulteurs (+ 21 %) grâce notamment aux indemnités calamités perçues au titre des intempéries de 2003. Toutefois les montants restent parmi les plus bas dans ces orienta-

tions avec moins de 5 000 euros en moyenne par exploitation. L'augmentation est également importante en bovins lait. Les éleveurs laitiers bénéficient en effet pour la première fois en 2004 d'une prime aux produits laitiers de 2 700 euros en moyenne par exploitation. Après avoir considérablement augmenté en 2003, le montant des subventions diminue en viticulture hors appellation (- 33 %) et en arboriculture fruitière (- 35 %) pour retrouver les niveaux de subventions de 2002. Le montant des aides diminue également légèrement dans les exploitations de grandes cultures et de bovins viande. Elles demeurent néanmoins les plus subventionnées.

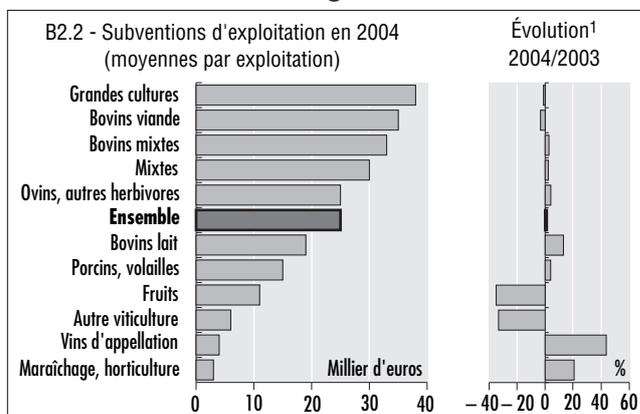
#### B2.1 - Subventions d'exploitation en 2004

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %
Grandes cultures	38,2	- 1,2
Maraîchage, horticulture	2,7	+ 20,6
Vins d'appellation	4,3	+ 43,5
Autre viticulture	5,6	- 33,2
Fruits	10,8	- 34,9
Bovins lait	18,8	+ 13,0
Bovins viande	34,6	- 3,3
Bovins mixtes	33,1	+ 2,7
Ovins, autres herbivores	25,2	+ 4,0
Porcins, volailles	14,9	+ 3,9
Mixtes	30,3	+ 2,2
<b>ENSEMBLE</b>	<b>25,0</b>	<b>+ 1,1</b>

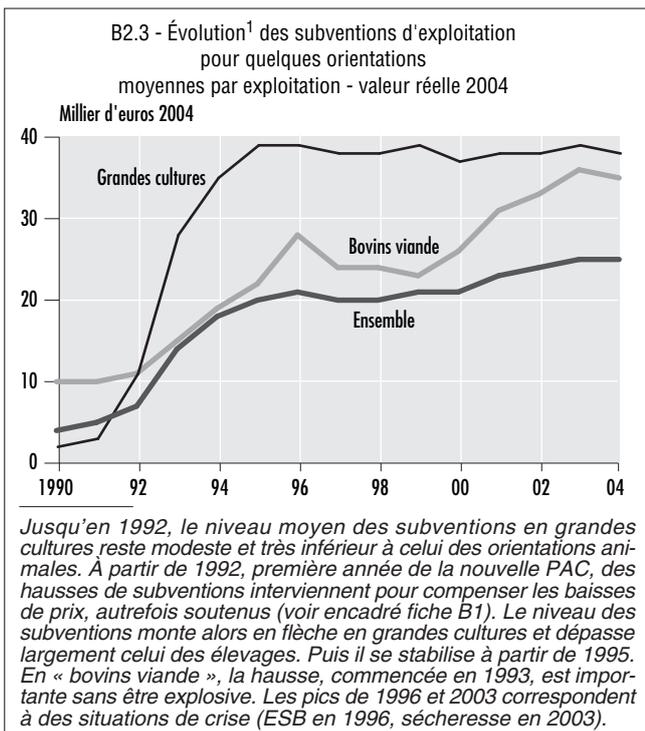
Source : RICA

#### Les subventions d'exploitation atteignent 38 200 euros en grandes cultures



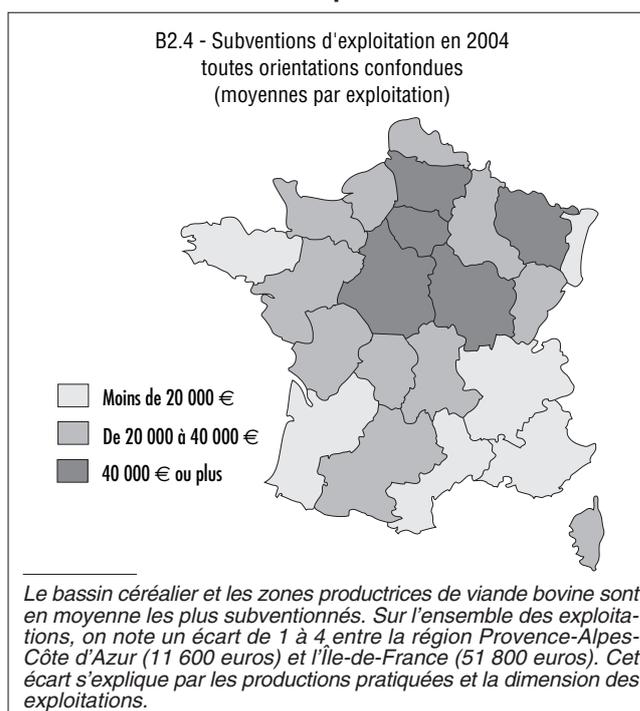
Source : RICA

#### Les aides diminuent légèrement en bovins viande



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice du prix du PIB (voir annexe 2). Source : RICA

#### En Île-de-France, le montant moyen des subventions dépasse 50 000 euros



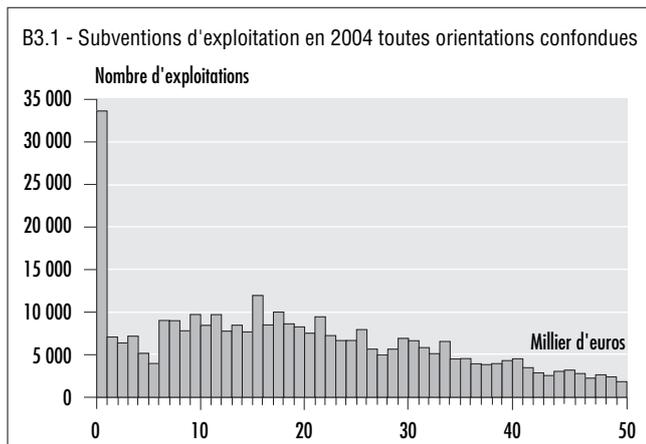
Les dispersions

Le montant moyen des subventions perçues ne résume qu'imparfaitement la situation des exploitations vis-à-vis de l'attribution des aides et autres primes. L'étude de la dispersion met ainsi en évidence d'importantes disparités. Toutes orientations confondues, près de 33 600 exploitations, soit 9 % du total, ne perçoivent aucune subvention. La situation n'est guère différente pour les quelque 7 100 exploitations qui bénéficient d'aides d'un montant inférieur à 1 000 euros. Au total, la proportion d'exploitations pour lesquelles les subventions sont nulles ou négligeables se monte à 11 %. À l'inverse, 12 % des exploitations les plus aidées, soit 45 200, perçoivent des aides d'un montant minimum de 50 000 euros. Les disparités sont encore plus prononcées à l'intérieur de chaque orientation. Pour 55 % des exploitations spécialisées en viticulture d'appellation, les aides sont nulles ou faibles (moins de 1 000 euros). Une telle situation ne se rencontre qu'exceptionnellement dans les orientations de grandes

cultures ou de bovins (lait, viande ou mixtes). En grandes cultures, 26 % des exploitations bénéficient de subventions d'au moins 50 000 euros, ce qui n'est le cas que de 1 % dans les orientations maraîchage et viticulture.

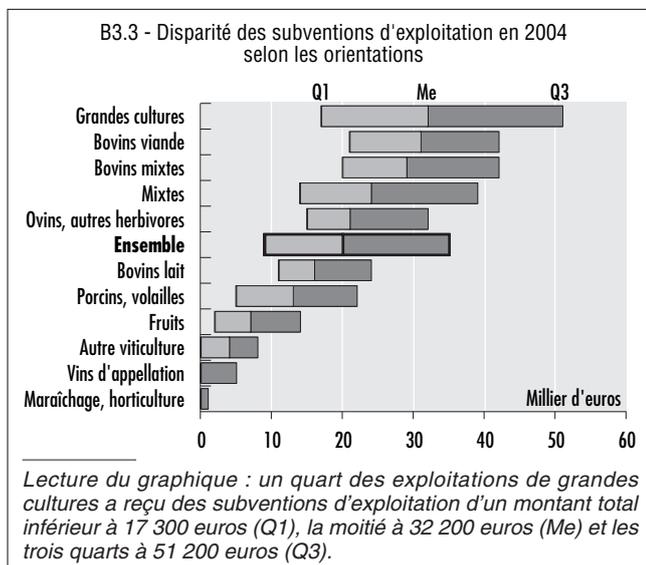
Toutes orientations confondues, une moitié des exploitations se partage 17 % du total des aides, tandis que les 83 % restants sont répartis sur l'autre moitié. Pour l'orientation grandes cultures, ces chiffres sont respectivement 23 % et 77 %. La répartition est un peu plus équilibrée dans le secteur des bovins lait (28 % et 72 %). La répartition des subventions est fortement corrélée à la dimension économique des exploitations : 40 % des exploitations de grande dimension reçoivent au moins 50 000 euros ; de tels montants ne se rencontrent jamais dans les petites exploitations. Toutefois, une proportion non négligeable de grandes exploitations ne perçoit aucune aide (14 % contre 10 % pour les petites exploitations).

Aucune subvention pour 33 600 exploitations



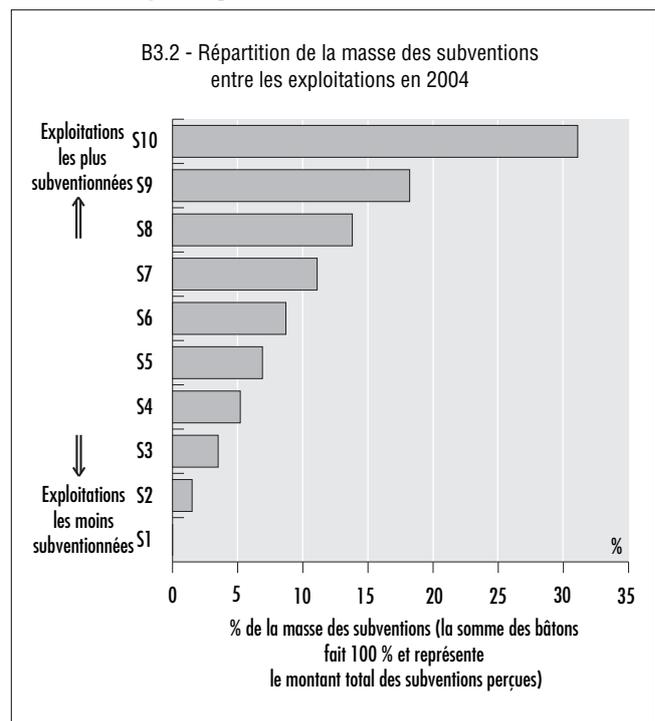
Source : RICA

Les trois quarts des maraîchers perçoivent moins de 800 euros



Source : RICA

20 % des exploitations professionnelles se partagent 49 % des subventions



Lecture du graphique : les exploitations sont classées par niveau de subvention croissant, puis regroupées en 10 catégories d'effectif égal : S1 est constitué par les 10 % d'exploitations ayant le niveau de subvention le plus faible, S2 par les 10 % suivant, etc., jusqu'à S10, constitué par les 10 % d'exploitations ayant le niveau de subvention le plus élevé. Le graphique se lit ainsi : 10 % des exploitations (les plus subventionnées, S10) ont reçu environ le tiers (31 % exactement) de la masse totale des subventions et 20 % des exploitations (S10 et S9) ont reçu 49 % de la masse totale des subventions. À l'opposé, 20 % des exploitations (les moins subventionnées, S1 et S2) ne reçoivent que 2 % de la masse totale des subventions. À noter qu'il s'agit ici des exploitations professionnelles, c'est-à-dire atteignant une certaine taille économique (cf. annexe méthodologique « champ de l'enquête »).

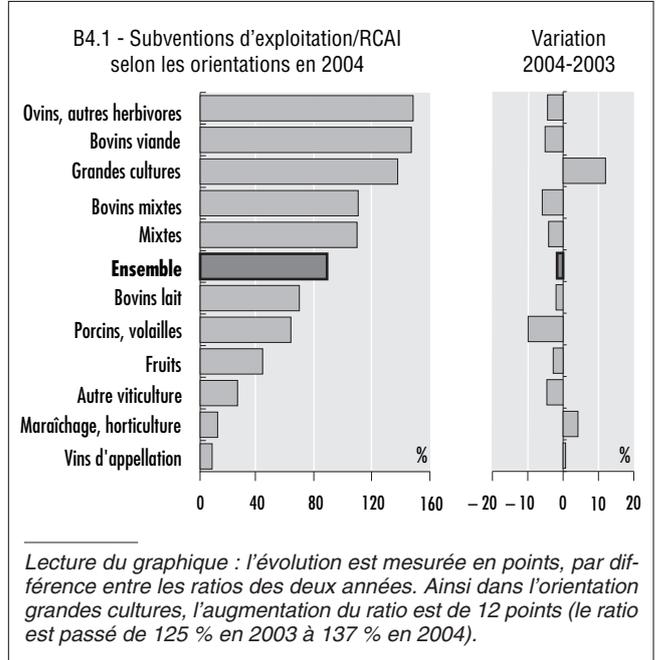
Source : RICA

Ratios divers par orientation et par classe de dimension

Les subventions concourent largement à la formation du résultat dans bon nombre d'orientations. En 2004, ce sont les orientations ovins, autres herbivores et bovins viande qui détiennent le ratio « subventions/RCAI » le plus élevé (respectivement 148 % et 146 %), en légère diminution par rapport à 2003. À l'inverse, il est extrêmement faible pour la viticulture d'appellation puisqu'il atteint seulement 8 %. En 2004, le ratio n'a progressé sensiblement qu'en grandes cultures (+ 4 %), en raison principalement d'une baisse du RCAI dans ces deux orientations. À l'inverse, le ratio diminue de 10 points en élevage hors-sol, grâce à l'amélioration du RCAI dans ce secteur.

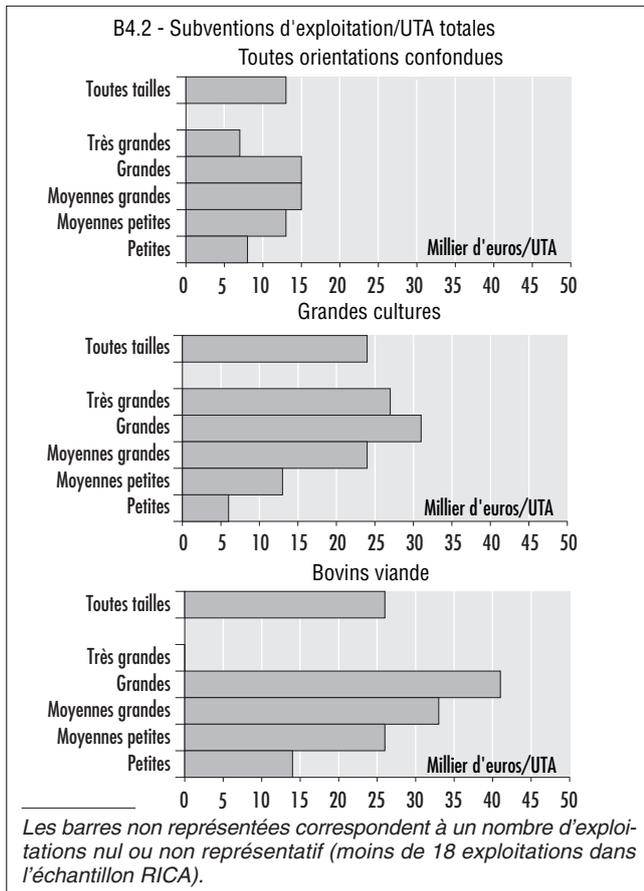
Les ratios de subventions peuvent en outre être ventilés selon la dimension économique. En règle générale, les plus grosses structures perçoivent davantage de subventions par unité de travail. Le fait est particulièrement net dans les orientations très concernées par la réforme de la PAC, telles que grandes cultures ou bovins viande, mais il touche toutes les orientations. Le ratio « subventions/MBS » tend quant à lui à décroître lorsque la dimension économique augmente. Les élevages d'herbivores perçoivent plus de subventions par unité de taille économique que les grandes cultures, à dimension économique égale.

Dans cinq orientations, les subventions d'exploitation sont supérieures au RCAI



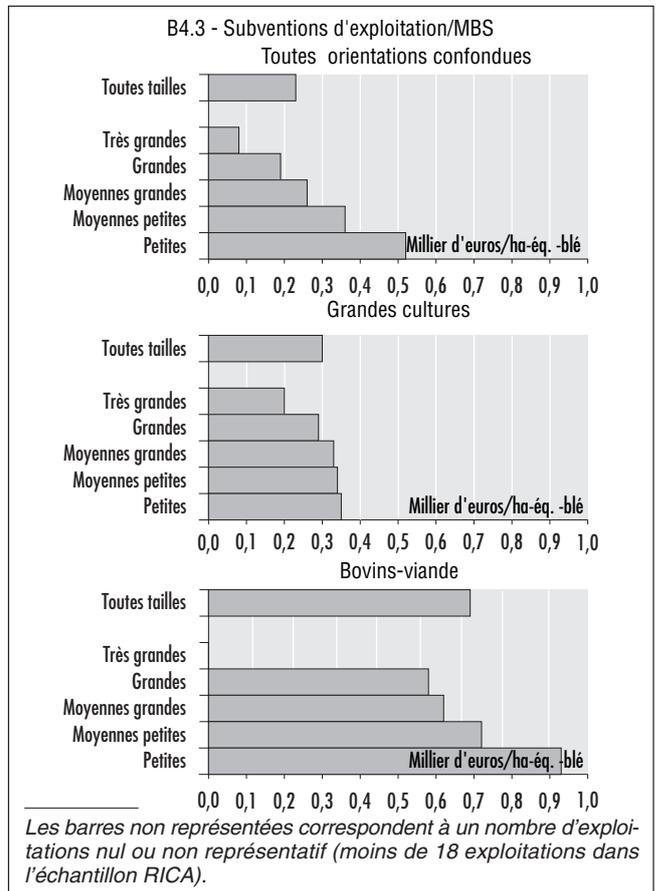
Source : RICA

Les grosses structures tendent à toucher davantage de subventions par UTA (unité-travail/année)



Source : RICA

À taille équivalente, plus de subventions par unité de taille en bovins viande qu'en grandes cultures



Source : RICA

## Les charges courantes : structure et évolution

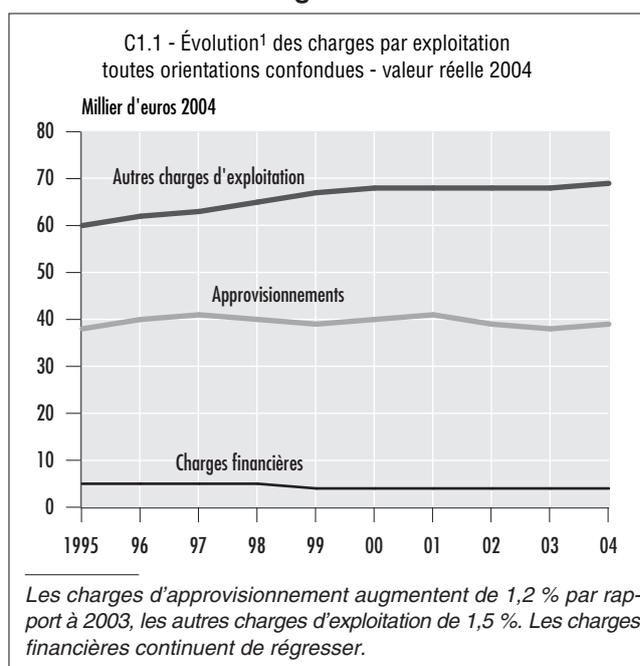
En 2004, les charges courantes s'élèvent, en moyenne, à 111 800 euros par exploitation. Tandis qu'une exploitation sur dix a dépensé moins de 26 300 euros, une même proportion a plus de 229 800 euros de charges courantes. Pour l'ensemble des exploitations, les charges ont augmenté de 1,2 %<sup>1</sup> par rapport à 2003. Les charges d'approvisionnement augmentent principalement à cause des frais d'aliment du bétail et de carburants et combustibles. Côté charges de structure, les amortissements pour la plus grande part, les charges de travaux par tiers ainsi que les charges de personnel contribuent le plus aux augmentations. Les charges financières, quant à elles, sont à nouveau en baisse. Elles ne représentent plus que 3,3 % des charges courantes.

Pour l'ensemble des exploitations, la structure par grands agrégats de charges reste stable. Sur 100 euros de charges courantes, 62 sont des charges liées aux structures des exploitations, 35 sont liées aux approvisionnements et 3 sont liées au loyer de l'argent. Par rapport au produit brut, le poids des charges courantes représente pour l'ensemble des exploitations 80 %. Mais une exploitation sur dix fait face à des dépenses supérieures à ses ressources.

Le produit brut regroupe l'ensemble des ressources de l'exploitation. Si l'on retient la seule production de l'exercice (qui exclut notamment les subventions), une exploitation sur quatre a un taux de charges supérieur à

122 %. Parmi les exploitations spécialisées en grandes cultures, en bovins élevage et viande, plus des trois quarts ne parviennent pas à couvrir leurs dépenses par la seule production.

### Hausse des charges courantes en 2004



Source : RICA

### C1.2 - Les charges courantes en 2004

Valeurs moyennes par exploitation, toutes orientations confondues

	2004 millier d'euros	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %	Structure en 2004 %
<b>I - Charges d'exploitation</b>	<b>108,0</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>96,7</b>
<b>Approvisionnements</b>	<b>38,9</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>35,0</b>
Engrais et amendements	6,8	+ 1,8	6,1
Semences et plants	4,4	- 1,9	4,0
Produits phytosanitaires	6,1	+ 2,7	5,5
Aliments du bétail	12,8	+ 1,6	11,6
Produits vétérinaires	1,8	- 1,1	1,7
Fournitures	3,7	- 2,3	3,3
Carburants, combustibles et lubrifiants stockés	3,2	+ 6,0	2,9
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>69,2</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>61,7</b>
Dont : Travaux pour cultures et élevages	6,5	+ 3,0	5,8
Loyers et fermages	8,4	+ 1,2	7,5
Entretien des bâtiments et du matériel	5,5	- 0,2	5,0
Assurances	3,8	+ 1,2	3,4
Charges de personnel	8,1	+ 1,6	7,3
Impôts et taxes	1,8	+ 0,8	1,6
Amortissements	20,4	+ 1,8	18,1
<b>II - Charges financières</b>	<b>3,8</b>	<b>- 6,0</b>	<b>3,3</b>
Charges financières à long ou moyen terme	3,0	- 4,3	2,6
Charges financières à court terme	0,8	- 12,0	0,7
<b>I + II - Charges courantes</b>	<b>111,8</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>100,0</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

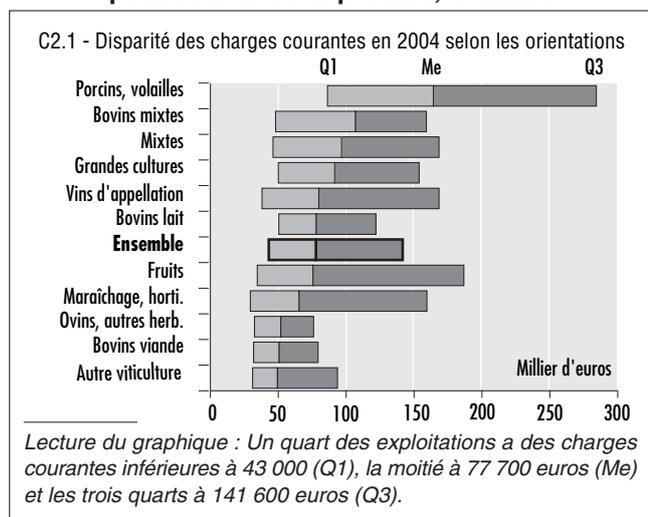
Source : RICA

### Les charges courantes selon les orientations

Le niveau des charges courantes dépend fortement des systèmes de production. Ainsi, les élevages de porcins, volailles se distinguent par leurs charges élevées (220 100 euros en moyenne), alors que, toutes orientations confondues, seulement une exploitation sur dix a une dépense supérieure à 229 800 euros. C'est aussi dans ce secteur qu'il y a la plus grande dispersion des charges avec 198 000 euros de différence entre le quart de la population ayant les charges les plus faibles, et le quart ayant les charges les plus élevées. À l'opposé, les élevages de bovins viande et les élevages d'ovins et autres herbivores ont les dépenses les plus faibles (en moyenne 64 700 euros). La dispersion est également l'une des plus faibles, avec un intervalle inter-quartile d'environ 45 000 euros. En terme d'évolution des dépenses, les charges finan-

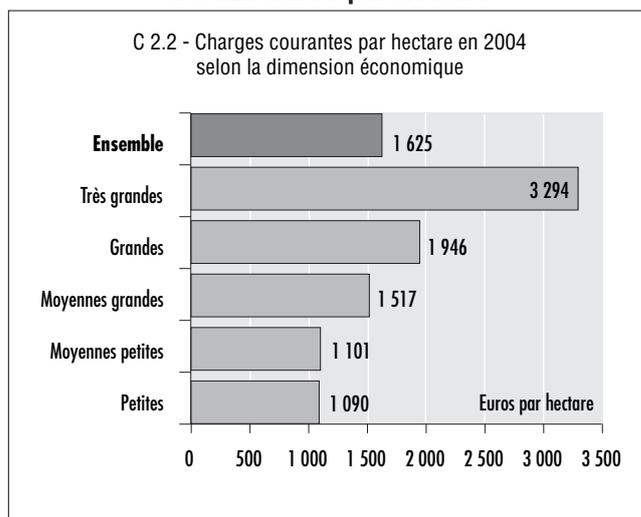
cières baissent dans tous les secteurs. Les autres charges d'exploitation augmentent partout à l'exception des exploitations de maraîchage, horticulture. Ce secteur est d'ailleurs le seul qui enregistre une baisse globale des charges courantes (-2,5 %). Tous les autres secteurs suivent une même tendance haussière. Les plus fortes hausses de charges courantes (entre + 5 % et + 6 %) sont dans les secteurs bovins élevage et viande, et ovins, autres herbivores. Les charges courantes s'élèvent en moyenne à 3 290 euros par hectare pour les très grandes exploitations, dont la dimension économique est supérieure à 375 hectares-équivalent-blé. Les charges à l'hectare des « moyennes-petites » exploitations (1 100 euros) sont plus de trois fois plus faibles que celles des très grandes.

**Des charges élevées pour l'orientation porcins, volailles**



Source : RICA

**Les charges courantes s'élèvent en moyenne à 1 620 euros par hectare**



Source : RICA

### C2.3 - Charges courantes selon les orientations en 2004

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Charges courantes		dont							
			Charges d'exploitation						Charges financières	
	Charges d'approvisionnement		Autres charges d'exploitation		Total		2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %		
2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %	2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %	2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %	2004			Évolution <sup>1</sup> 04/03 %	2004
Grandes cultures	117,5	+ 0,4	43,0	+ 1,6	70,7	+ 0,2	113,7	+ 0,7	3,8	- 8,8
Maraîchage, horticulture	156,6	- 2,5	57,0	- 5,4	96,3	- 0,6	153,3	- 2,5	3,3	- 2,0
Vins d'appellation d'origine	132,5	+ 0,7	24,2	- 4,7	103,4	+ 2,1	127,6	+ 0,8	5,0	- 1,8
Autre viticulture	78,4	+ 2,4	16,5	- 2,1	59,0	+ 4,1	75,5	+ 2,7	2,9	- 4,2
Fruits	148,0	+ 1,7	27,2	+ 1,1	117,8	+ 2,2	145,0	+ 2,0	3,0	- 9,5
Bovins lait	93,5	+ 1,1	31,5	+ 0,5	58,5	+ 1,9	90,0	+ 1,4	3,5	- 5,6
Bovins élevage et viande	64,7	+ 5,7	22,0	+ 8,0	40,6	+ 5,0	62,6	+ 6,0	2,1	- 3,2
Bovins lait, élevage et viande	119,0	+ 2,7	41,2	+ 4,9	73,6	+ 2,2	114,8	+ 3,2	4,2	- 7,8
Ovins, autres herbivores	64,7	+ 5,6	23,5	+ 8,8	39,3	+ 4,1	62,8	+ 5,9	1,9	- 3,4
Porcins, volailles	220,1	+ 1,8	128,2	+ 2,6	83,7	+ 1,3	211,9	+ 2,1	8,2	- 6,7
Polyculture, polyélevage	124,5	+ 1,8	47,4	+ 1,7	72,8	+ 2,3	120,2	+ 2,1	4,3	- 6,1
<b>ENSEMBLE</b>	<b>111,8</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>38,9</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>69,2</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>108,0</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>3,8</b>	<b>- 6,0</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

## Les charges d'approvisionnement

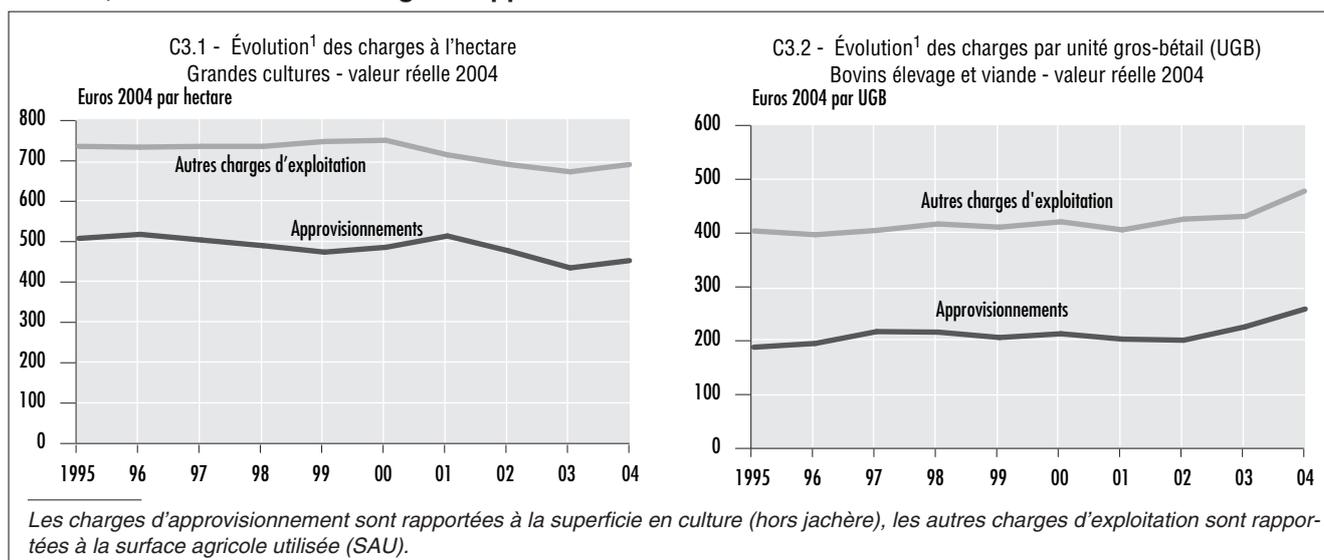
En 2004, les charges d'approvisionnement atteignent, en moyenne, 38 900 euros par exploitation. Elles ont augmenté de 1,2 %<sup>1</sup>. Cette hausse, résulte principalement des augmentations des charges de carburants (+ 6,0 %), de produits phytosanitaires (+ 2,7 %), d'engrais (+ 1,8 %), et d'aliments du bétail (+ 1,6 %). Les charges de fournitures, de semences et de produits vétérinaires compensent ses hausses en diminuant sensiblement (entre - 1 % et - 3 %).

L'importance et la composition de ces charges diffèrent selon la spécialisation des exploitations. En grandes cultures, les charges d'approvisionnement, un peu plus élevées que la moyenne, sont surtout composées d'engrais et de phytosanitaires. Les fournitures sont importantes en maraîchage et viticulture AOC, les carburants et combustibles en maraîchage. Dans les élevages de porcins, volailles, les charges d'approvisionnement

sont en moyenne trois fois plus élevées que pour l'ensemble des exploitations, en raison des dépenses en aliments (environ 80 % des dépenses d'approvisionnement). Elles sont moitié moindres dans les élevages de bovins viande où les dépenses en aliments représentent 46 % de ces mêmes charges.

Les évolutions différentes des dépenses d'approvisionnement et la composition de ces charges au sein des multiples orientations agricoles ont un effet global qui est loin d'être uniforme. D'un côté, les principales baisses s'observent parmi les exploitations viticoles, et du secteur maraîchage, horticulture (entre - 2 % et - 5 %). D'un autre côté, les charges d'approvisionnement augmentent nettement pour les orientations bovins viande, les ovins et les bovins mixtes (entre + 5 % et + 9 %). Les charges d'alimentation du bétail ont pesé pour grande partie dans ces orientations.

### En 2004, forte hausse des charges d'approvisionnement dans le secteur bovins viande



Source : RICA

### C3.3 - Charges d'approvisionnement en 2004 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Engrais et amendements	Semences et plants	Produits phytosanitaires	Aliments du bétail	Produits vétérinaires	Fournitures	Carburants lubrifiants et combustibles
Grandes cultures	13,0	8,1	13,3	2,8	0,4	1,2	4,3
Maraîchage, horticulture	7,9	23,1	3,7	0,0	0,0	12,5	9,7
Vins d'appellation d'origine	2,2	0,8	6,5	0,2	0,0	13,2	1,2
Autre viticulture	2,7	1,0	7,9	0,1	0,0	3,0	1,8
Fruits	4,2	3,2	9,7	0,6	0,1	7,0	2,5
Bovins lait	4,9	2,7	2,2	13,7	2,5	2,9	2,5
Bovins élevage et viande	4,1	1,1	0,9	10,1	2,1	1,7	2,1
Bovins lait, élevage et viande	7,9	3,2	3,6	16,8	3,1	3,2	3,5
Ovins, autres herbivores	3,0	1,1	0,7	13,2	1,9	1,8	1,7
Porcins, volailles	2,6	2,3	2,5	102,1	11,1	3,3	4,3
Polyculture, polyélevage	8,2	5,1	6,7	18,4	2,5	2,5	4,0
<b>ENSEMBLE</b>	<b>6,8</b>	<b>4,4</b>	<b>6,1</b>	<b>12,8</b>	<b>1,8</b>	<b>3,7</b>	<b>3,2</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

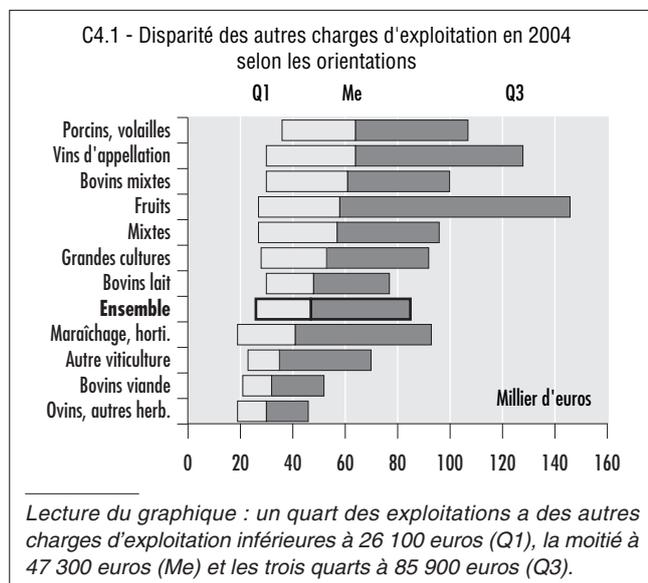
Source : RICA

### Les autres charges d'exploitation

En 2004, les autres charges d'exploitation (ou charges de structure) se sont élevées à 69 200 euros par exploitation en moyenne. La composition de ces charges dépend de la spécialisation des exploitations et, en général, est fortement marquée par le poids des amortissements. Ceux-ci représentent plus de 30 % des autres charges d'exploitation dans les secteurs agricoles qui ont peu de charges de personnel. Dans les élevages d'ovins et autres herbivores, pour lesquels les charges de structure sont relativement faibles en moyenne, les amortissements vont jusqu'à 38 %. Les charges de personnel peuvent être aussi très importantes dans certains secteurs. Elles représentent environ 37 % des dépenses pour les producteurs de fruits

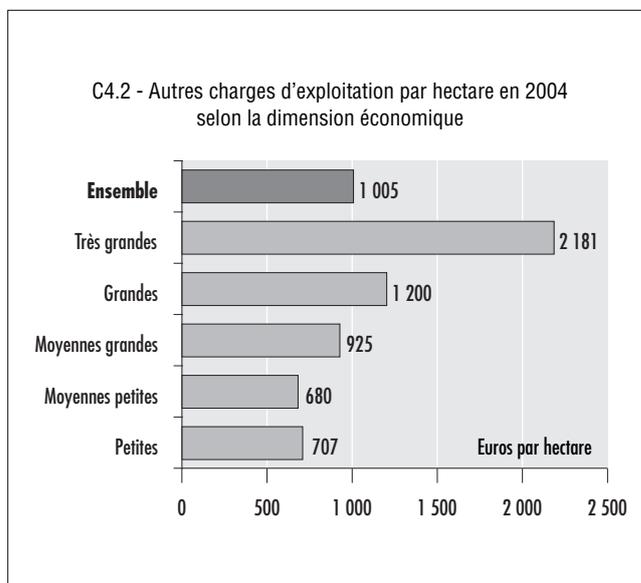
et 39 % chez les maraîchers, horticulteurs. Elles se démarquent également dans les secteurs viticoles. Pour l'ensemble des exploitations, en 2004, les autres charges d'exploitation augmentent de 1,5 %<sup>1</sup>. Mais pour un quart d'entre elles la croissance de ces charges dépassent 11 %. Ce sont les travaux pour cultures et élevages, les amortissements et les charges de personnel qui ont le plus augmenté avec respectivement + 3,0 %, + 1,8 %, et + 1,6 %. Des secteurs comme autre viticulture, bovins élevage et viande, ovins et autres herbivores, ayant de fortes charges dans le domaine, ont une hausse globale plus marquée. Seules les charges d'entretien des bâtiments et matériels semblent diminuer légèrement.

#### Les charges de structure les plus dispersées sont dans le secteur « Fruits »



Source : RICA

#### Les charges de structure sont de 1 010 euros par hectare en 2004



Source : RICA

#### C4.3 - Autres charges d'exploitation en 2004 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Travaux pour cultures et élevages	Loyers et fermages	Entretien bâtiments et matériel	Assurances	Charges de personnel	Impôts et taxes	Amortissements	Autres <sup>2</sup>
Grandes cultures	5,8	11,8	6,4	4,6	6,1	2,2	22,8	11,1
Maraîchage, horticulture	2,0	2,5	4,1	3,8	37,3	1,2	19,8	25,5
Vins d'appellation d'origine	4,5	16,6	5,3	4,0	27,3	2,6	20,7	22,4
Autre viticulture	4,0	5,4	4,1	3,6	10,2	2,5	14,8	14,4
Fruits	5,9	5,7	6,2	5,5	43,9	2,4	20,4	27,8
Bovins lait	8,7	6,2	5,4	3,0	1,1	1,5	19,4	13,2
Bovins élevage et viande	3,5	5,1	4,3	3,1	0,7	1,0	14,0	9,0
Bovins lait, élevage et viande	9,1	9,3	6,2	3,7	1,4	1,7	24,4	17,8
Ovins, autres herbivores	3,8	3,3	4,0	2,7	1,3	0,9	14,8	8,5
Porcins, volailles	12,3	4,6	5,8	3,6	5,9	1,5	27,5	22,5
Polyculture, polyélevage	8,7	8,6	6,3	4,1	4,6	1,8	23,2	15,5
<b>ENSEMBLE</b>	<b>6,5</b>	<b>8,4</b>	<b>5,5</b>	<b>3,8</b>	<b>8,1</b>	<b>1,8</b>	<b>20,4</b>	<b>14,6</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

2. Somme des charges en eau, gaz, électricité, petit matériel et autres fournitures, redevances de crédit-bail, honoraires, frais de transport, frais de gestion.

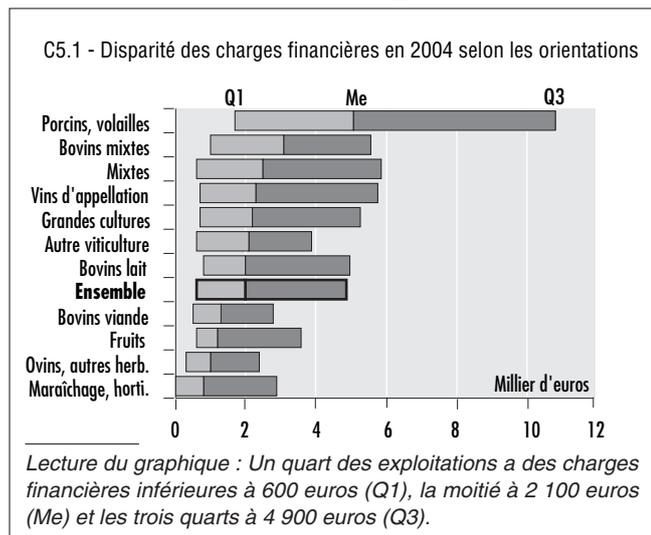
Source : RICA

### Les charges financières

D'un montant moyen de 3 800 euros par exploitation, les charges financières diminuent au total de 6,0 %<sup>1</sup> sous l'effet d'une diminution des charges liées aux emprunts à court terme d'une part, et à long ou moyen terme d'autre part. Les charges financières sont liées aux résultats des exercices précédents et reflètent les décisions d'investissement prises au cours des exercices antérieurs. Les situations individuelles sont ainsi très disparates. Une exploitation sur deux bénéficie d'une diminution des charges financières de plus de 14 %, tandis que pour un quart il y a une augmentation de 4 %. Toutes les orientations bénéficient de baisses. Néanmoins, les évolutions sont très diverses à l'intérieur d'une même orientation. Ainsi dans l'orientation ovins, autres herbivores, une exploitation sur quatre

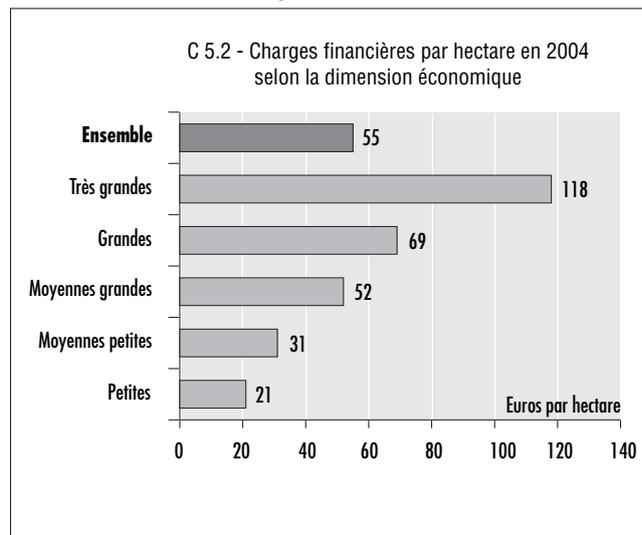
présente une baisse supérieure à 38 % et à l'inverse une même proportion connaît une hausse supérieure à 5 %. La hausse des frais financiers est supérieure à 22 % pour un quart des exploitations du secteur fruits. Les élevages de porcins, volailles restent les plus pénalisés avec le taux d'intérêt apparent le plus élevé (4,4 %), supérieur de 0,8 point au taux moyen. Ces exploitations sont également celles dont les emprunts sont les plus importants avec une dette moyenne de 185 100 euros (voir tableau F1.3), soit un peu moins du double de la dette moyenne sur l'ensemble des exploitations. Tous secteurs confondus, pour une exploitation sur quatre, les charges financières dépassent 4 900 euros. Chez un élevage de porcins, volailles sur quatre, elles atteignent 11 000 euros.

#### Les charges financières du secteur porcins, volailles sont très nettement supérieures aux autres



Source : RICA

#### Les charges financières s'élèvent en moyenne à 55 euros par hectare en 2004



Source : RICA

### C5.3 - Charges financières en 2004 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Charges financières totales	Charges financières long ou moyen terme	Charges financières court terme	Taux d'intérêt apparent %
Grandes cultures	3,8	2,9	0,9	3,7
Maraîchage, horticulture	3,3	2,7	0,6	3,7
Vins d'appellation d'origine	5,0	3,6	1,4	3,4
Autre viticulture	2,9	2,3	0,6	3,8
Fruits	3,0	2,3	0,8	3,1
Bovins lait	3,5	3,0	0,5	3,7
Bovins élevage et viande	2,1	1,8	0,3	3,0
Bovins lait, élevage et viande	4,2	3,4	0,8	3,5
Ovins, autres herbivores	1,9	1,5	0,4	3,2
Porcins, volailles	8,2	6,3	1,9	4,4
Polyculture, polyélevage	4,3	3,4	0,9	3,8
<b>ENSEMBLE</b>	<b>3,8</b>	<b>3,0</b>	<b>0,8</b>	<b>3,6</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

### Les charges sociales de l'exploitant

Les charges sociales de l'exploitant sont destinées à financer les caisses d'assurances maladie et vieillesse de l'exploitant et des co-exploitants non salariés. Elles sont exclues des charges dans le RICA, de même que les prestations sociales sont exclues des produits, et ne participent pas à la formation du résultat. Elles sont néanmoins enregistrées de façon extra-comptable. Les charges sociales de l'exploitant sont calculées sur la base des résultats des trois années précédentes, ou sur option, sur ceux de l'année précédente. De ce fait, un temps de latence s'observe entre les variations des résultats et les variations des cotisations.

En 2004, ces charges représentent, en moyenne, 7 900 euros par exploitation, soit 28 % du résultat courant

avant impôts (charges sociales non déduites). Pour l'ensemble des exploitations, ces charges sont presque stables par rapport à 2003 (+ 0,5 %). Le secteur porcins, volailles enregistre la plus forte hausse moyenne des charges sociales en 2004, soit + 32 %<sup>1</sup>. En moyenne, les charges sociales du secteur porcins, volailles sont les plus fortes. Cependant un grand nombre d'exploitations des secteurs bovins mixtes et grandes cultures ont des charges plus élevées que les exploitations porcines. Quant à la contribution la plus lourde par rapport au RICA, elle se situe dans le secteur fruits. De grandes disparités de taux de charge s'observent dans les secteurs fruits et autre viticulture. Les secteurs bovins ont des taux beaucoup plus concentrés.

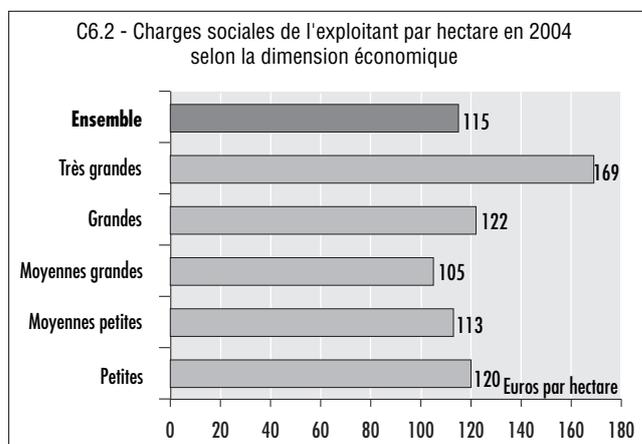
#### C6.1 - Charges sociales de l'exploitant selon les orientations en 2004

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	2004 millier d'euros	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %
Grandes cultures	8,9	- 2,8
Maraîchage, horticulture	8,2	- 4,3
Vins d'appellation d'origine	10,3	- 4,9
Autre viticulture	5,0	+ 12,0
Fruits	8,8	- 2,2
Bovins lait	6,9	- 3,0
Bovins élevage et viande	5,6	+ 7,4
Bovins lait, élevage et viande	8,6	+ 0,2
Ovins, autres herbivores	5,0	+ 6,8
Porcins, volailles	12,0	+ 31,4
Polyculture, polyélevage	8,0	- 1,0
<b>ENSEMBLE</b>	<b>7,9</b>	<b>+ 0,4</b>

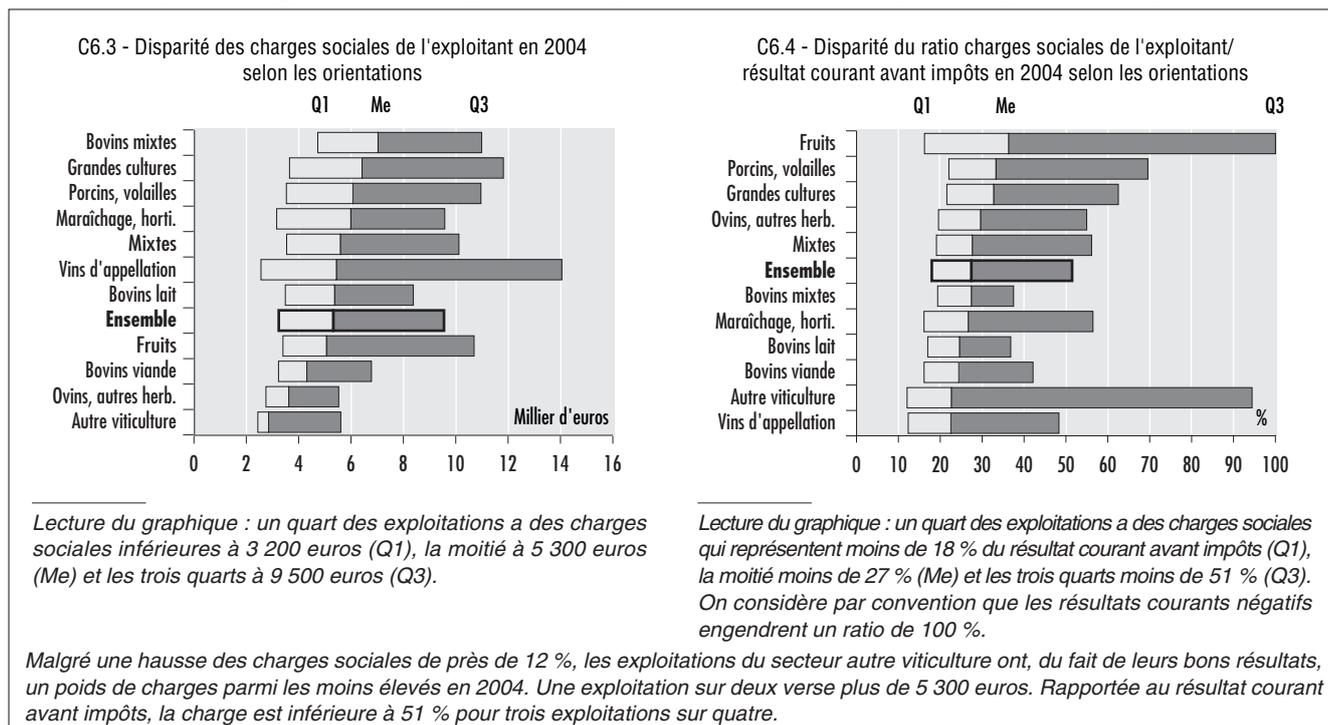
Source : RICA

#### Les charges sociales de l'exploitant s'élèvent en moyenne à 115 euros par hectare en 2004



Source : RICA

#### En 2004, les charges sociales représentent plus de 51 % du RICA pour le quart des exploitations



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

## La formation du résultat courant

En 2004, la production des exploitations professionnelles est évaluée par le RICA à 113 200 euros en moyenne. Après déduction des charges courantes et prise en compte des subventions d'exploitation, le solde, appelé résultat courant avant impôts (RCAI), s'élève en moyenne à 28 400 euros, en hausse par rapport à 2003 (+ 2,6 %<sup>1</sup>).

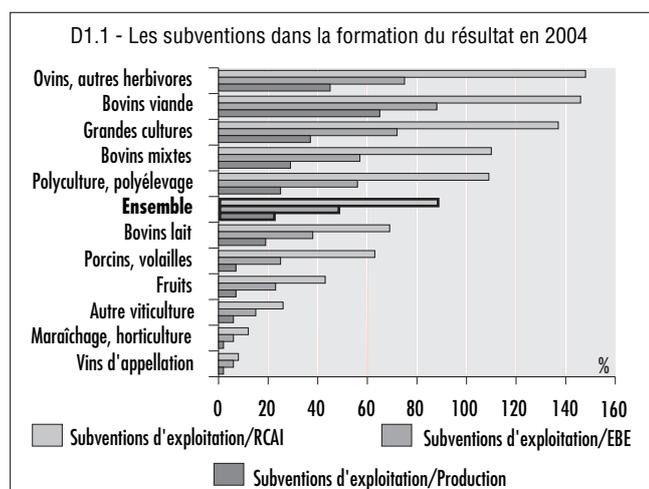
Le résultat courant avant impôts n'est pas affecté par les charges et les produits exceptionnels et permet ainsi de mieux comparer différents exercices. Les produits courants se composent principalement de la production de l'exercice et des subventions d'exploitation. La production de l'exercice est déterminée par le volume des différentes spéculations et leur valorisation. La baisse de la production (- 9 %<sup>1</sup>) dans le secteur maraîchage, horticulture provoque une baisse du RCAI de 39 %<sup>1</sup>. L'importance des subventions dans la formation du résultat courant avant impôts est une spécificité des orientations concernées par la réforme de la PAC de 1992, à savoir l'orientation

grandes cultures et les filières bovines et ovines.

Les charges courantes sont constituées d'une part de charges d'exploitation, d'autre part de charges financières. Dans l'ensemble des charges d'exploitation, on distingue les consommations intermédiaires, c'est-à-dire la valeur des biens et services incorporés dans le processus de production. Le rapport des consommations intermédiaires sur l'ensemble des produits varie selon l'orientation technico-économique. Il est structurellement plus important pour l'orientation porcins, volailles. En 2004, il y atteint en moyenne 70 %, et reste stable par rapport à 2003.

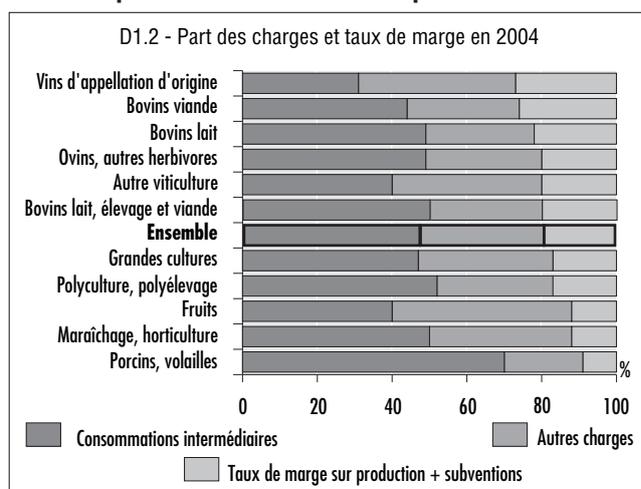
Le rapport de l'ensemble des charges courantes sur l'ensemble des produits courants détermine par différence le taux de marge de l'exploitation agricole. En 2004, l'orientation vins d'appellation d'origine bénéficie du meilleur taux de marge, soit 27 %, contre 9 % pour l'orientation porcins, volailles, qui affiche le taux le plus faible.

### Les subventions représentent 88 % de l'EBE en bovins viande



Source : RICA

### Une marge proche de 19 % pour l'ensemble des exploitations



Source : RICA

## D1.3 - Soldes intermédiaires de gestion en 2004

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Production de l'exercice	Consommations intermédiaires (C.I.)	Valeur ajoutée	Subventions d'exploitation	Excédent brut d'exploitation	Autres charges que C.I.	RCAI	Résultat de l'exercice
Grandes cultures	104,0	66,3	33,6	38,2	53,1	51,2	27,9	33,2
Maraîchage, horticulture	174,3	88,6	82,0	2,7	44,0	68,0	22,5	24,6
Vins d'appellation d'origine	177,5	56,4	117,2	4,3	75,9	76,1	51,7	53,9
Autre viticulture	92,3	39,0	49,9	5,6	38,0	39,4	21,4	24,4
Fruits	157,2	67,0	84,8	10,8	46,0	81,0	24,9	29,6
Bovins lait	101,0	58,8	39,2	18,8	49,7	34,7	27,3	30,8
Bovins viande	52,9	38,8	11,1	34,6	39,4	25,9	23,6	26,2
Bovins lait, élevage et viande	114,9	74,4	37,0	33,1	58,2	44,6	30,2	33,8
Ovins, autres herbivores	55,8	39,9	13,3	25,2	33,5	24,8	17,1	20,1
Porcins, volailles	227,8	168,8	55,6	14,9	58,9	51,3	23,7	26,1
Polyculture, polyélevage	119,9	77,9	38,2	30,3	54,5	46,6	27,9	32,1
<b>ENSEMBLE</b>	<b>113,2</b>	<b>65,6</b>	<b>44,1</b>	<b>25,0</b>	<b>51,7</b>	<b>46,2</b>	<b>28,4</b>	<b>32,1</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

2. La valeur ajoutée est ici obtenue à partir de la production de l'exercice diminuée des consommations intermédiaires et des primes d'assurance.

Source : RICA

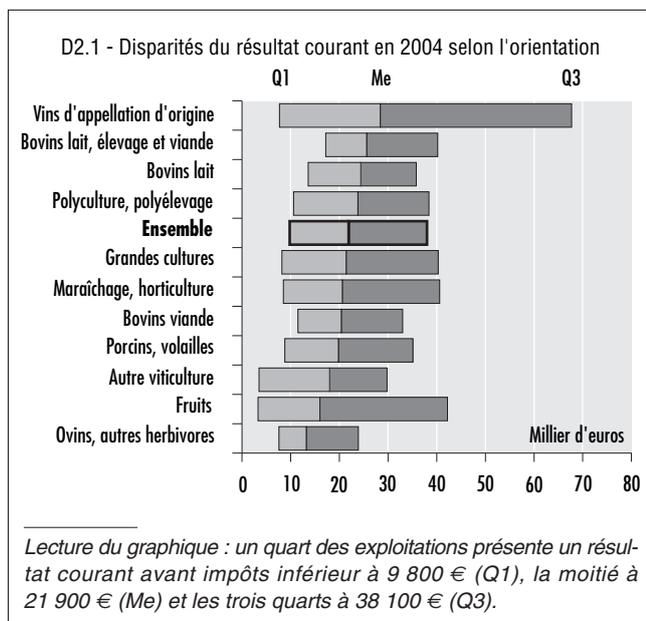
### Les niveaux et disparités du résultat courant

Selon les orientations technico-économiques, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts (RCAI) s'échelonnent entre 13 200 euros pour le secteur ovins, autres herbivores et 28 500 euros pour le secteur vins d'appellation d'origine. Les disparités entre orientations trouvent leur source dans la nature de la production. Par exemple, le résultat médian du secteur vins d'appellation d'origine est près de deux fois supérieur à celui des ovins et autres herbivores. Mais les facteurs conjoncturels peuvent aussi déterminer le résultat. Ainsi l'orientation maraîchage, horticulture enregistre une baisse de son résultat à cause de la chute de sa production. Cependant, l'orientation n'explique que partiellement les disparités du RCAI, car celles-ci demeurent impor-

tantes au sein de chaque spécialisation. Elles sont spécialement marquées dans les orientations vins d'appellation d'origine et fruits.

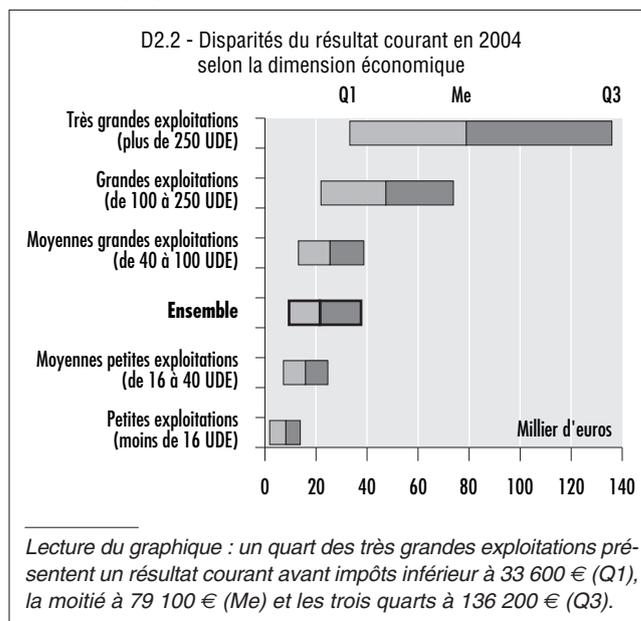
Selon les classes de dimension économique, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts s'échelonnent entre 8 500 euros pour les exploitations de 8 à 16 unités de dimension européenne (UDE), soit entre 12 et 24 hectares équivalent-blé, et 79 100 euros pour les exploitations de plus de 250 UDE, soit de plus de 375 hectares équivalent-blé. Entre 2003 et 2004, pour l'ensemble des exploitations, les disparités demeurent les mêmes, avec un intervalle interquartile (Q3-Q1) qui reste stable.

#### Résultats et dispersions internes plus faibles pour les orientations bovines et ovines



Source : RICA

#### Un quart des exploitations de très grande taille dégagent un RCAI inférieur à 33 600 €



Source : RICA

#### D2.3 - Déciles<sup>1</sup> du résultat courant avant impôts selon les orientations

En millier d'euros

Orientation	Déciles								
	1er	2e	3e	4e	5e	6e	7e	8e	9e
Grandes cultures	0	6	11	15	21	28	36	46	64
Maraîchage, horticulture	- 3	7	11	15	21	28	37	44	58
Vins d'appellation d'origine	- 7	4	11	20	28	41	56	82	150
Autre viticulture	- 7	1	8	13	18	22	28	34	53
Fruits	- 14	1	4	10	16	26	36	45	75
Bovins lait	6	12	16	20	24	28	33	41	55
Bovins viande	2	8	14	17	20	25	31	37	47
Bovins lait, élevage et viande	6	14	19	23	26	32	38	45	54
Ovins, autres herbivores	3	6	9	11	13	16	21	26	36
Porcins, volailles	- 2	7	11	15	20	23	31	41	56
Polyculture, polyélevage	- 1	6	14	18	24	28	34	44	62
<b>ENSEMBLE</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>17</b>	<b>22</b>	<b>27</b>	<b>34</b>	<b>43</b>	<b>61</b>

1. Les neuf déciles séparent la population en dix groupes d'effectifs égaux. Ainsi, un dixième des exploitations de grandes cultures obtient un résultat proche de zéro euro (1<sup>er</sup> décile). La même proportion obtient un résultat supérieur à 64 000 euros (9<sup>e</sup> décile).

Source : RICA

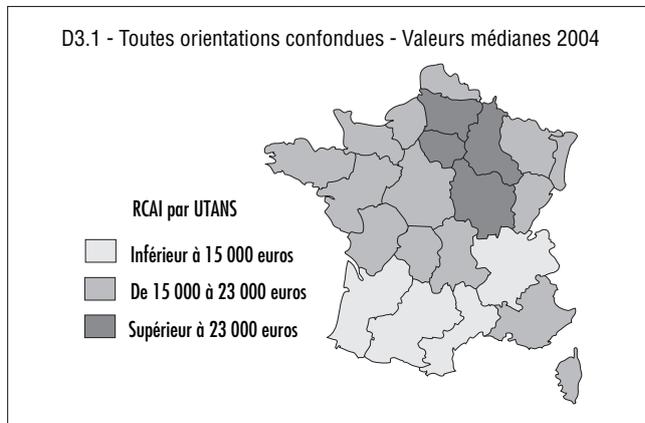
### Les niveaux et disparités du revenu par unité de travail non salariée

Hors charges sociales, le résultat médian par unité de travail année non salariée (UTANS) atteint 16 800 euros, soit 1 400 euros par mois, cette somme correspondant à la rémunération du travail et au revenu des capitaux propres.

Toutes orientations confondues, les exploitations champenoises disposent des résultats par UTANS les plus élevés mais aussi les moins homogènes, à l'inverse de la région Aquitaine où ces revenus sont les plus faibles. Dans l'orientation grandes cultures, la région Champagne-Ardenne affiche un revenu par UTANS d'environ 34 600 euros contre 6 300 euros en Aquitaine. En bovins viande, le résultat médian par UTANS se situe à 39 500 euros pour le Centre alors qu'il n'est que de 13 500 euros pour la région Aquitaine. Les disparités inter-régionales observées doivent être considérées comme la résultante de plusieurs facteurs tels que la taille économique moyenne des exploitations, le degré d'intensification, l'éligibilité aux aides directes.

#### La région Champagne-Ardenne loin devant

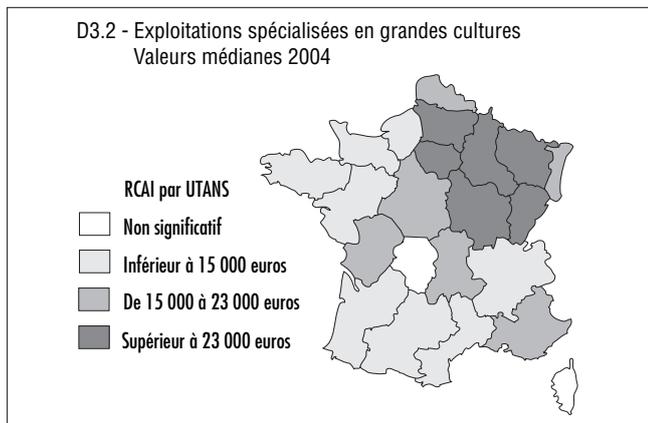
D3.1 - Toutes orientations confondues - Valeurs médianes 2004



Source : RICA

#### En grandes cultures, les régions du quart nord-est de la France tirent leur épingle du jeu

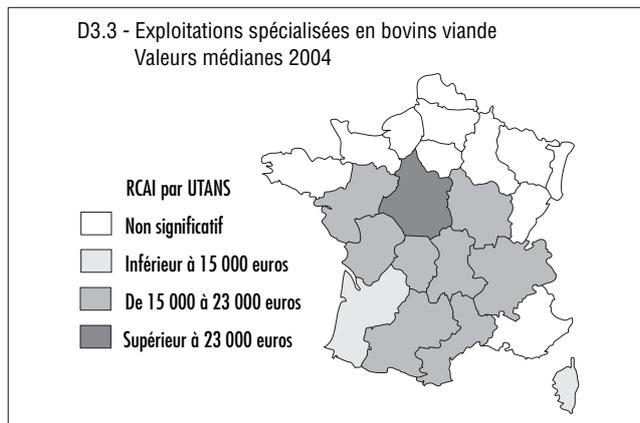
D3.2 - Exploitations spécialisées en grandes cultures  
Valeurs médianes 2004



Source : RICA

#### En bovins viande, parmi les régions les plus productrices, la région Centre a les meilleurs résultats

D3.3 - Exploitations spécialisées en bovins viande  
Valeurs médianes 2004



Source : RICA

### D3.4 - Disparités inter-régionales par orientation Résultat courant avant impôts par unité de travail annuel non salariée

En millier d'euros

Orientation	France entière	Valeurs médianes <sup>1</sup> 2004	
		dont région la plus faible <sup>2</sup>	dont région la plus forte <sup>2</sup>
Grandes cultures	17,8	6,3 - Aquitaine	34,6 - Champagne-Ardenne
Maraîchage, horticulture	15,3	13,3 - Pays de la Loire	24,6 - Languedoc-Roussillon
Vins d'appellation d'origine	22,8	8,1 - Languedoc-Roussillon	124,4 - Champagne-Ardenne
Autre viticulture	18,0	12,1 - Languedoc-Roussillon	25,6 - Poitou-Charentes
Fruits	15,4	3,3 - Midi-Pyrénées	23,5 - Rhône-Alpes
Bovins lait	17,2	7,7 - Aquitaine	24,2 - Poitou-Charentes
Bovins viande	18,3	13,5 - Aquitaine	39,5 - Centre
Bovins lait, élevage et viande	17,4	14,4 - Auvergne	24,3 - Bretagne
Ovins, autres herbivores	10,7	6,6 - Midi-Pyrénées	20,9 - Limousin
Porcins, volailles	13,3	12,3 - Midi-Pyrénées	15,6 - Pays de la Loire
Polyculture, polyélevage	16,3	12,9 - Aquitaine	29,3 - Champagne-Ardenne
<b>ENSEMBLE</b>	<b>16,8</b>	<b>11,0 - Aquitaine</b>	<b>46,8 - Champagne-Ardenne</b>

1. Pour une orientation de production donnée, sont retenues parmi les régions ayant suffisamment d'exploitations, celles qui possèdent la plus faible ou la plus forte médiane.

2. Pour un ensemble géographique donné, la valeur retenue est la médiane, valeur qui sépare la population d'exploitations en deux groupes d'effectifs égaux.

Source : RICA

### Les évolutions du résultat courant

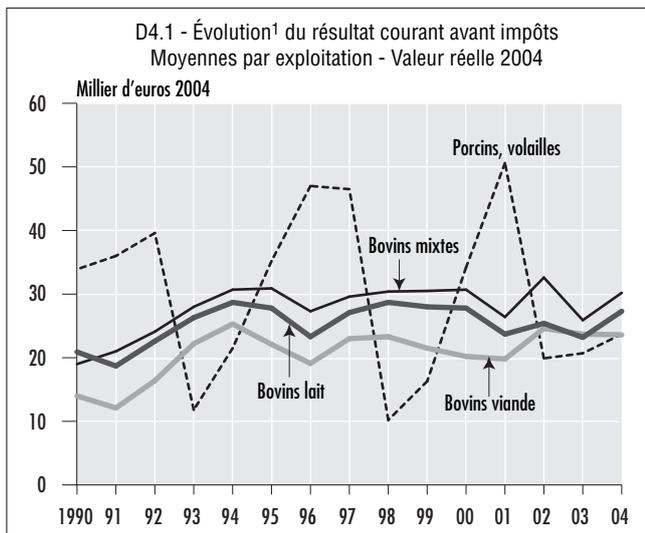
Pour l'ensemble des exploitations, le résultat courant avant impôts (RCAI) a augmenté de 2,6 %<sup>1</sup> en 2004. La hausse de la production de l'exercice et des subventions d'exploitation compensent la hausse des consommations intermédiaires et entraînent la hausse du résultat courant. Cette hausse globale cache une grande diversité et des évolutions contraires suivant les orientations des exploitations, qui ont supporté très différemment les effets de la conjoncture.

Ainsi, les résultats des secteurs maraîchage, horticulture, autre viticulture, et fruits subissent de fortes chutes avec respectivement - 39 %, - 36 %, et - 20 %. Les secteurs de vins d'appellation d'origine, bovins laits, et porcins, volailles, connaissent de fortes hausses avec

respectivement + 27 %, + 25 %, + 16 %. Les autres secteurs ont des évolutions moins fortes, cependant bien marquées. Les secteurs bovins mixtes, ovins, autres herbivores, et polyculture polyélevage enregistrent des hausses comprises entre 6 % et 11 %. Les exploitations de grandes cultures rechutent cette année après l'embellie de l'année dernière (- 8 %). Seul le secteur bovins élevage et viande, connaît une relative stabilité de son résultat (- 2 %).

Le RCAI moyen par exploitation du secteur ovins, autres herbivores est le plus bas tous secteurs confondus avec 17 100 euros, le meilleur étant celui des producteurs de vins d'appellation d'origine avec 51 700 euros.

#### Les élevages porcins, volailles repartent à la hausse



Source : RICA

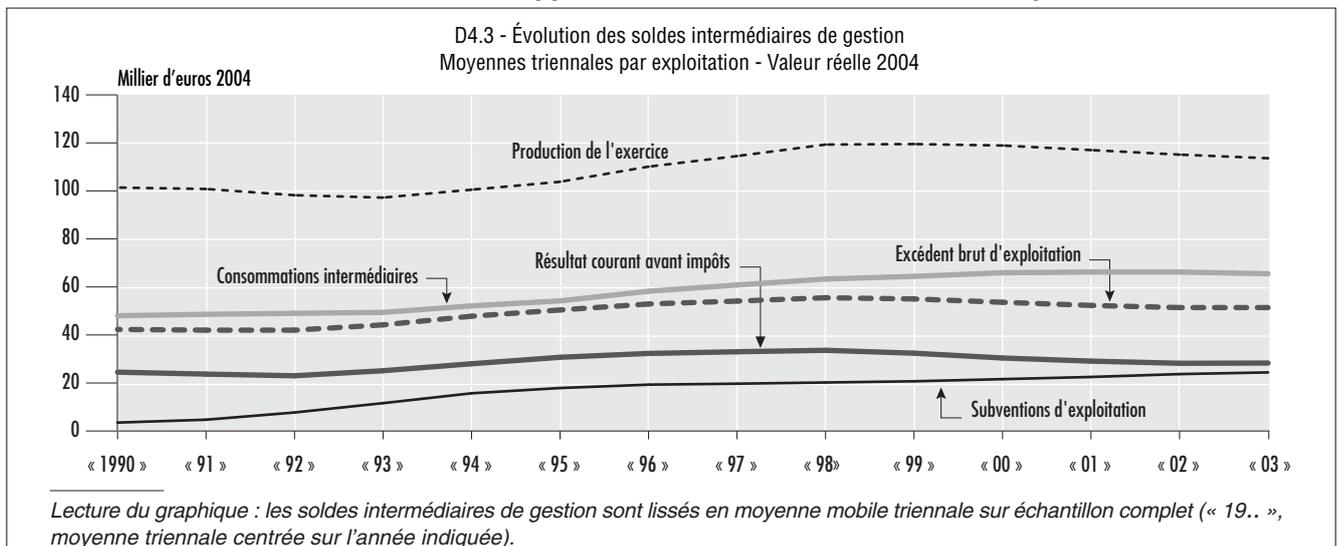
#### D4.2 - Résultat courant avant impôts selon les orientations en 2004

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	2004 millier d'euros	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %
Grandes cultures	27,9	- 8,4
Maraîchage, horticulture	22,5	- 38,9
Vins d'appellation d'origine	51,7	+ 25,1
Autre viticulture	21,4	- 20,4
Fruits	24,9	- 36,0
Bovins lait	27,3	+ 15,8
Bovins élevage et viande	23,6	- 2,3
Bovins lait, élevage et viande	30,2	+ 6,1
Ovins, autres herbivores	17,1	+ 8,2
Porcins, volailles	23,7	+ 27,3
Polyculture, polyélevage	27,9	+ 10,3
<b>ENSEMBLE</b>	<b>28,4</b>	<b>+ 2,6</b>

Source : RICA

#### Les subventions se rapprochent du résultat courant avant impôts



Lecture du graphique : les soldes intermédiaires de gestion sont lissés en moyenne mobile triennale sur échantillon complet (« 19.. », moyenne triennale centrée sur l'année indiquée).

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

## Les déterminants structurels du résultat courant

### Incidence des facteurs structurels sur le résultat courant et la production de l'exercice

Le résultat courant d'une exploitation peut en partie être considéré comme fonction de ses caractéristiques structurelles : l'orientation technico-économique (OTEX), la dimension économique mesurée par la marge brute standard (MBS) et la région.

Par elle-même, l'OTEX présente un pouvoir explicatif<sup>1</sup> de la variabilité du résultat courant d'environ 4 %, nettement plus faible que celui du potentiel productif estimé par la MBS, soit près de 19 %. De fait, au sein d'une orientation, sont regroupées des exploitations dont la dimension économique est hétérogène. Si bien que la prise en compte simultanée<sup>2</sup> de la MBS et de l'orientation<sup>3</sup> permet d'expliquer 26 % de la variabilité du résultat, mesuré par le résultat courant avant impôts.

Le facteur régional bien que de faible influence n'est cependant pas négligeable puisqu'il explique à lui seul près de 14 % de la dispersion du résultat courant. Au sein d'une même orientation et d'une même classe de dimension économique, il permet de prendre en compte des variations voire des accidents climatiques ou recouvre des facteurs de compétitivité induits par la diversité des milieux naturels. Conjugué à la dimension

économique, il permet d'expliquer près de 25 % de la variabilité du résultat courant.

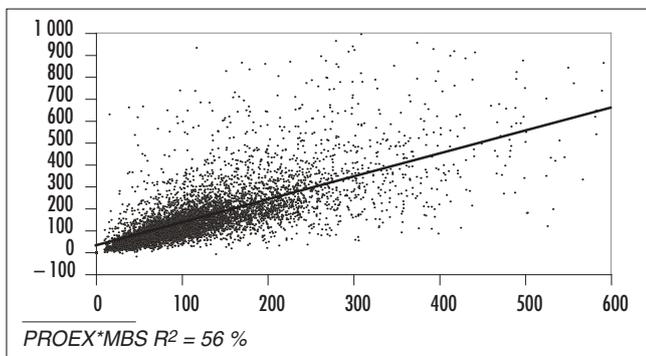
La production de l'exercice s'avère mieux modélisée que le résultat courant par les facteurs structurels. Sa variabilité est expliquée à 11 % par l'orientation technique, à plus de 19 % par la classe de dimension économique (CDEX). Cette part de variabilité expliquée monte jusqu'à 33 % en conjuguant les deux critères. Les facteurs structurels ne sauraient déterminer complètement la production de l'exercice et encore moins le résultat courant avant impôts. Les aléas climatiques, la conduite technique de l'exploitation et le mode de gestion financière jouent un rôle déterminant. Cependant, l'analyse présentée ci-dessus justifie à posteriori leur prise en compte comme critères de stratification de l'échantillon RICA et nous renseigne sur la part de variabilité qui pourrait être attribuée à d'autres facteurs indépendants.

1. Évalué dans le cadre d'un modèle linéaire, avec pour indicateur le  $R^2$ -ajusté d'une régression entre le résultat courant et les facteurs explicatifs.

2. Au sein d'un modèle linéaire additif à effets fixes constitué de deux facteurs avec interaction.

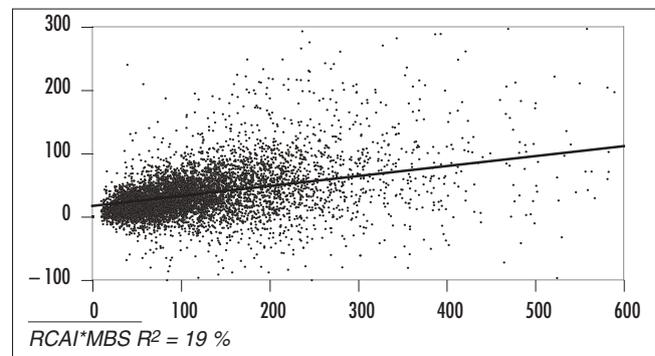
3. Les facteurs qualitatifs tels que l'orientation sont introduits dans le modèle sous forme de variable indicatrice.

#### D5.1 - Dispersion de la production de l'exercice (PROEX) en fonction de la marge brute standard (MBS) Ensemble des exploitations



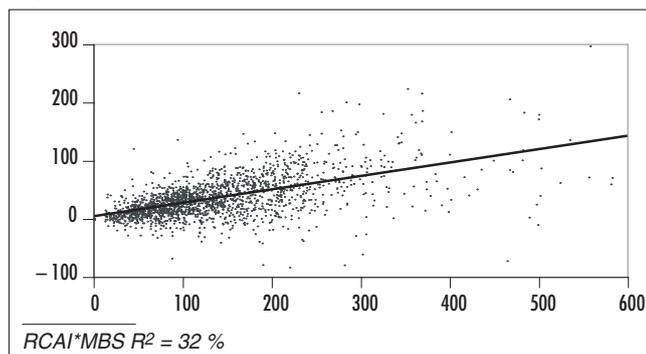
Source : RICA

#### D5.2 - Dispersion du résultat (RCAI) en fonction de la marge brute standard (MBS) Ensemble des exploitations



Source : RICA

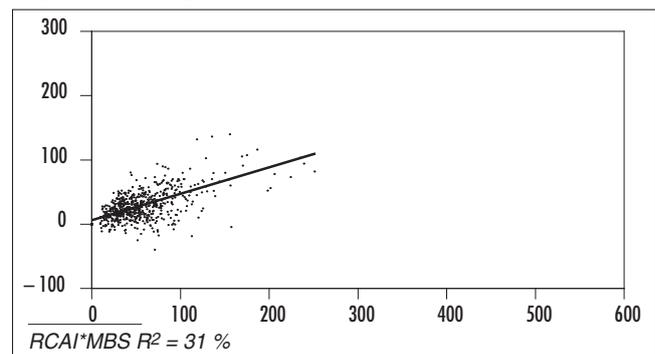
#### D5.3 - Dispersion du résultat (RCAI) en fonction de la marge brute standard (MBS) Exploitations spécialisées en grandes cultures



Lecture des graphiques : Dans le graphique 5.1, la dispersion du potentiel économique (MBS) explique 56 % de la variabilité de la production (PROEX). Le  $R^2$  estime le pourcentage de variance pris en compte par le modèle de régression linéaire expliquant PROEX par MBS. En abscisse, la MBS est exprimée en hectare équivalent blé et en ordonnée la production ou le RCAI en millier d'euros.

Source : RICA

#### D5.4 - Dispersion du résultat (RCAI) en fonction de la marge brute standard (MBS) Exploitations spécialisées en bovins viande

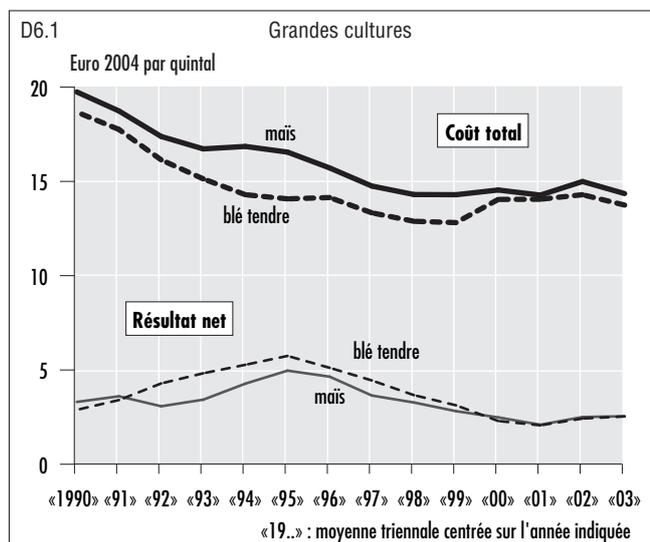


### Des coûts de production aux résultats

En 2004, le coût de production du quintal de blé tendre est estimé (hors travail) à 14,2 euros. Malgré une progression de 6 % des coûts variables, le coût au quintal ne progresse que de 1,2 % en valeur réelle, en raison d'une hausse du rendement (20 %) dépassant le record 1998. Cependant, l'écart s'accroît par rapport au prix à la production (9,8 euros le quintal) dont la tendance baissière s'accroît (- 16 %). Pour le maïs, malgré la chute des prix (- 25 %), la dégradation de sa marge est moins importante grâce à une maîtrise de l'ensemble des charges. L'indemnité compensatrice couvre le différentiel et permet de rémunérer capitaux propres et travail. Les résultats à l'hectare sont de 122 euros pour

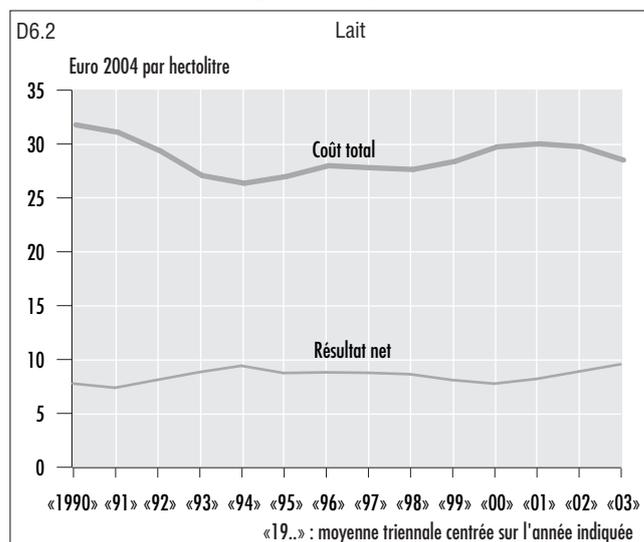
le blé tendre et 179 euros pour le maïs. Le résultat à l'hectare de la betterave (896 euros) est en progression de 20 % en raison d'une hausse modérée du rendement mais surtout d'une baisse globale des charges. En 2004, la baisse du prix moyen du lait à la production s'accroît à 4,6 % en valeur réelle. Le coût de production, estimé à 27,3 euros par hectolitre, ne fléchit que de 3 %, grâce aux économies sur les engrais et les charges fixes. Le résultat net est de 9,8 euros par hectolitre de lait, en légère progression grâce à une augmentation significative des subventions. Valorisation du produit et subventions expliquent les écarts inter-régionaux constatés.

**Convergence des coûts et des résultats entre le blé et le maïs**



Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production

**Maîtrise des coûts et résultat en légère progression**



Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production

**D6.3 - Très bons rendements mais marges dégradées pour le blé et le maïs**

2004	Blé tendre	Maïs <sup>1</sup>	Betterave
	q/ha	q/ha	t/ha
Rendement	78,9	92,7	81,3
<b>COÛTS ET RÉSULTATS</b>	€/q	€/q	€/t
<b>Coûts variables</b>	<b>5,3</b>	<b>4,7</b>	<b>10,4</b>
dont : engrais	1,7	1,8	3,0
prod. phytosanitaires	2,4	0,9	2,8
<b>Coûts fixes</b>	<b>8,9</b>	<b>8,4</b>	<b>12,1</b>
dont : loyers, fermages, intérêts			
sur achats fonciers	2,3	1,0	2,5
autres biens et services	1,1	2,8	4,0
amortissements	3,2	2,6	1,9
<b>Coût de production</b>	<b>14,2</b>	<b>13,1</b>	<b>22,5</b>
<b>Subventions</b>	<b>5,9</b>	<b>5,2</b>	<b>NS</b>
<b>Prix à la production</b>	<b>9,8</b>	<b>9,8</b>	<b>35,0</b>
<b>Résultat net</b>	<b>1,5</b>	<b>1,9</b>	<b>11,0</b>

1. Regroupe maïs grain et maïs semence.

Champ : exploitations des OTEX « grandes cultures » (codes 13 et 14) et « cultures et herbivores » (code 81).

Source : AGRESTE-INSEE-INRA - Modèle économétrique coûts de production

**D6.4 - Lait : subventions et valorisation expliquent les écarts inter-régionaux**

2004	France	Rhône-Alpes	Bretagne	Basse-Normandie
Rendement (hl/tête)	58,1	53,7	63,9	54,3
<b>COÛTS ET RÉSULTATS</b>				
<b>Coûts variables</b>	<b>9,1</b>	<b>9,4</b>	<b>7,3</b>	<b>8,0</b>
dont : alim. pour animaux	5,1	5,8	3,5	3,8
engrais pour				
la surface fourragère	2,1	1,8	2,4	2,3
<b>Coûts fixes</b>	<b>18,1</b>	<b>20,0</b>	<b>13,9</b>	<b>21,4</b>
dont : loyers, fermages,				
intérêts sur achats				
fonciers	1,8	1,7	1,1	3,1
autres biens et				
services	5,7	4,6	5,2	5,9
amortissements	6,0	8,4	3,9	7,4
<b>Coûts de production</b>	<b>27,3</b>	<b>29,4</b>	<b>21,3</b>	<b>29,4</b>
<b>Subventions</b>	<b>5,2</b>	<b>6,1</b>	<b>3,3</b>	<b>3,9</b>
<b>Prix à la production</b>	<b>31,8</b>	<b>35,2</b>	<b>30,8</b>	<b>32,5</b>
<b>Résultat net</b>	<b>9,8</b>	<b>11,9</b>	<b>12,9</b>	<b>7,1</b>

Champ : exploitations de l'OTEX « bovins lait » (code 41).

Source : AGRESTE-INSEE-INRA - Modèle économétrique coûts de production

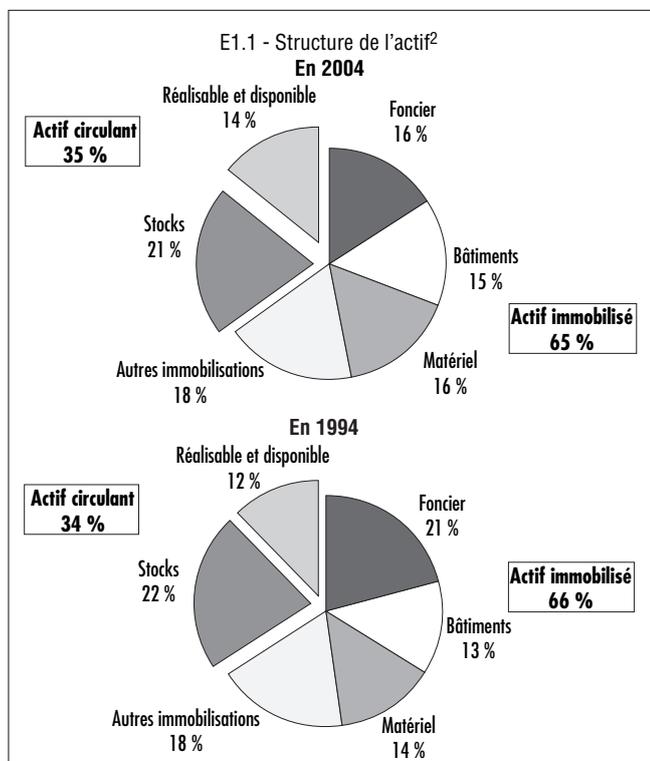
**L'actif : structure et évolution de 1994 à 2004**

À la clôture de l'exercice 2004, l'actif des exploitations agricoles suivies par le RICA s'élève à 288 100 euros en moyenne par exploitation, soit une légère augmentation sur échantillon constant<sup>1</sup> par rapport à 2003 (+ 1 %). Les immobilisations restent prépondérantes, mais elles forment désormais moins des deux tiers de l'actif.

Entre 1994 et 2004, la part du foncier dans l'actif total a diminué de façon sensible (- 5 points). Cette contraction ne résulte pas d'une réduction de la surface des exploitations, mais du développement du fermage. Les terres des exploitations qui disparaissent autorisent l'agrandissement des exploitations pérennes, la loca-

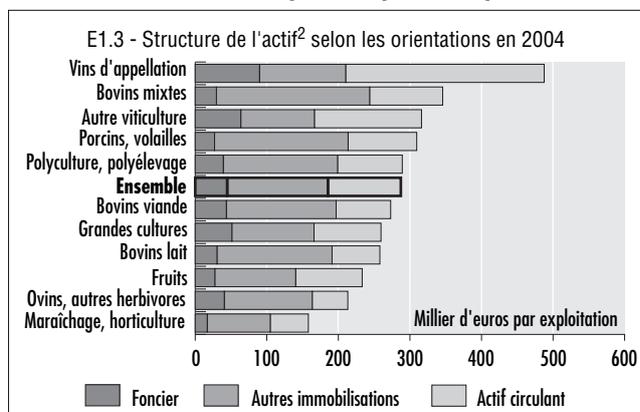
tion demeurant le mode de reprise le plus fréquent. Au sein des sociétés, les terres des différents associés ne figurent généralement pas au bilan de l'exploitation. Les montants d'actifs les plus élevés se rencontrent au sein de la viticulture d'appellation d'origine (488 000 euros en moyenne par exploitation dans cette orientation). Ensuite, élevage de porcins, volailles, autre viticulture et élevage de bovins mixtes sont très proches les uns des autres (aux environs de 300 000 euros). En queue, maraîchage, horticulture et élevage d'ovins, caprins présentent des montants beaucoup plus faibles (158 000 et 213 000 euros).

**Les stocks représentent en 2004 21 % de l'actif**



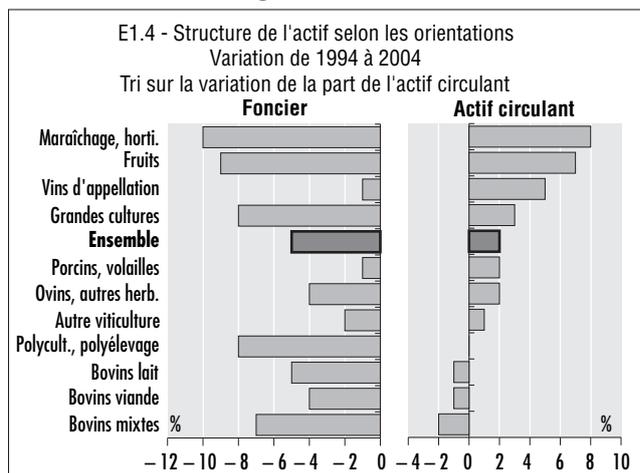
Source : RICA

**La viticulture d'appellation demeure la plus capitalistique**



Source : RICA

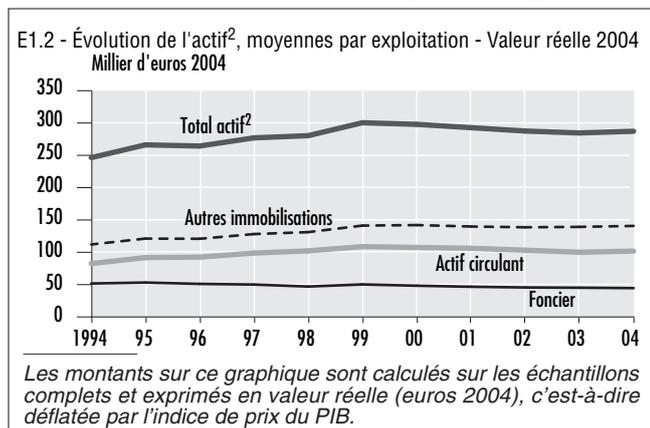
**Recul général du foncier**



Ce graphique montre comment la variation de la structure de l'actif de 1994 à 2004 se décline selon les orientations. En haut, se trouvent les spécialisations pour lesquelles la part des actifs immobilisés a le plus régressé au profit des actifs circulants. La part du foncier diminue dans toutes les spécialisations notamment en maraîchage, horticulture (- 10 points). La variation de la part des autres immobilisations se déduit à l'aide des variations des deux autres. Ainsi en maraîchage, horticulture, le foncier diminue de 10 points et l'actif circulant augmente de 8 points, les autres immobilisations augmentent donc de 2 points entre 1994 et 2004. À la différence des cultures végétales, la part de l'actif circulant augmente peu dans les élevages, pour qui ce sont les autres immobilisations, et particulièrement le cheptel des animaux reproducteurs, qui augmentent le plus.

Source : RICA

**En valeur réelle, l'actif 2004 augmente légèrement**



Source : RICA

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).  
2. Total actif hors compte de régularisation.

L'actif immobilisé en 2004

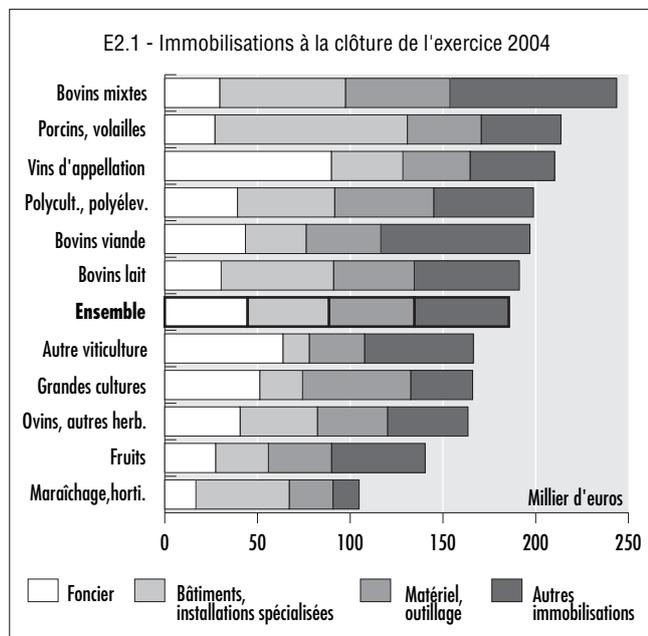
En 2004, pour la plupart des orientations, la valeur de l'actif immobilisé varie entre 140 000 et 200 000 euros par exploitation. Quatre spécialisations se détachent du lot : en haut de l'échelle, les éleveurs de bovins mixtes avec 244 000 euros, suivis des éleveurs de porcins, volailles (214 000 euros) et des viticulteurs d'appellation (210 000 euros), et en fin de liste, le maraîchage, horticulture (105 000 euros).

Les orientations diffèrent par la structure de leurs immobilisations. Si les grandes cultures nécessitent un matériel important, en viticulture c'est le foncier qui occupe la place prépondérante. Les plantations sont fondamentales pour les arboriculteurs, alors que le maraî-

chage, horticulture dédie un montant relativement élevé aux bâtiments et installations spécialisées.

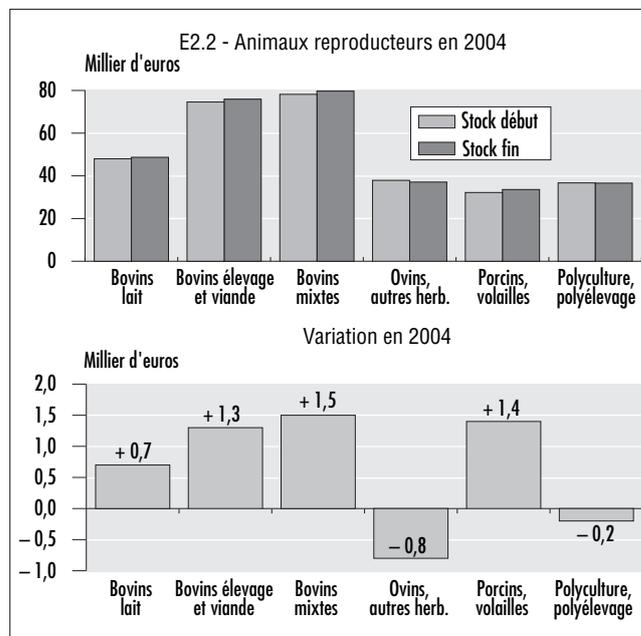
Dans les orientations consacrées à l'élevage, le capital en animaux reproducteurs est l'un des principaux postes des immobilisations. En 2004, la valeur du cheptel d'animaux reproducteurs augmente dans toutes les orientations bovines et atteint même 80 000 euros dans le secteur bovins mixtes, soit 1 500 euros de plus qu'en 2003. Les exploitations de porcins, volailles se placent en tête des orientations d'élevage pour l'importance des immobilisations, en raison de la valeur élevée de leurs bâtiments et installations spécialisées.

Les bâtiments représentent près de la moitié des immobilisations chez les éleveurs hors-sol



Source : RICA

Le cheptel reproducteur atteint 80 000 euros en bovins mixtes



Source : RICA

E2.3 - Immobilisations à la clôture de l'exercice 2004

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Dont		Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Total immobilisations <sup>2</sup>
			Constructions	Installations spécialisées				
Grandes cultures	51,2	23,1	18,6	4,6	58,3	0,5	6,2	166,0
Maraîchage, horticulture	16,8	50,3	33,6	16,6	23,6	4,9	0,3	104,9
Vins d'appellation d'origine	89,8	38,6	34,4	4,2	36,2	36,8	1,0	210,2
Autre viticulture	63,7	14,2	11,6	2,6	29,8	49,6	0,2	166,5
Fruits	27,4	28,5	20,2	8,3	34,0	37,4	0,5	140,3
Bovins lait	30,4	60,6	53,0	7,6	43,5	0,1	48,7	191,2
Bovins élevage et viande	43,5	32,7	30,2	2,5	40,3	0,1	75,9	196,9
Bovins lait, élevage et viande	29,6	67,8	59,9	7,9	56,4	0,1	79,7	243,7
Ovins, autres herbivores	40,6	41,7	37,8	3,9	37,8	0,0	37,1	163,5
Porcins, volailles	27,0	103,8	97,1	6,7	39,8	0,0	33,6	213,6
Polyculture, polyélevage	39,2	52,4	44,8	7,6	53,4	3,3	36,6	198,9
<b>ENSEMBLE</b>	<b>44,6</b>	<b>43,9</b>	<b>37,9</b>	<b>6,0</b>	<b>46,1</b>	<b>7,0</b>	<b>31,0</b>	<b>185,4</b>
Variation 2004 - 2003 <sup>1</sup>	+0,5	+0,1	+1,0	-0,9	+0,5	+0,3	-0,3	+0,9

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2004 à l'aide de l'indice du prix du PIB.

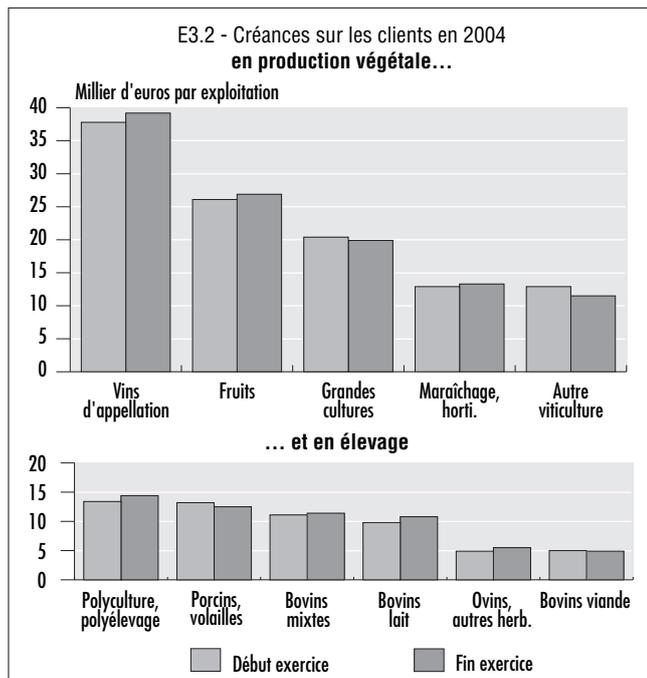
2. Le total des immobilisations comprend les immobilisations incorporelles et financières.

Source : RICA

L'actif circulant en 2004

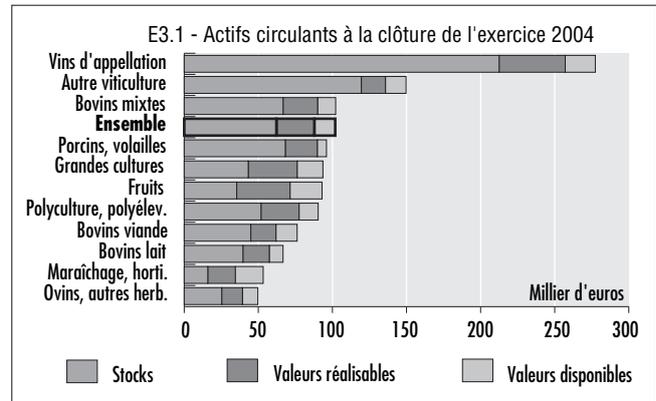
L'actif circulant présente de fortes divergences selon les orientations aussi bien en montant total (de 50 000 euros par exploitation pour les éleveurs d'ovins et autres herbivores, à 277 000 euros pour les viticulteurs d'appellation d'origine) qu'en structure. Les orientations viticoles se caractérisent par l'importance des vins en cours de vinification ou d'élevage. Au total, les stocks représentent 213 000 euros en vins d'appellation d'origine et 120 000 euros en autres vins, soit respectivement 77 % et 80 % de l'actif circulant total. Dans les orientations animales, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux circulants. Les valeurs réalisables dépassent 30 000 euros en vins d'appellation d'origine, en fruits et en grandes cultures. La majorité de ces valeurs réalisables sont des créances sur les clients, qui augmentent sur l'ensemble de ces trois orientations de 2 % en 2004.

Les créances sur les clients sont les plus élevées chez les viticulteurs d'appellation



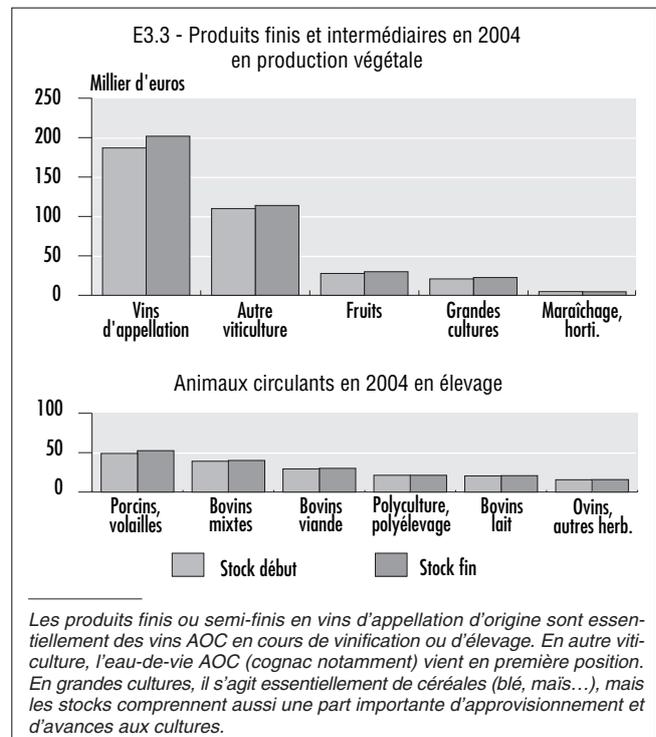
Source : RICA

Importance des actifs circulants en viticulture



Source : RICA

Les animaux circulants atteignent 51 000 euros dans l'élevage hors-sol



Source : RICA

E3.4 - Actifs circulants à la clôture de l'exercice 2004

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Stocks	Dont		Valeurs réalisables	Valeurs disponibles	Total actifs circulants
		Animaux circulants	Produits et en-cours			
Grandes cultures	43,2	4,4	38,7	33,0	17,4	93,6
Maraîchage, horticulture	15,9	0,1	15,8	18,6	18,8	53,3
Vins d'appellation d'origine	212,5	0,4	212,1	44,6	20,3	277,4
Autre viticulture	119,5	0,2	119,4	16,3	13,9	149,7
Fruits	35,4	0,3	35,1	36,0	21,6	93,0
Bovins lait	39,6	20,8	18,9	17,8	9,3	66,8
Bovins élevage et viande	44,9	30,1	14,7	17,0	14,3	76,2
Bovins lait, élevage et viande	66,7	40,1	26,5	23,3	12,2	102,1
Ovins, autres herbivores	25,3	12,5	12,8	14,0	10,4	49,7
Porcins, volailles	68,2	52,5	15,7	21,6	6,2	95,9
Polyculture, polyélevage	51,8	21,3	30,5	25,7	12,9	90,4
<b>ENSEMBLE</b>	<b>62,2</b>	<b>15,8</b>	<b>46,3</b>	<b>25,6</b>	<b>14,1</b>	<b>101,9</b>
Variation 2004 - 2003 <sup>1</sup>	+ 2,6	0,0	+ 2,7	+ 0,4	- 1,2	+ 1,8

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2004 à l'aide de l'indice du prix du PIB.

Source : RICA

### L'investissement : structure et évolution

En 2004, l'investissement<sup>1</sup> des exploitations agricoles suivies par le RICA s'élève à 17 000 euros en moyenne par exploitation. Il est composé à 60 % d'acquisitions de matériel et outillage et à 30 % de bâtiments et installations spécialisées. Par rapport à 2003, il diminue de 5 % en valeur réelle sur échantillon constant, après avoir déjà chuté de 9 % l'année précédente.

L'investissement est en baisse dans la plupart des orientations en 2004 : viticulture d'appellation (- 29 %), maraîchage, horticulture (- 28 %) et arboriculteurs fruitiers (- 15 %). Il augmente dans seulement quatre secteurs, le plus fortement chez les producteurs de vin hors appellation. Toutefois ces derniers avaient vu leur investissement s'effondrer en 2003. Si l'investissement recule chez les éleveurs de bovins mixtes, ils n'en demeurent pas moins ceux qui investissent le plus en 2004 avec 25 600 euros en moyenne par exploitation. Ils devancent les éleveurs de porcins, volailles avec 19 600 euros en moyenne. Parmi les investisseurs les plus modestes, se distinguent les éleveurs d'ovins et autres herbivores

avec un investissement de seulement 12 300 euros en moyenne.

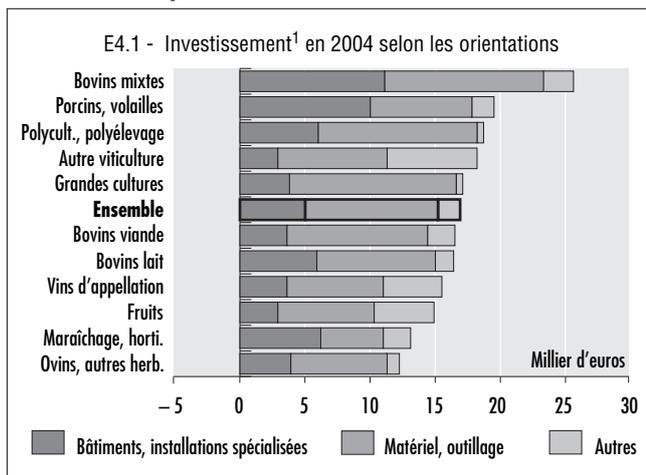
La composition des investissements peut varier sensiblement selon les orientations, mais dans presque toutes, dominent le matériel et l'outillage (jusqu'à 75 % de l'investissement en grandes cultures). Seul l'élevage hors-sol et le maraîchage, horticulture font exception. Avec respectivement 51 % et 48 % de l'investissement, les bâtiments et installations spécialisées y sont prédominants.

L'investissement en animaux reproducteurs augmente légèrement en 2004, il avait diminué de 1 % en 2003.

#### L'investissement

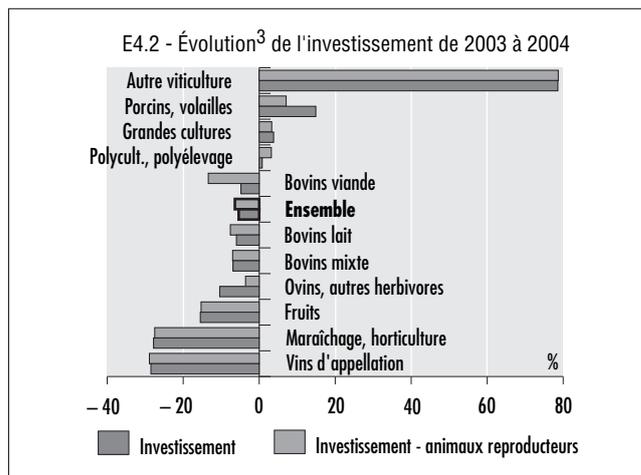
Sont regroupées sous le terme d'investissement, les acquisitions (diminuées des cessions) de bâtiments, d'installations spécialisées, de matériel, réalisées au cours de l'exercice augmentées de la différence entre la valeur du cheptel reproducteur en début et en fin d'exercice. Les investissements nets, obtenus en déduisant les amortissements, correspondent à la variation du capital d'exploitation.

#### Les éleveurs de bovins mixtes en tête pour les investissements



Source : RICA

#### Disparités dans l'évolution de l'investissement entre 2003 et 2004



Source : RICA

#### E4.3 - Investissements (acquisitions moins cessions) en 2004

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Investissement <sup>1</sup>	Investissement total <sup>2</sup>
Grandes cultures	1,7	3,8	12,8	0,1	- 0,1	17,1	18,9
Maraîchage, horticulture	0,2	6,2	4,8	1,2	0,0	13,1	13,5
Vins d'appellation d'origine	3,5	3,6	7,4	3,6	0,1	15,5	19,1
Autre viticulture	1,5	2,9	8,4	6,3	0,0	18,2	20,0
Fruits	- 0,4	2,9	7,4	3,9	- 0,2	14,9	14,8
Bovins lait	0,7	5,9	9,1	0,0	0,7	16,5	17,3
Bovins élevage et viande	2,3	3,6	10,8	0,0	1,3	16,5	19,0
Bovins lait, élevage et viande	0,2	11,1	12,2	0,0	1,5	25,6	25,8
Ovins, autres herbivores	2,6	3,9	7,4	0,0	- 0,8	12,3	15,1
Porcins, volailles	1,0	10,0	7,8	0,0	1,4	19,6	20,6
Polyculture, polyélevage	0,9	6,0	12,2	0,2	- 0,2	18,7	19,8
<b>ENSEMBLE</b>	<b>1,5</b>	<b>5,0</b>	<b>10,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>17,0</b>	<b>18,6</b>
Variation 2004 - 2003 <sup>4</sup>	- 0,5	- 0,7	- 0,3	0,0	0,2	- 0,9	- 1,7

1. L'investissement comprend les bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres.

2. L'investissement total (toutes immobilisations) couvre, en plus, le foncier et les immobilisations incorporelles et financières.

3. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

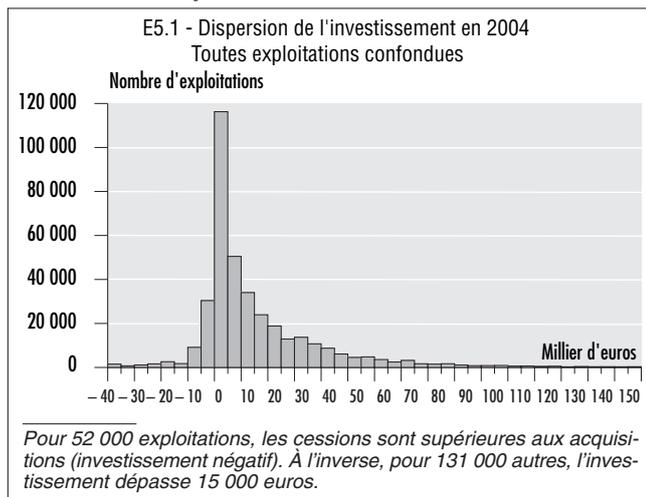
4. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2004 à l'aide de l'indice du prix du PIB.

Source : RICA

**L'investissement : disparités**

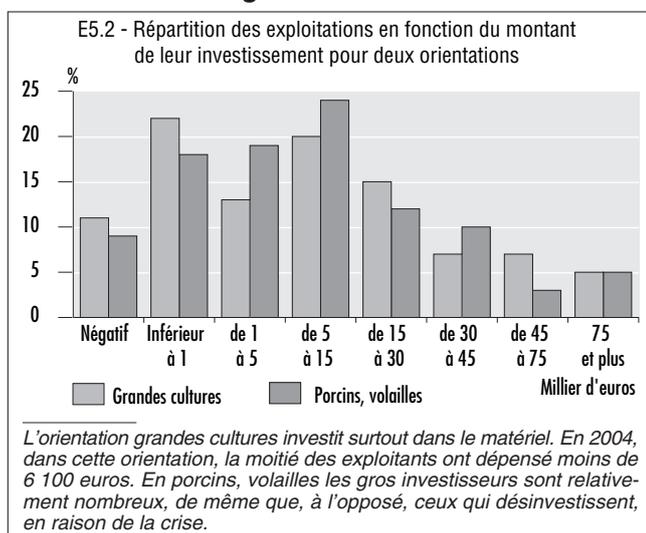
L'investissement est très inégalement réparti entre les exploitations. En 2004, près de 21 % des exploitations affichent un investissement net des cessions négatif ou nul (les cessions sont supérieures aux acquisitions pour 13 % des exploitations et égales pour 8 %). Les trois quarts de l'investissement global sont réalisés par seulement 17 % des exploitants. Les exploitants consacrent 17 000 euros en moyenne en investissements. L'investissement est par nature irrégulier et le type d'investissement réalisé peut accentuer cette irrégularité : un bâtiment ou une installation spécialisée se renouvelle moins fréquemment qu'un matériel. L'investissement est très lié à la taille des exploitations, mais l'âge des exploitants a également une certaine influence. Les jeunes exploitants (moins de 40 ans) investissent généralement plus que les exploitants plus âgés. Ces facteurs peuvent expliquer en partie les différences constatées entre les orientations.

**116 000 exploitants ont un investissement compris entre 0 et 5 000 euros**



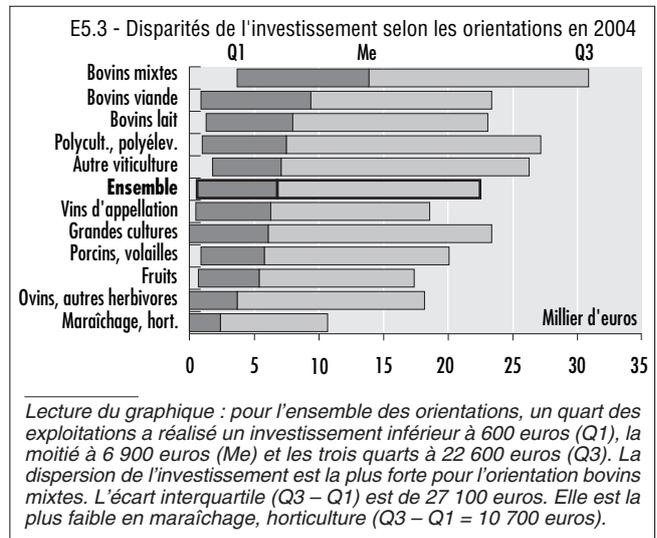
Source : RICA

**Forte proportion de petits investisseurs en grandes cultures**



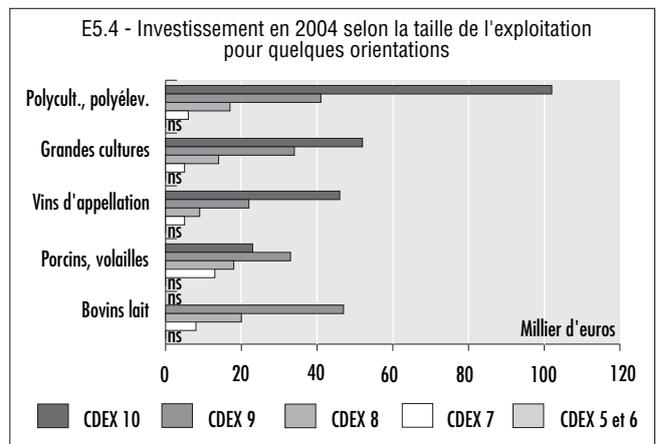
Source : RICA

**Les trois quarts des maraîchers ont un investissement inférieur à 11 000 euros**



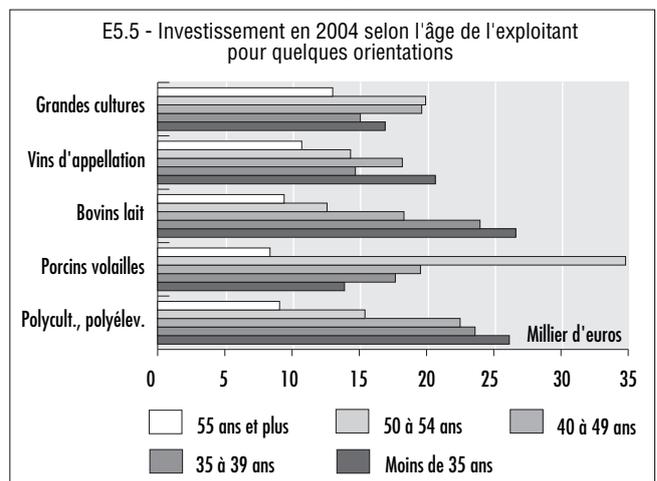
Source : RICA

**L'investissement est très lié à la dimension économique**



Source : RICA

**Un investissement plus important pour les jeunes**



Source : RICA

## L'investissement net

L'investissement net est égal à l'investissement diminué des amortissements. En 2004, pour la plupart des exploitations, l'investissement net est négatif et le capital d'exploitation s'érode. Presque toutes les orientations voient leur capital d'exploitation régresser, de -2 % pour les éleveurs de bovins lait et d'ovins, à -7 % pour les maraîchers, horticulteurs. Les élevages de bovins viande et bovins mixtes et l'autre viticulture font exception : le capital d'exploitation croît d'environ 1 % pour les bovins mixtes, 2 % pour les bovins viande et 4 % pour la viticulture hors appellation. Les exploitations orientées vers l'élevage détiennent toujours les capitaux d'exploitation les plus importants. Ce capital atteint notamment 208 000 euros en bovins mixtes en 2004.

### E6.1 - Investissements nets (acquisitions moins cessions et amortissements) en 2004

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Investissement net	Évolution <sup>1</sup> du capital d'exploitation
Grandes cultures	0,5	- 5,4	0,0	- 5,1	- 4,7
Maraîchage, horticulture	- 2,1	- 2,7	- 0,6	- 6,1	- 6,8
Vins d'appellation d'origine	- 0,9	- 4,7	0,9	- 4,8	- 4,0
Autre viticulture	1,1	- 0,3	2,8	3,7	4,0
Fruits	- 1,7	- 2,9	- 0,3	- 5,2	- 4,7
Bovins lait	- 0,9	- 2,8	0,0	- 2,6	- 1,6
Bovins viande	0,1	1,2	0,0	2,9	2,0
Bovins mixtes	4,0	- 3,7	0,0	1,5	0,7
Ovins, autres herbivores	- 1,0	- 1,3	0,0	- 2,2	- 1,8
Porcins, volailles	- 4,9	- 3,6	0,0	- 7,3	- 3,9
Polyculture, polyélevage	- 0,6	- 3,1	0,0	- 3,9	- 2,5
<b>ENSEMBLE</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 3,0</b>	<b>0,1</b>	<b>- 3,0</b>	<b>- 2,2</b>

1. L'évolution en % est calculée par rapport au capital d'exploitation en fin d'exercice.

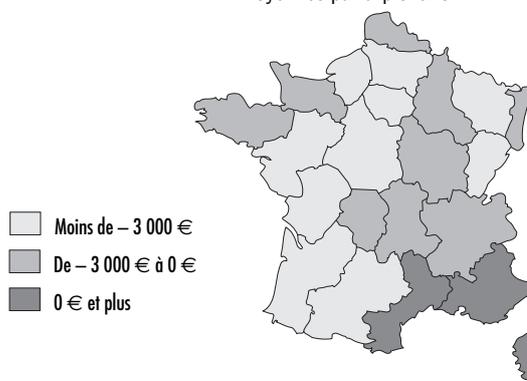
Source : RICA

### Investissement net et capital d'exploitation

L'investissement net est égal aux acquisitions, diminuées des cessions et des amortissements, en bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres immobilisations corporelles hors foncier. Il correspond à la variation du capital d'exploitation au cours de l'exercice.

### Investissement net positif dans les régions méditerranéennes

E6.3 - Investissement net en 2004  
Moyennes par exploitation

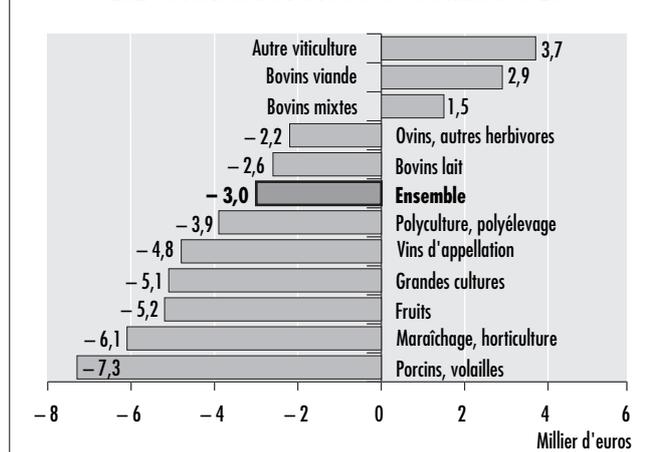


En 2004, les exploitations ne parviennent pas, en moyenne, à maintenir leur capital d'exploitation. L'investissement net est positif dans seulement trois régions avec en tête la Corse (+ 3 900 euros), puis la région PACA (+ 1 600 euros) et le Languedoc-Roussillon (+ 1 400 euros). Toutes les autres régions affichent une baisse de leur capital d'exploitation. Les régions Île-de-France et Haute-Normandie sont les plus touchées (- 10 500 euros pour la région Île-de-France).

Source : RICA

### Un investissement net de - 3 000 euros en 2004

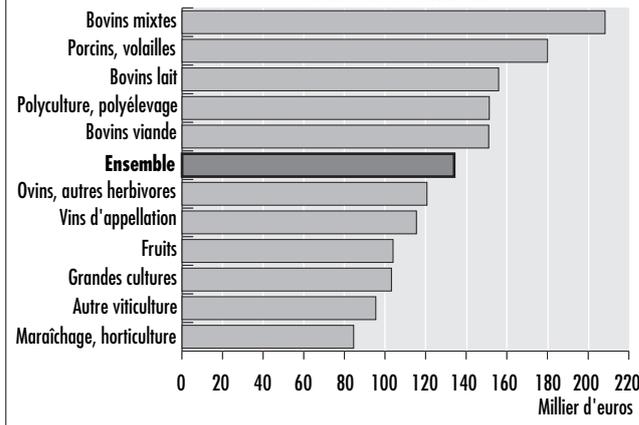
E6.2 - Investissement net selon les orientations en 2004



Source : RICA

### Capital d'exploitation élevé dans les orientations d'élevage

E6.4 - Capital d'exploitation à la fin de l'exercice 2004 selon les orientations



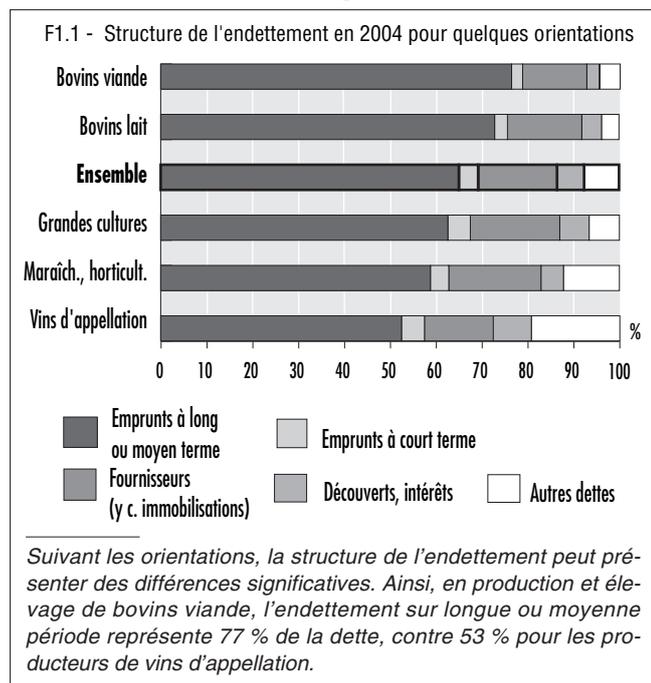
Source : RICA

Structure et évolution

En 2004, l'ensemble des exploitations agricoles enregistre un endettement moyen de 103 100 euros, soit une augmentation de 1 % par rapport à l'année précédente. Après deux années de baisse consécutives, les emprunts à long et moyen terme augmentent de 2 % en 2004. Les dettes à court terme diminuent légèrement (- 1 %), avec notamment des emprunts à court terme qui baissent de 5 % et des dettes aux fournisseurs qui

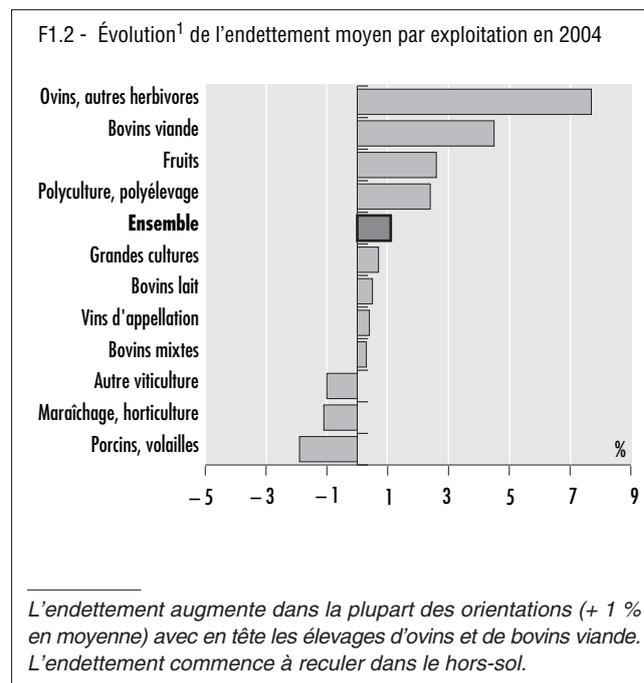
s'effritent (- 1 %). La plupart des exploitations voient leur endettement augmenter, avec en tête les élevages d'ovins (+ 8 %). Malgré cette augmentation, ils détiennent encore en 2004 l'endettement le plus faible des orientations avec 59 500 euros. À l'inverse, si l'endettement régresse dans le secteur hors-sol (- 2 %), il reste le secteur le plus endetté avec en moyenne 185 100 euros par exploitation.

En bovins viande, 77 % de l'endettement est à long terme



Source : RICA

Endettement 2004 : une tendance à la hausse



Source : RICA

F1.3 - Endettement à la clôture des comptes en 2004

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Endettement total		Emprunts à long ou moyen terme		Dettes à court terme		dont			
							Emprunts à court terme		Fournisseurs	
	2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %	2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %	2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %	2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %	2004	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %
Grandes cultures	102,3	+ 0,7	64,0	+ 1,6	38,3	- 0,8	5,0	+ 0,1	18,8	- 6,5
Maraîchage, horticulture	89,1	- 1,1	52,4	- 5,6	36,7	+ 5,3	3,5	+ 35,6	17,4	- 3,0
Vins d'appellation d'origine	146,3	+ 0,4	76,8	- 0,4	69,5	+ 1,3	7,3	- 8,3	21,2	+ 3,6
Autre viticulture	76,1	- 0,1	46,3	- 0,7	29,8	- 1,5	3,2	+ 18,8	12,3	- 0,5
Fruits	99,6	+ 2,6	55,1	+ 1,0	44,5	+ 4,5	4,0	+ 22,3	21,3	+ 10,6
Bovins lait	92,9	+ 0,5	67,6	+ 2,6	25,2	- 4,8	2,6	- 19,5	14,0	- 3,0
Bovins élevage et viande	69,3	+ 4,5	53,1	+ 9,2	16,3	- 8,3	1,6	- 24,7	8,9	- 3,1
Bovins lait, élevage et viande	118,2	+ 0,3	82,4	+ 1,5	35,8	- 2,3	3,7	- 9,1	18,4	- 9,5
Ovins, autres herbivores	59,5	+ 7,7	42,4	+ 8,5	17,1	+ 5,9	2,9	+ 13,1	8,8	+ 4,9
Porcins, volailles	185,1	- 1,9	116,7	- 2,0	68,3	- 1,7	13,6	+ 4,3	26,6	- 1,5
Polyculture, polyélevage	114,3	+ 2,4	76,6	+ 2,4	37,7	+ 2,2	4,0	- 5,2	20,0	+ 4,9
<b>ENSEMBLE</b>	<b>103,1</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>67,1</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>36,1</b>	<b>- 0,7</b>	<b>4,3</b>	<b>- 4,5</b>	<b>16,8</b>	<b>- 1,3</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

Passif endettement F

### Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation et disparités

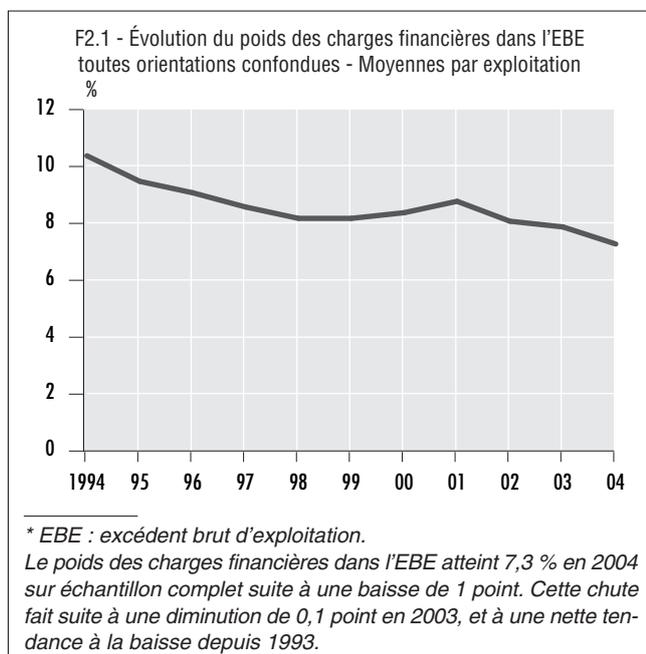
En 2004, le poids de l'endettement (remboursement du capital et charges financières) dans l'excédent brut d'exploitation (EBE) diminue de 1 point\* par rapport à 2003 pour atteindre 35,1 %. Les annuités de long ou moyen terme (ANLMT) augmentent légèrement (+ 1 %) de même que l'excédent brut d'exploitation (EBE) (+ 2 %). Le poids des charges financières dans l'EBE continue de se replier. Il s'établit en 2004 à 7,3 %, soit 1 point de moins qu'en 2003.

Le poids de l'endettement s'alourdit en 2004 particulièrement dans l'orientation maraîchage, horticulture

(+ 10 %) mais demeure toutefois à un niveau inférieur à la moyenne avec 34,6 %. Le niveau le plus élevé est atteint par les éleveurs de porcins, volailles avec 55,2 %. À l'inverse, ce ratio est relativement bas en viticulture d'appellation et en bovins viande avec des niveaux inférieurs à 30 %.

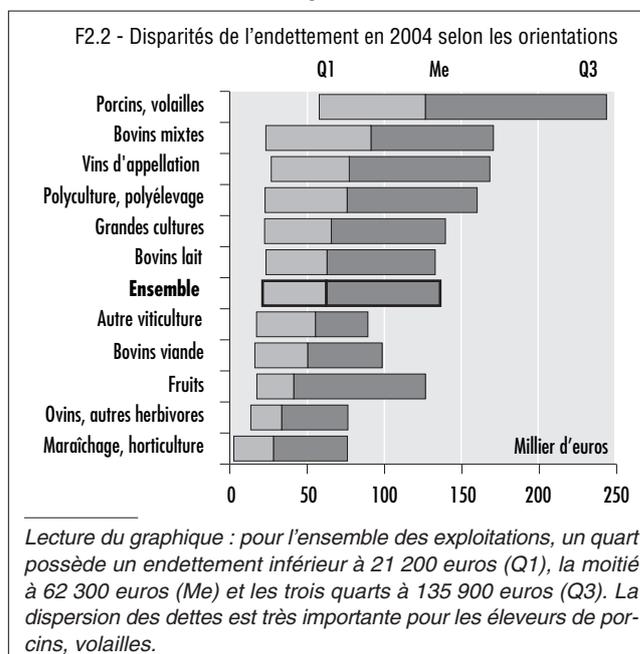
Les disparités sont encore plus importantes au sein des différents types d'exploitations agricoles. Toutes orientations confondues, l'endettement moyen s'élève à 103 100 euros avec un intervalle interquartile de 109 400 euros.

#### Le poids des charges financières continue de diminuer en 2004



Source : RICA

#### La moitié des exploitants ont un endettement supérieur à 62 300 euros



Source : RICA

#### F2.3 - Poids de l'endettement en 2004

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	Annuités de long ou moyen terme		Ann. LMT + Charges fin. CT* Excédent brut d'exploitation		Charges financières Excédent brut d'exploitation	
	2004 millier d'euros	Évolution <sup>1</sup> 04/03 %	2004 %	Variation <sup>2</sup> 2004-2003	2004 %	Variation <sup>2</sup> 2004-2003
Grandes cultures	19,1	- 1,2	37,6	+ 1,3	7,1	- 0,3
Maraîchage, horticulture	14,6	+ 3,6	34,6	+ 10,2	7,5	+ 1,9
Vins d'appellation d'origine	19,8	- 0,8	27,9	- 5,2	6,5	- 1,2
Autre viticulture	12,3	+ 1,0	33,8	+ 3,8	7,6	+ 0,5
Fruits	14,3	- 5,8	32,8	+ 6,2	6,6	+ 1,1
Bovins lait	16,5	+ 3,0	34,3	- 2,2	7,0	- 1,1
Bovins élevage et viande	11,4	+ 4,1	29,6	+ 0,6	5,3	- 0,2
Bovins lait, élevage et viande	18,4	- 9,8	33,0	- 5,3	7,2	- 1,0
Ovins, autres herbivores	10,1	+ 7,6	31,2	+ 0,1	5,6	- 0,6
Porcins, volailles	30,5	+ 3,2	55,2	- 3,7	13,9	- 2,3
Polyculture, polyélevage	19,5	+ 0,2	37,4	- 2,4	7,9	- 1,0
<b>ENSEMBLE</b>	<b>17,3</b>	<b>+ 0,9</b>	<b>35,1</b>	<b>- 0,6</b>	<b>7,3</b>	<b>- 0,6</b>

\* Annuités d'emprunts à long ou moyen terme + charges financières liées aux emprunts à court terme.

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

2. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Source : RICA

**Concentration et disparités régionales**

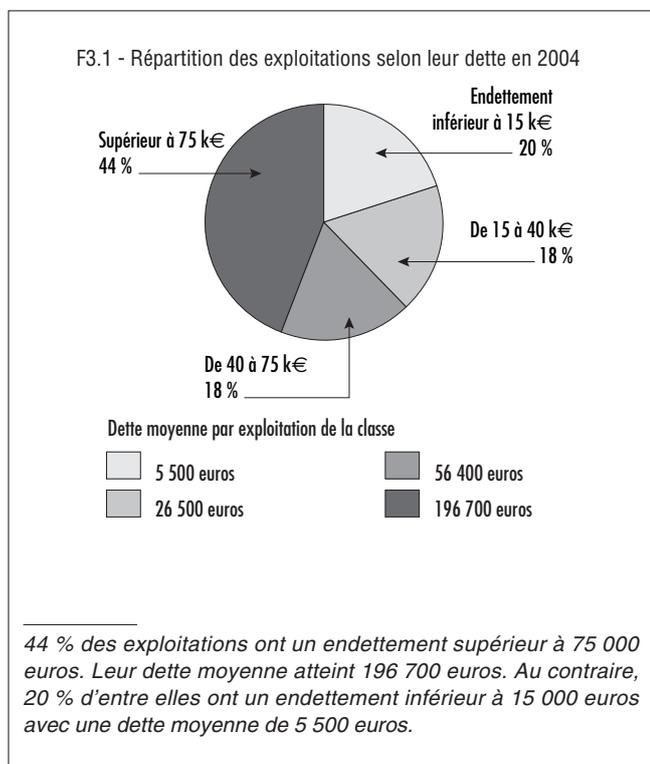
En 2004, les exploitations agricoles endettées à plus de la moitié de leurs actifs détiennent près de 49 % de l'encours de la dette. Elles représentent 23 % des exploitations étudiées par le RICA. Il s'agit surtout d'exploitations de grande taille (CDEX 8, 9 et 10). Les exploitations endettées à moins de 20 % possèdent 8 % de la dette.

Les grandes exploitations se partagent 45 % de la dette avec un taux d'endettement moyen de 43 %. Un peu

plus d'un tiers d'entre elles soit 39 % sont endettées à plus de 50 % de leurs actifs.

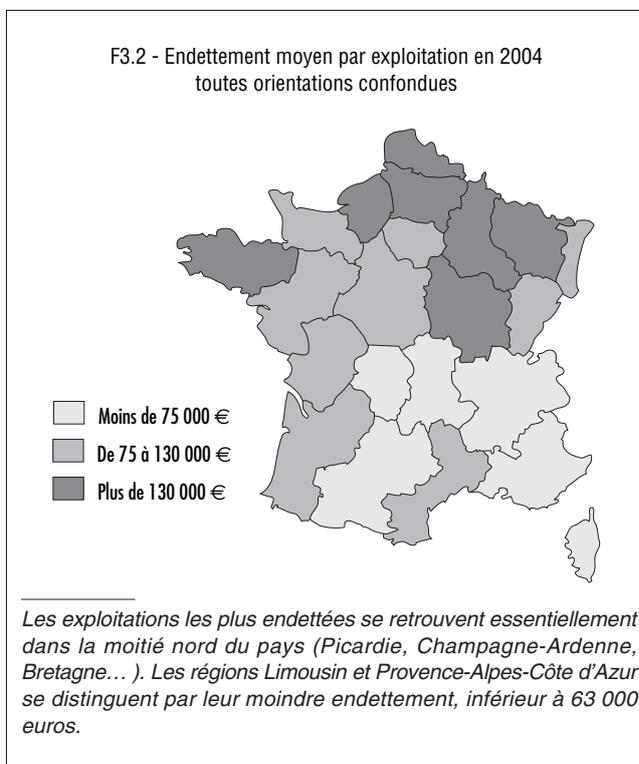
Les petites exploitations représentent 9 % du champ d'étude du RICA. Elles ne détiennent que 2 % de la dette avec un taux d'endettement moyen de 17 %. Elles forment avec les petites moyennes exploitations (CDEX 7) la plus grande part des exploitations à faible endettement.

**44 % des exploitations possèdent un endettement supérieur à 75 000 euros**



Source : RICA

**Un endettement plus important dans les régions du Nord**



Source : RICA

**F3.3 - Répartition de la masse des dettes**

	Petite exploit. (CDEX = 5, 6)	Moyenne petite exploit. (CDEX = 7)	Moyenne grande exploit. (CDEX = 8)	Grande exploitation (CDEX = 9)	Très grande exploit. (CDEX = 10)	Ensemble
<b>Taux d'endettement</b>						
Inférieur à 20 %	0,4	2,3	3,4	1,6	0,5	8,2
Entre 20 et 50 %	0,7	5,3	20,1	14,1	3,1	43,3
Supérieur à 50 %	0,5	3,8	18,8	19,5	6,0	48,5
<b>ENSEMBLE</b>	<b>1,5</b>	<b>11,3</b>	<b>42,3</b>	<b>35,2</b>	<b>9,6</b>	<b>100,0</b>

Source : RICA

**F3.4 - Nombre d'exploitations ventilé selon l'endettement et la taille économique**

	Petite exploit. (CDEX = 5, 6)	Moyenne petite exploit. (CDEX = 7)	Moyenne grande exploit. (CDEX = 8)	Grande exploitation (CDEX = 9)	Très grande exploit. (CDEX = 10)	Ensemble
<b>Taux d'endettement</b>						
Inférieur à 20 %	24	61	44	8	1	138
Entre 20 et 50 %	7	37	78	30	4	156
Supérieur à 50 %	3	17	41	24	4	89
<b>ENSEMBLE</b>	<b>33</b>	<b>116</b>	<b>163</b>	<b>63</b>	<b>8</b>	<b>383</b>

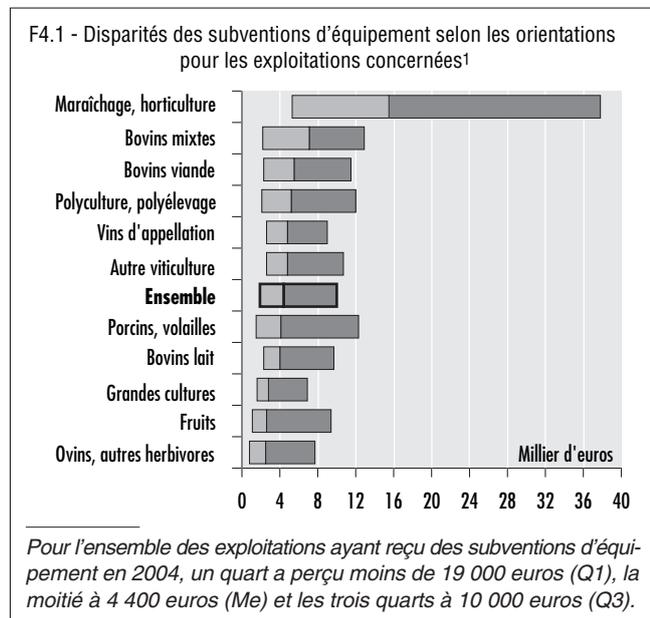
Source : RICA

### Les subventions d'équipement

Les agriculteurs disposent, en complément des emprunts et de leurs apports, d'une troisième source de financement de leurs actifs : les subventions d'investissement (ou encore subventions d'équipement). En 2004, quelque 51 000 exploitants agricoles ont bénéficié de nouvelles subventions (soit 13 % du champ couvert par le RICA) pour un montant moyen de 8 200 euros, montant inférieur à celui observé l'année précédente. Ce sont les exploitants spécialisés en maraîchage, horticulture qui perçoivent les montants les plus importants, près de 38 000 euros en moyenne, en forte hausse par rapport à 2003. Les viticulteurs hors appellation et les

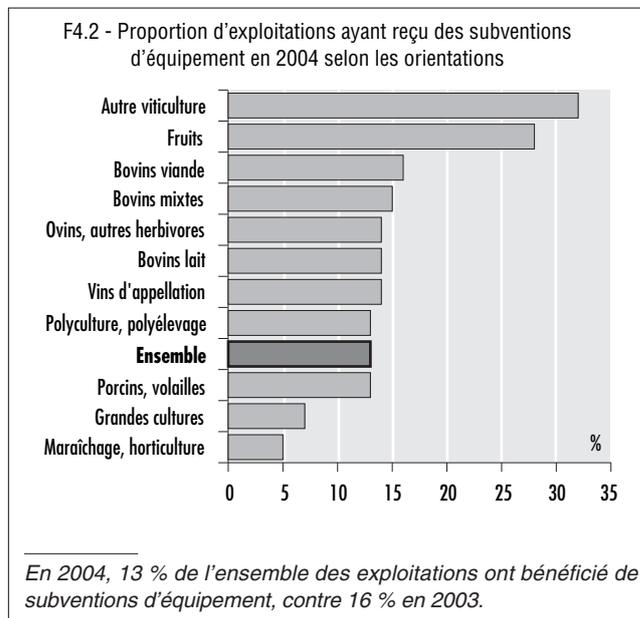
producteurs de fruits sont les plus nombreux à bénéficier de subventions d'investissement : plus du quart d'entre eux ont recueilli des subventions, pour un montant respectif de 7 700 euros et 9 300 euros en moyenne. Les subventions destinées à financer les investissements en bâtiments d'exploitation sont les plus répandues. Viennent ensuite les subventions destinées au matériel et aux cultures permanentes (viticulture et production de fruits). Les jeunes exploitants de moins de 36 ans, qui représentent 17 % des bénéficiaires, perçoivent en moyenne 8 500 euros d'aides à l'investissement.

#### Importantes disparités dans la distribution des subventions d'équipement



Source : RICA

#### 32 % des exploitations viticoles hors appellation ont reçu des subventions d'équipement



Source : RICA

#### F4.3 - Subventions d'équipement attribuées en 2004

Valeurs moyennes par exploitation concernée<sup>1</sup>, en millier d'euros

Orientation	Nombre d'exploitations concernées <sup>1</sup> en millier	Total de subventions attribuées	Dont				
			Amélioration foncière	Cultures permanentes	Bâtiment d'exploitation	Matériel	Dotation aux jeunes agriculteurs (DJA)
Grandes cultures	5,8	5,4	0,4	0,2	2,3	2,3	0,3
Maraîchage, horticulture	0,6	38,0	0,3	2,6	28,3	5,9	1,0
Vins d'appellation d'origine	4,9	6,9	0,1	4,7	0,7	1,1	0,3
Autre viticulture	3,8	7,7	0,0	7,0	0,0	0,6	0,1
Fruits	3,2	9,3	0,0	5,3	0,2	3,5	0,2
Bovins lait	9,9	8,1	0,1	0,0	6,5	1,0	0,6
Bovins élevage et viande	7,0	8,1	0,4	0,0	6,1	1,2	0,4
Bovins lait, élevage et viande	1,7	11,5	0,2	0,1	9,9	0,5	0,8
Ovins, autres herbivores	3,1	5,5	0,3	0,0	3,7	1,0	0,5
Porcins, volailles	1,9	7,7	0,1	0,0	6,3	0,8	0,6
Polyculture, polyélevage	9,0	9,5	0,6	1,3	6,3	1,0	0,4
<b>ENSEMBLE</b>	<b>50,8</b>	<b>8,2</b>	<b>0,3</b>	<b>1,6</b>	<b>4,7</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>

\* Dans l'orientation bovins lait, 9 900 exploitations ont perçu en 2004 des subventions d'équipement, dont le montant total moyen est de 8 100 euros. Ce total se décompose en 100 euros pour l'amélioration foncière, 6 500 euros pour les bâtiments d'exploitation, 1 000 euros pour le matériel et 600 euros en dotation aux jeunes agriculteurs (DJA). Ce dernier chiffre n'est pas le montant moyen de la DJA. En réalité, parmi les 9 900 exploitations ayant reçu une subvention d'équipement dans l'orientation bovins lait, 600 exploitations seulement ont touché la DJA pour un montant moyen de 8 900 euros.

1. Exploitations ayant reçu une subvention d'équipement en 2004. Les valeurs sont parfois entachées d'une forte incertitude, en raison du faible nombre d'exploitations concernées.

Source : RICA

## Structure du bilan

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. Il présente en regard l'actif à gauche et le passif à droite, dont les cumuls sont d'égale valeur. L'actif du bilan traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs et les actifs circulants, qui représentent essentiellement les biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer les moyens mis en œuvre, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle du chef d'exploitation. La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle diffère sensiblement d'une orien-

tation à l'autre. La part des immobilisations dans l'actif total est importante, notamment pour les orientations d'élevage. Elle atteint 77 % chez les éleveurs d'ovins et autres herbivores. Elle est moins élevée dans les orientations végétales, 64 % pour les grandes cultures et seulement 43 % pour la viticulture d'appellation. La situation financière des exploitations est d'autant plus saine que les immobilisations sont couvertes par les capitaux propres. Seules trois orientations répondent à cette caractéristique en 2004 : les orientations viticoles, l'élevage de bovins viande. En viticulture d'appellation, les capitaux propres couvrent largement les immobilisations. Ils servent à financer en grande partie le vin en cours de vieillissement, qui par certains aspects est assimilable à une immobilisation. Chez les éleveurs de porcins, volailles les immobilisations (69 % de l'actif) dépassent fortement les capitaux propres (40 % du passif).

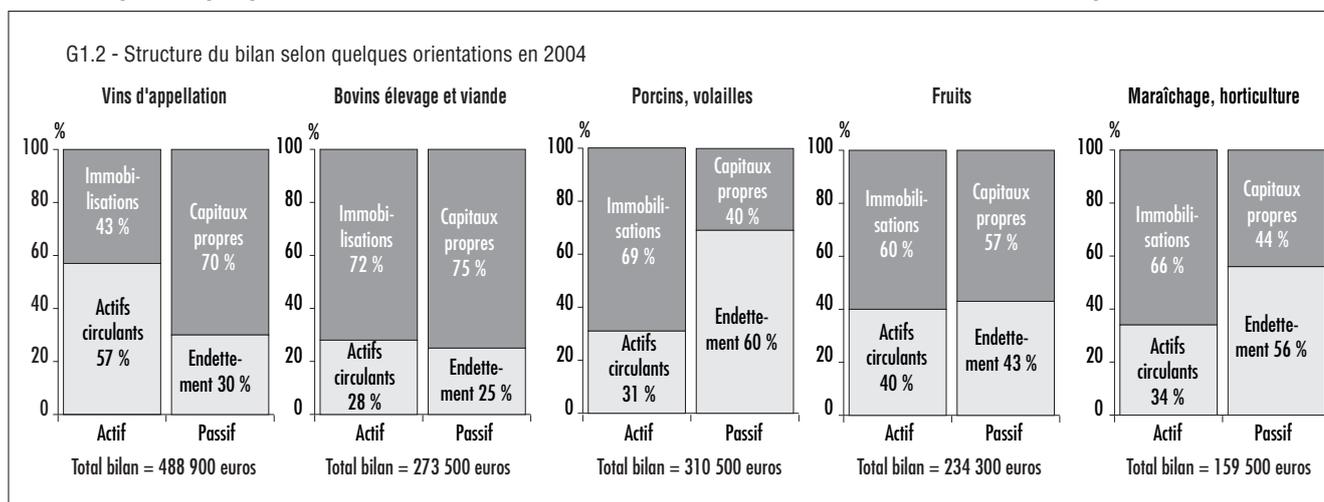
### G1.1 - Bilan à la clôture de l'exercice en 2004 toutes orientations confondues

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

<b>Actifs immobilisés</b>	<b>185,4</b>	<b>Capitaux propres</b>	<b>184,9</b>
Actifs incorporels	1,0	Situation nette	178,4
Terrains	41,8	Subventions d'investissement	6,5
Aménagements	2,7		
Constructions	37,9	<b>Ensemble des dettes</b>	<b>103,1</b>
Installations spécialisées	6,0	Dettes à long ou moyen terme	67,1
Matériel	46,1	Emprunts à court terme	4,3
Plantations	7,0	Autres dettes financières à moins de 1 an	6,1
Animaux reproducteurs	31,0	Dettes auprès des fournisseurs	16,8
Autres immobilisations corporelles	6,1	Dettes sociales	2,4
Actifs financiers	5,8	Dettes auprès de l'État	0,9
		Dettes sur immobilisations	0,9
<b>Actifs circulants</b>	<b>101,9</b>	Avances et acomptes reçus	0,5
Stocks	62,2	Autres dettes	4,2
Valeurs réalisables	25,6		
Valeurs disponibles	14,1		
		<b>Régularisation passif</b>	<b>0,1</b>
<b>Régularisation actif</b>	<b>0,9</b>		
		<b>Total passif</b>	<b>288,1</b>
<b>Total actif</b>	<b>288,1</b>		

Source : RICA

### Les capitaux propres sont loin de couvrir les immobilisations chez les éleveurs de porcins, volailles



Source : RICA

## Tableau de financement et groupes d'exploitations

Le tableau de financement, document établi à la clôture de l'exercice, décrit les flux de ressources et d'emplois ayant affecté les différents éléments du patrimoine d'une entreprise au cours de l'année. Il met en évidence la façon dont sont utilisées les ressources de l'exercice, en particulier celles générées par l'activité (la capacité d'autofinancement), et comment les investissements ont été financés. Sur une population d'exploitations de taille économique relativement homogène, par exemple les « moyennes grandes » (60 à 150 hectares équivalent blé), les gros investisseurs (investissements corporels supérieurs à 15 000 euros) ont en moyenne une capacité d'autofinancement sensiblement plus élevée que celle des exploitations qui n'ont pas investi au cours de l'exercice. Pour réaliser leurs

investissements, ils doivent cependant limiter les prélèvements pour leurs propres besoins et ceux de leur famille, et s'endetter davantage auprès des organismes financiers. Les crédits accordés par les fournisseurs pour financer le cycle d'exploitation sont également sollicités.

L'âge du chef d'exploitation est aussi un critère discriminant quant à la structure des tableaux de financement. Les jeunes agriculteurs consacrent une part plus importante aux investissements. Les acquisitions d'immobilisations et d'animaux reproducteurs représentent 39 % des emplois stables chez les moins de 35 ans contre 25 % chez les exploitants de plus de 55 ans. Les prélèvements privés représentent en revanche une part moins importante (35 % contre 52 % chez les plus de 55 ans).

## G2.1 - Tableau de financement sur quelques groupes d'exploitations en 2004

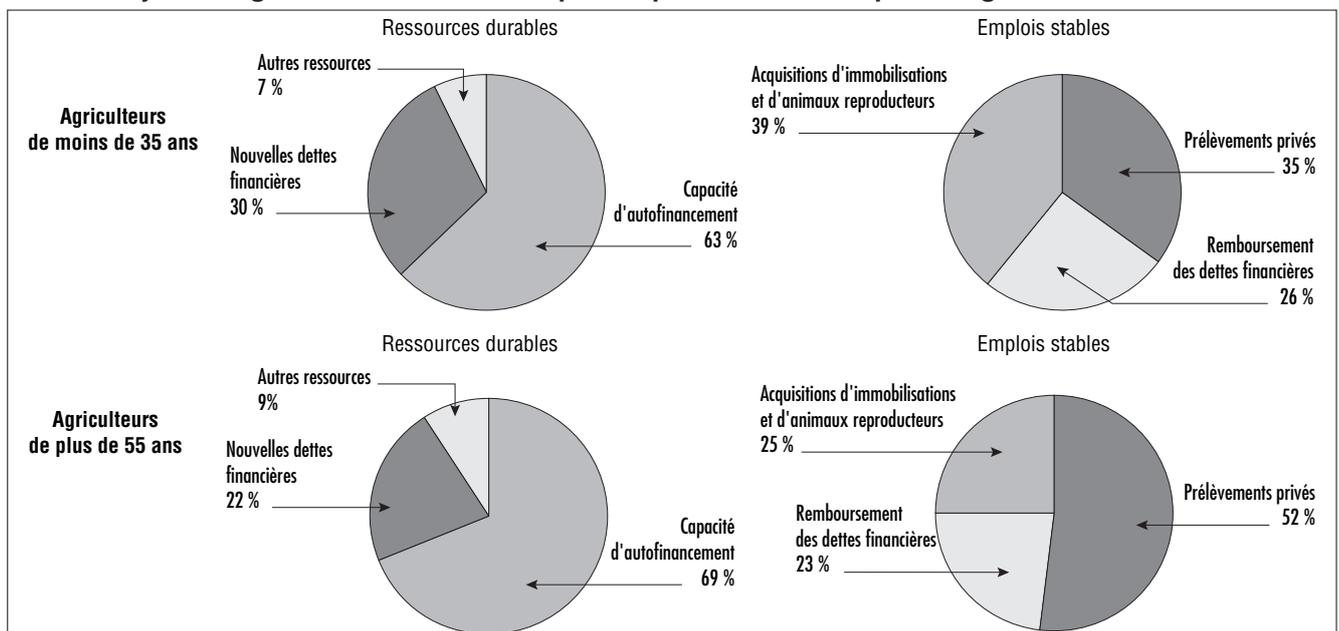
Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

	Exploitations de taille moyenne grande Tranche d'investissement* en millier d'euros		
	Moins de 1,5	De 1,5 à 15	Plus de 15
Nombre d'exploitations (millier)	39,1	62,1	61,9
<b>1 - Total des ressources durables</b>	<b>58,9</b>	<b>59,4</b>	<b>103,4</b>
Capacité d'autofinancement	40,3	46,0	56,0
Cessions d'immobilisations	6,9	1,3	7,4
Subventions d'équipement reçues	0,3	0,6	2,2
Nouvelles dettes financières	11,4	11,5	37,9
<b>2 - Total des emplois stables</b>	<b>51,6</b>	<b>57,8</b>	<b>100,9</b>
Acquisitions d'immobilisations	4,8	9,5	48,9
Augmentation des animaux reproducteurs	- 3,2	0,7	2,9
Charges à répartir	0,0	0,1	0,0
Prélèvements privés	32,4	30,1	27,5
Remboursements des dettes financières	17,5	17,4	21,5
<b>3 - Variation du fonds de roulement net (1 - 2)</b>	<b>7,3</b>	<b>1,6</b>	<b>2,5</b>
<b>4 - Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>5,3</b>	<b>2,7</b>	<b>5,2</b>
Dont stocks	2,5	2,8	3,5
Dont réalisables	1,6	- 0,5	2,9
Dont dettes non financières	1,0	0,4	- 1,3
<b>5 - Variation de trésorerie nette (3 - 4)</b>	<b>2,0</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 2,6</b>

\* Investissement corporel hors foncier.

Source : RICA

## G2.2 - Les jeunes agriculteurs investissent plus et prélèvent moins que les âgés en 2004



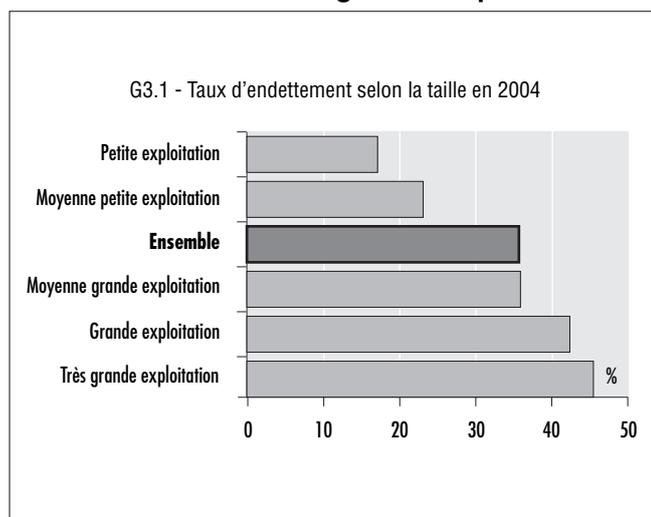
Source : RICA

### Ratios financiers d'endettement

Le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total du bilan) mesure la contribution des ressources externes à l'exploitation dans le financement de son activité. Il traduit le degré de dépendance de l'exploitation vis-à-vis de ses créanciers. En 2004, ce taux d'endettement, observé par le RICA, s'élève en moyenne à 35,8 %, pratiquement stable par rapport à 2003 (+ 0,1 point). Pour certaines orientations comme l'élevage de porcins, volailles ou encore le maraîchage, il est très élevé et dépasse les 50 %. Le taux d'endettement est plus faible pour les éleveurs de bovins viande (25,4 %) et les producteurs de vins hors appellation (24,0 %). En 2004, la situation selon les différentes orientations est très contrastée. Le taux d'endettement est

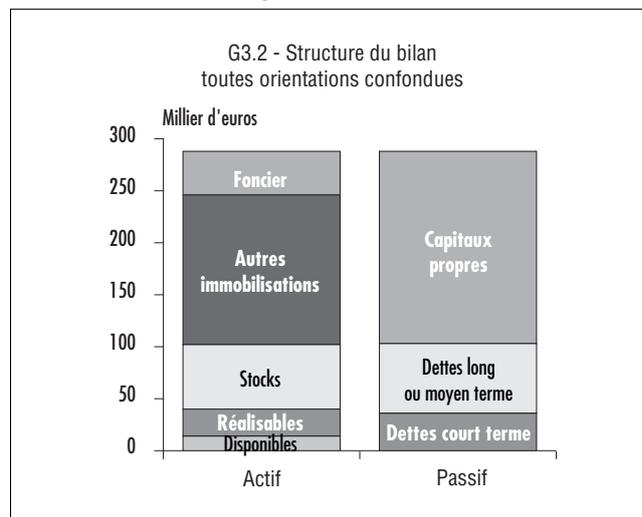
en hausse dans six orientations, avec en tête le maraîchage (+ 2,9 points). Les cinq autres secteurs affichent une baisse de leur taux d'endettement, en particulier l'élevage hors-sol (- 1,2 point). D'autres ratios permettent de compléter l'analyse financière des exploitations. Le rapport des dettes à la situation nette constitue une approche en réalité assez voisine de la précédente. Le rapport des dettes au produit brut est très différent, puisqu'il introduit une mesure de l'activité des exploitations, le produit brut. Ce rapport varie sensiblement d'une orientation à une autre. De plus, les effets de la conjoncture ont une grande influence et peuvent se traduire par des variations inter-annuelles plus importantes.

#### Le taux d'endettement avoisine les 46 % dans les très grandes exploitations



Source : RICA

#### Les dettes représentent plus d'un tiers du passif en 2004



Source : RICA

### G3.3 - Ratios d'endettement à la clôture des comptes en 2004

Orientations	Taux d'endettement Dettes/actif		Taux d'endettement hors foncier		Dettes rapportées à la situation nette		Poids des dettes dans le produit brut	
	2004 %	Variation 2004-2003 <sup>1</sup>	2004 %	Variation 2004-2003 <sup>1</sup>	2004 %	Variation 2004-2003 <sup>1</sup>	2004 %	Variation 2004-2003 <sup>1</sup>
Grandes cultures	39,2	+ 0,4	45,6	+ 0,6	65,6	+ 1,0	70,4	+ 1,5
Maraîchage, horticulture	55,9	+ 2,9	60,7	+ 3,6	141,0	+ 19,3	49,7	+ 3,7
Vins d'appellation d'origine	29,9	- 0,6	34,7	- 0,8	43,5	- 1,2	79,4	- 4,8
Autre viticulture	24,0	- 1,1	28,1	- 1,3	33,8	- 2,1	76,2	+ 2,0
Fruits	42,5	+ 2,0	46,4	+ 2,0	81,0	+ 7,0	57,6	+ 4,6
Bovins lait	35,9	- 0,3	39,0	- 0,3	58,5	- 0,7	76,9	- 2,7
Bovins élevage et viande	25,4	+ 0,7	28,5	+ 1,0	35,0	+ 1,4	78,5	+ 0,8
Bovins lait, élevage et viande	34,1	- 0,3	36,1	- 0,2	53,9	- 0,7	79,3	- 2,5
Ovins, autres herbivores	27,9	+ 1,7	32,1	+ 2,3	40,6	+ 3,1	72,8	+ 1,1
Porcins, volailles	59,6	- 1,2	63,1	- 1,2	157,6	- 8,8	75,9	- 4,1
Polyculture, polyélevage	39,4	+ 0,3	43,6	+ 0,3	68,1	+ 0,8	75,0	- 0,6
<b>ENSEMBLE</b>	<b>35,8</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>40,3</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>57,8</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>73,6</b>	<b>- 0,2</b>

1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

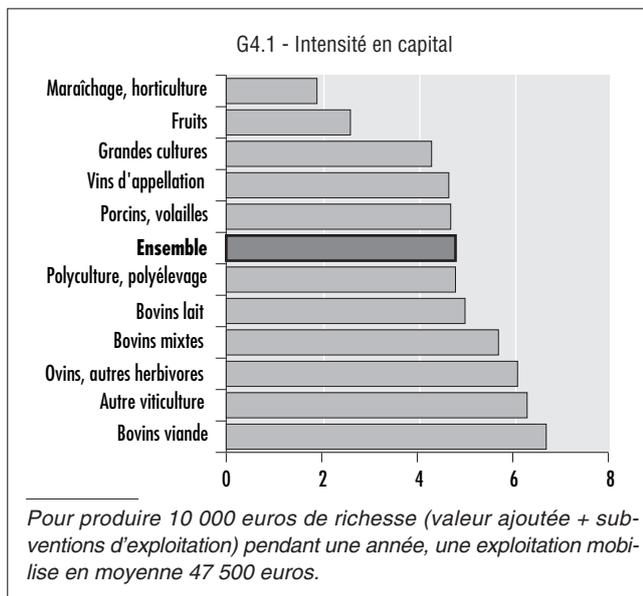
Source : RICA

## Ratios financiers - création de richesse et facteurs de production

Pour produire de la richesse, une exploitation agricole, comme toute entreprise, met en œuvre les biens qu'elle possède (actif du bilan) et utilise de la force de travail (nombre d'unités annuelles de travail). L'apport de chacun de ces facteurs dans la production de l'exploitation est évalué par leur intensité. L'intensité en capital (actif du bilan rapporté à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation) mesure la valeur des moyens à mettre en œuvre pour créer une unité de richesse. Elle atteint 4,8, toutes exploitations confondues en 2004. L'intensité en travail, qui peut être définie comme le

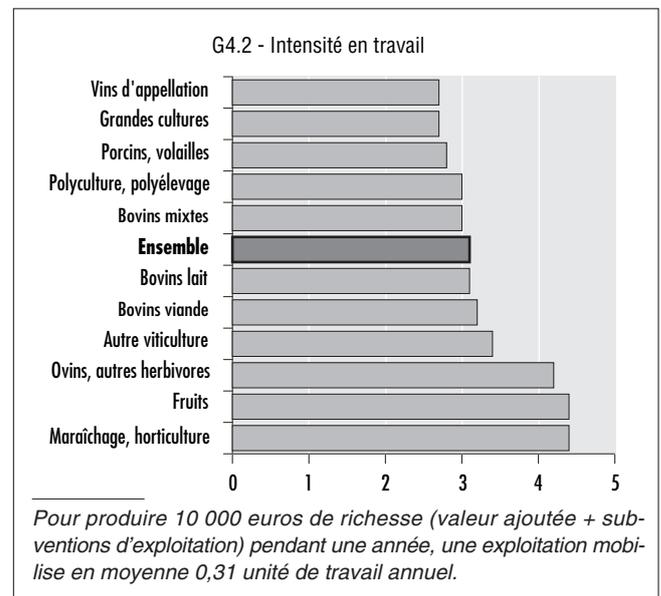
nombre d'unités de travail à mobiliser pour produire 10 000 euros de richesse, est de 0,31. Les exploitations d'élevage doivent, proportionnellement à la richesse créée, apporter davantage de capital que les exploitations à dominante végétale, à l'exception notable de l'orientation autre viticulture. La mobilisation du facteur travail est relativement limitée en grandes cultures, vins d'appellation et élevage de porcins, volailles. À l'opposé, l'élevage d'ovins et de caprins, le maraîchage, horticulture et l'arboriculture fruitière exigent beaucoup de travail pour créer leur richesse.

### Moins de capital nécessaire pour les exploitations végétales



Source : RICA

### Le maraîchage et l'arboriculture fruitière requièrent une main-d'œuvre importante



Source : RICA

### G4.3 - Autres ratios financiers

Moyennes par exploitation

Orientation	Indépendance financière		Couverture des immobilisations		Liquidité réduite		Délai fournisseurs	
	Capitaux propres/capitaux permanents		Immobilisations/capitaux permanents		Réalissables + disponible/dettes à court terme		360 x dettes fournisseurs/achats d'approvisionnement	
	2004 %	Variation 2004-2003 <sup>1</sup>	2004 %	Variation 2004-2003 <sup>1</sup>	2004 %	Variation 2004-2003 <sup>1</sup>	2004 %	Variation 2004-2003 <sup>1</sup>
Grandes cultures	71,2	- 0,5	74,7	+ 0,5	131,7	- 9,2	156,0	- 13,5
Maraîchage, horticulture	57,3	- 1,7	85,4	+ 4,1	102,0	- 16,0	110,4	+ 4,2
Vins d'appellation d'origine	81,7	+ 0,5	50,1	- 1,4	93,3	- 1,3	310,1	+ 21,5
Autre viticulture	83,9	+ 0,8	58,0	+ 0,8	101,3	+ 1,4	266,3	+ 4,0
Fruits	71,0	- 1,3	74,0	+ 0,7	129,5	- 10,3	281,4	+ 24,7
Bovins lait	71,0	- 0,2	81,9	- 1,5	107,7	+ 12,6	161,2	+ 0,2
Bovins élevage et viande	79,4	- 1,3	76,6	+ 0,1	192,5	+ 5,6	146,9	- 7,8
Bovins lait, élevage et viande	73,5	+ 0,0	78,4	- 0,3	99,2	- 1,3	159,9	- 21,1
Ovins, autres herbivores	78,4	- 1,5	83,3	- 0,0	142,8	- 6,9	135,3	+ 3,1
Porcins, volailles	51,8	+ 1,3	88,2	- 0,6	40,6	- 2,4	74,9	- 2,3
Polyculture, polyélevage	69,7	- 0,3	78,8	- 0,5	102,4	- 0,7	151,4	+ 5,0
<b>ENSEMBLE</b>	<b>73,4</b>	<b>- 0,2</b>	<b>73,6</b>	<b>- 0,5</b>	<b>110,1</b>	<b>- 1,4</b>	<b>155,3</b>	<b>- 1,9</b>

1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Source : RICA

## Résultats et rémunération des facteurs de production

En 2004, le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 28 400 euros. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (7 900 euros), il reste 20 500 euros pour rémunérer les facteurs de production : main d'œuvre non salariée et capitaux propres consacrés à l'exploitation. L'exploitation emploie en moyenne 1,42 unité de travail annuel non salariée, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille. Les capitaux propres se montent quant à eux à 184 900 euros en moyenne par exploitation.

Pour déterminer la rémunération de l'un des facteurs de production, il convient de fixer la valeur de l'autre. C'est une telle démarche qui est menée notamment lors de l'instruction des plans d'amélioration matérielle afin de

déterminer le revenu par unité de travail annuel. Le taux d'intérêt à appliquer au capital d'exploitation (total actif-capital foncier) est fixé par décret à 4 %. Si l'on retient ce taux pour la rémunération des capitaux propres, il reste en moyenne l'équivalent d'un salaire net de 9 200 euros par unité de travail non salariée. Cette rétribution est plus favorable aux plus grandes des exploitations où elle atteint 23 400 euros contre seulement 3 200 euros pour les plus petites. Les résultats progressent avec la taille économique alors que la quantité de facteurs de production mis en œuvre augmente dans une moindre proportion. Dans une très grande exploitation, le facteur travail non salarié est moins de deux fois supérieur à celui d'une petite alors que le revenu de l'exploitant est presque multiplié par 7.

### G5.1 - Résultats et facteurs de production par taille en 2004

Moyenne par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2004

	Petite exploitation Cdex 5-6	Moyenne petite exploitation Cdex 7	Moyenne grande exploitation Cdex 8	Grande exploitation Cdex 9	Très grande exploitation Cdex 10
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	33,3	115,8	163,1	62,6	8,3
Surface agricole utilisée (ha)	26,2	43,6	72,3	119,3	143,4
Taille du troupeau (UGB)	20,6	39,3	68,1	104,5	104,9
Résultat courant avant impôts (1)	10,3	17,1	27,2	52,9	95,9
Charges sociales de l'exploitant (2)	3,1	4,9	7,6	14,5	24,2
Revenu de l'exploitant (3) = (1) - (2)	7,2	12,1	19,6	38,4	71,8
Capitaux propres (4)	88,1	128,2	182,4	300,4	543,1
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	3,5	5,1	7,3	12,0	21,7
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,15	1,19	1,46	1,78	2,14
Rémunération par UTA non salariée [(3) - (5)]/(6)	3,2	5,9	8,5	14,8	23,4

Source : RICA

### G5.2 - Résultats et facteurs de production entre 1990 et 2004

Moyenne par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2004

	1990	1995	2000	2004
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	521,6	428,8	384,7	383,1
Surface agricole utilisée (ha)	47,2	59,5	67,1	68,8
Taille du troupeau (UGB)	40,6	53,5	62,9	62,0
Résultat courant avant impôts (1)	25,5	32,1	30,1	28,4
Charges sociales de l'exploitant (2)	5,1	6,8	7,6	7,9
Revenu de l'exploitant (3) = (1) - (2)	20,4	25,3	22,5	20,5
Capitaux propres (4)	173,0	178,8	193,7	184,9
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	6,9	7,2	7,7	7,4
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,46	1,46	1,44	1,42
Rémunération par UTA non salariée [(3) - (5)]/(6)	9,3	12,4	10,2	9,2

Source : RICA